

République Démocratique du Congo

MINISTÈRE DU BUDGET

Document n°7

**PROGRAMMATION BUDGETAIRE DES
ACTIONS DU GOUVERNEMENT**

2015 - 2017

**(Stratégie budgétaire de la mandature et
trajectoire des finances publiques à moyen terme)**

Kinshasa, Septembre 2014

LISTE DES ACRONYMES

ANR	: Agence Nationale des Renseignements
BCECO	: Bureau Central de Coordination
CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
C2D	: Contrat Désengagement-Désendettement
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CDR	: Centrale de Distribution Régionale
CII	: Coordination Informatique Interministérielle
CS	: Centre de santé
CSE	: Conseil de Sécurité d'Etat
DCB	: Direction du Contrôle Budgétaire
DEME	: Direction des Etudes Macroéconomiques
DGCMP	: Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGDP	: Direction Générale de la Dette Publique
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGM	: Direction Générale de Migration
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DPB	: Direction de la Programmation et Budgétisation
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
HGR	: Hôpital Général de Référence
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PAP	: Programme d'Actions Prioritaires
PBAG	: Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement
PESS	: Projet d'Equipement des Structures Sanitaires
PIE	: Programme Intérimaire de l'Education
PNDS	: Programme National du Développement Sanitaire
PNIA	: Plan National d'Investissement Agricole
SCTP	: Société Congolaise des Transports et des Ports
SNCC	: Société Nationale des Chemins de Fer du Congo
TDR	: Termes de Référence

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES	i
PREAMBULE	iii
PREFACE	ix
INTRODUCTION.....	1
I. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES.....	4
II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT	10
2.1. Programme d'actions du Gouvernement, cadre de mise en œuvre de la planification stratégique.....	10
2.2. Objectifs de la politique budgétaire	12
2.3. Allocation stratégique des ressources budgétaires.....	14
2.4. Mobilisation accrue des ressources budgétaires.....	18
III. STRATEGIES SECTORIELLES ESSENTIELLES.....	20
3.1. Secteurs prioritaires traditionnels.....	20
3.2. Secteurs à lois de programmation ou à grandes réformes	33
IV. CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME.....	39
4.1. Evolution des recettes publiques de 2015 à 2017.....	41
4.2. Evolution des dépenses publiques de 2015 à 2017.....	41
4.3. Evolution des allocations sectorielles	42
4.4. Evolution du solde budgétaire de 2015 à 2017	42
4.5. Evolution du financement budgétaire, de 2015 à 2017 (gap)	43
V. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PBAG	45
CONCLUSION	46

PREAMBULE

Mon projet de société intitulé «La Révolution de la Modernité»

Véritable pacte pour l'avenir de notre pays, ce projet vise à faire de la République Démocratique du Congo, un pool d'intelligence et de savoir-faire, un vivier de la nouvelle citoyenneté et de la classe moyenne, un grenier agricole, une puissance énergétique et environnementale, une terre de paix et de mieux-être, une puissance régionale au cœur de l'Afrique, l'objectif ultime étant l'émergence de notre pays.

Cela suppose que nous nous appliquions à améliorer notre compétitivité dans tous les domaines.

Dans cette optique, **en plus d'une gestion rigoureuse des finances publiques et d'une politique monétaire prudente**, nous allons poursuivre l'amélioration du climat des affaires pour mieux attirer les investisseurs.

Nous allons de même poursuivre et accélérer la reconstruction du pays à travers le programme des cinq chantiers avec, comme priorité reconfirmée, la construction des infrastructures de communication.

Nous nous attelons aussi à améliorer l'aménagement et l'équipement du territoire national dans le sens d'une meilleure connexion entre ses différentes composantes et un meilleur cadre de vie pour nos populations tant urbaines que rurales.

Parallèlement au développement des infrastructures, le Gouvernement se montrera particulièrement soucieux de la vie sociale du citoyen congolais.

Son Excellence Joseph KABILA KABANGE
Président de la République Démocratique du Congo
(Extrait de son Discours d'Investiture, le 20 décembre 2011)

Lettre d'Orientation Budgétaire de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre

Pour sous tendre la politique budgétaire, le législateur a prévu la cohérence dans la mise en œuvre des politiques publiques entre les trois niveaux de pouvoir. En effet, la loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques (LOFIP) indique, en son article 12, que la politique budgétaire est définie par le Gouvernement central dans un programme approuvé par l'Assemblée Nationale et que celui-ci est mis en œuvre par le pouvoir central, la province et l'entité territoriale décentralisée (ETD).

En vue d'un meilleur encadrement de la politique budgétaire sus-évoquée, le législateur a prévu deux outils essentiels, à savoir le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) et la lettre d'orientation budgétaire (LOB). Celle-ci donne les orientations nécessaires quant à l'élaboration du budget du pouvoir central, de la province et de l'ETD et ce, conformément aux articles 13, 76 et 174 de la LOFIP. Elle formule les mesures d'encadrement sous-tendant l'élaboration des prévisions budgétaires et des projections des dépenses des institutions et ministères portant sur une période de trois années, y compris celles de leurs budgets annexes et comptes spéciaux.

C'est dans ce cadre que la présente lettre détermine, de manière succincte, outre le contexte et les perspectives de l'économie mondiale et nationale, les options fondamentales des politiques publiques à suivre et la politique budgétaire de 2015 assortie des actions concrètes à réaliser.

De ce qui précède, le pouvoir central, la province et l'ETD élaboreront leurs prévisions budgétaires et effectueront leurs projections par la démarche ci-après :

- *la préfiguration des recettes sur les trois années à venir ;*
- *la détermination des objectifs budgétaires pluriannuels en matière de dépenses ;*
- *l'allocation des ressources aux différents secteurs en fonction des priorités des stratégies sectorielles et sur la base d'un cadre macroéconomique national ;*
- *la mise en place d'indicateurs de performance permettant le suivi et le contrôle de l'exécution du budget.*

A mi-juillet 2014, au moment de la rédaction de la présente lettre, l'actualité économique internationale, telle qu'annoncée par le rapport de la Banque mondiale « Global Economic Prospects (GEP) » est dominée par la révision à la baisse des projections du taux de croissance économique mondiale de 2014, passant de **3,2%** initialement à **2,8%**.

Aux États-Unis d'Amérique, la croissance du PIB devrait s'accroître de **2,1%** sur l'année contre **2,8%** initialement. Dans la zone euro, la croissance atteindrait **1,1%**, une croissance modérée suite notamment à l'assouplissement des politiques monétaires. Pour les pays en développement, le taux de croissance pourrait atteindre **4,8%** en 2014 contre **5,3%** projetés en janvier. Cette croissance devrait se raffermir pour atteindre un rythme de **5,4%** en 2015 et **5,5%** en 2016. La région de l'Asie de l'Est et du Pacifique pourrait voir son taux de croissance enregistrer une légère baisse, passant de **7,2%** en 2013 à environ **7,0%** d'ici 2016. De plus, le processus d'ajustement devra se poursuivre en 2014 et le taux de croissance réel du crédit pourrait se situer à moins de **10%**, notamment en Chine, en Malaisie et en Indonésie.

Dans le Moyen orient et l'Afrique du Nord, la croissance se raffermira progressivement et pourrait passer de **1,9%** en 2014 à **3,6%** en 2015 et **3,5%** en 2016, grâce à une reprise de la production pétrolière dans les pays exportateurs et à une légère amélioration de la situation des économies importatrices de pétrole.

En Afrique subsaharienne, la robustesse de la demande intérieure a appuyé la croissance du PIB en 2013 avec un taux de **4,7%** contre **3,6%** l'année précédente. Les perspectives à moyen terme de la région restent favorables, le taux de croissance devrait rester de **4,7%** en 2014 avant d'augmenter légèrement pour atteindre **5,1%** en 2015 et ce, grâce au raffermissement de la demande extérieure et aux investissements dans les ressources naturelles, les infrastructures et la production agricole.

Après la pacification de l'Est du pays, la stratégie du Gouvernement de la République va se focaliser sur la poursuite des objectifs prioritaires de son programme d'actions qui vise notamment, la consolidation de la stabilité macroéconomique, l'accélération de la croissance et la création d'emplois, la poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures de base, la poursuite et la finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat, la diversification et l'intégration de l'économie pour concrétiser la vision de l'émergence économique du Chef de l'Etat.

Concernant essentiellement la croissance, après avoir atteint 7,1% en 2012 et 8,5% en 2013, le Gouvernement entend redoubler d'efforts pour atteindre 8,8% en 2014 et 10,4% en 2015. Pour y parvenir, le pouvoir central, la province et l'ETD devront veiller, dans la mise en œuvre de leurs politiques sectorielles, sur les branches qui impulsent la croissance, à savoir l'agriculture, chasse, sylviculture et pêche (0,7%), les industries extractives (3,7%), les industries alimentaires (0,7%), les bâtiments et travaux publics (0,6%), les transports et communications (1,5%) ainsi que le commerce de gros et de détails (1,8%).

La réalisation de ces objectifs reste subordonnée à la promotion des investissements dans le secteur minier, la polarisation des politiques sectorielles sur l'agriculture, notamment sur le développement de pôles de croissance, la promotion de la classe moyenne congolaise pour accroître le revenu ainsi que sur les investissements productifs. Elle appelle la recherche d'une plus grande cohérence entre les priorités de développement, la prise en compte dans le budget et l'exécution physique et financière des différents projets. De ce point de vue, l'harmonisation des investissements entre les trois niveaux de pouvoir tel que recommandé par la Conférence des Gouverneurs en 2013 paraît comme une potion.

Le souci majeur du Gouvernement étant d'assurer le bien-être de la population et de promouvoir la bonne gouvernance, les prévisions budgétaires 2015 devront prendre en compte, outre les actions liées à la sécurité et à la diplomatie à travers ceux des services bénéficiaires des lois de programmation ou d'importantes réformes, la consolidation de celles entamées dans les cinq secteurs prioritaires, à savoir l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnelle, la Santé, l'Agriculture et développement rural, les Infrastructures et travaux publics et l'Energie.

A ce propos, les cibles arrêtées sont les suivantes à l'horizon 2016 :

- **Santé** : Réduire le taux de mortalité infantile de 148 ‰ à 60 ‰ et améliorer l'accès aux soins de santé de la population ;
- **Infrastructures et travaux publics** : construire 9.102 km de route en vue de relier les différentes provinces du pays et réhabiliter 41.730 km des routes ;
- **Agriculture** : réaliser un taux de croissance d'au moins 10% par la transformation structurelle de l'agriculture congolaise en modernisant des filières porteuses de croissance avec un apport technologique substantiel sur l'ensemble de chaînes de valeur ;
- **Développement rural** : améliorer la qualité et la quantité des infrastructures rurales pour accroître le taux d'accès en eau potable et la desserte en électricité en milieu rural. Augmenter l'accès des paysans aux marchés par la réhabilitation et l'entretien d'environ 5.700km de pistes rurales prioritaires ;
- **Enseignement primaire, secondaire et professionnel** : augmenter significativement le taux de scolarité en assurant la gratuité de l'enseignement de base, notamment par la construction de 2.000 nouvelles écoles primaires dont 1000 à l'horizon 2014 et par la réhabilitation de 1.620 classes de secondaire ;
- **Energie** : augmenter l'offre par la construction des lignes et des infrastructures de distribution afin de donner accès à l'électricité à plus d'un million d'habitants. Améliorer également le taux de desserte en eau de 26% à 56% en 2016.

Pour les trois années à venir, le Gouvernement a résolu d'intégrer d'autres secteurs prioritaires qui impulsent la croissance et le bien-être de la population.

Après la stabilisation du transport routier par l'acquisition de 500 bus, l'action du Gouvernement dans le domaine de **transport** sera centrée sur la restauration de la boucle interne par la réhabilitation des réseaux ferroviaires de la SNCC et de la SCPT, le balisage du fleuve Congo et de la rivière Kasai, le dragage du bief maritime. Il vise également le rétablissement progressif de l'inter modalité des réseaux c'est-à-dire, l'intégration des chemins de fer aux voies d'eaux, aux routes principales, aux pistes rurales et aux aéroports. Il vise enfin la connectivité des réseaux internes et la participation aux mécanismes de gestion des corridors régionaux.

Au regard des opportunités dont dispose le pays et des gains à tirer du domaine du **tourisme**, surtout à l'aube de grands rendez-vous tels que la Coupe d'Afrique des Nations et les grands sommets internationaux, le Gouvernement projette de traduire en acte la politique de promotion du tourisme, secteur fortement porteur de croissance. Il envisage pour les trois années à venir de réhabiliter diverses infrastructures touristiques telles que l'exploitation du littoral sud-est fleuve Congo (Ville-Kinkole-Maluku), le site touristique et parc animalier de la N'sele, l'aménagement des voies d'accès de la chute de Lukaya et du sanctuaire de Bonobo, la réhabilitation des installations des jardins zoologique et botanique de Kinshasa ainsi que d'autres sites retenus dans chaque province dans le cadre du plan national du développement du tourisme.

En tant que secteur clé de l'économie nationale, soit un taux de croissance attendu de l'industrie extractive de 20,4% dans l'ensemble, le Gouvernement opte, pour les années à venir, pour une politique d'encadrement plus active du secteur **minier** par une meilleure maîtrise des productions, des transformations et du produit des exportations.

La mise en œuvre des engagements régionaux (*restauration de l'autorité de l'Etat dans les zones à conflits, décentralisation, renforcement de la coopération régionale, etc.*) ainsi que les besoins d'intégrité territoriale et de cohésion nationale, ont conduit le Gouvernement à privilégier, pour les trois années à venir, les secteurs à **lois de programmation** ou à **grandes réformes** tels que la défense, la police, les affaires étrangères et la justice. Les moyens de financement autonome devront être recherchés par les différents gestionnaires des crédits pour répondre aux différents défis qui se posent dans chacun des domaines précités.

En vue d'atteindre ces objectifs, les efforts du Gouvernement pour la budgétisation des actions y afférentes, leur exécution et rationalisation doivent se poursuivre.

Ainsi, la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat constitue un leitmotiv pour les banques à jouer leur rôle traditionnel de collecter l'épargne et d'offrir des crédits nécessaires pour les investissements aussi bien privés que publics. Cette réforme offre une opportunité d'affaires aux banques et une occasion pour renforcer la pénétration bancaire dans les différents territoires du pays. Ce qui permettra de redynamiser les économies locales.

De même, la poursuite de la réforme des entreprises publiques devra demeurer un objectif essentiel pour stimuler la compétitivité de l'économie et relancer la croissance aux fins d'encourager l'émergence d'un secteur privé dynamique. Les Sociétés commerciales structurantes telles que la société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), la Société nationale d'électricité (SNEL), la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) et la Société congolaise des transports et des ports (SCTP) veilleront à l'amélioration de la fourniture de leurs services aux autres secteurs économiques. Ainsi, les interventions de l'Etat dans ces sociétés se feront sur base des plans de relance crédibles et bancables.

Le Gouvernement veillera également sur l'apport des sociétés avec lesquelles il a signé de contrats de joint-venture ainsi que sur les entreprises d'économie mixte telle que la minière de Bakwanga (MIBA) afin que leur contribution renforce la croissance et les recettes publiques.

Le processus d'adhésion du pays à l'OHADA¹ devra rapidement s'implanter en vue de favoriser non seulement l'amélioration du climat des affaires, mais aussi la mise en place des outils de contrôle idoines aussi bien des sociétés du portefeuille que des entreprises privées du secteur marchand. Ce qui permettra l'élargissement de l'assiette fiscale et le captage du secteur informel.

¹ Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique.

La politique budgétaire du Gouvernement au cours de la période sous examen consistera donc à :

- *augmenter les investissements publics pour soutenir davantage la croissance et ce, en adoptant une politique d'endettement réfléchi ;*
- *développer les marchés intérieurs de titres notamment, ceux d'obligations publiques afin d'accroître les possibilités de financement des infrastructures ;*
- *améliorer le rendement de la TVA², après l'audit de la réforme y afférente ;*
- *répertorier les nouvelles niches fiscales à l'effet d'augmenter de manière substantielle les recettes budgétaires ;*
- *exploiter les recommandations des concertations nationales, des assises nationales sur le coulage des recettes, des assises sur la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur de mines et celles du Forum Economique International pour accroître substantiellement le niveau des recettes ;*
- *rationaliser les exonérations afin de réduire le manque à gagner enregistré par l'Etat dans ce domaine, par l'instauration d'un système de paiement préalable et de remboursement ex-post.*

La politique monétaire et de change devra viser notamment le renforcement du suivi du comportement des banques dans la collecte de leurs dépôts et la redynamisation du marché de change, en vue de conforter de manière significative le niveau de réserves de change et reconforter ainsi la résilience de l'économie congolaise contre tout choc.

Ainsi, comme l'exige la loi relative aux finances publiques, les budgets du pouvoir central, de la province et de l'entité territoriale décentralisée doivent être établis sur la base des hypothèses macroéconomiques pluriannuelles dont les détails repris ci-après.

Pour préserver la stabilité macroéconomique et permettre au pays de générer des gains susceptibles d'être réaffectés aux dépenses pro-pauvres, la politique de rationalisation des dépenses dont celles sur les élections et celles issues de marchés publics reste de mise.

En matière de rémunérations du personnel actif de l'Etat, les institutions et ministères du pouvoir central, tout comme des provinces, devront intérioriser le principe selon lequel tout recrutement du personnel doit être conditionné par l'existence d'un **poste budgétaire** et d'un **emploi vacant** d'une part, et tributaire d'un visa administratif et budgétaire respectivement du Ministre de la Fonction Publique et celui du Budget d'autre part.

De même, ils devront veiller spécifiquement sur le cas de régularisation de salaires, notamment aux ministères de la Santé et de l'EPSP, qui de plus en plus minent les carrières des agents publics et le bon fonctionnement des services.

Par ailleurs, la politique de mise à la retraite et de rajeunissement de l'Administration publique devra être rationalisée par la prise en compte de résultats de l'audit en cours dans ce domaine, l'objectif ultime étant la redynamisation de l'Administration publique et la protection sociale du citoyen. De la sorte, la mise en place de la caisse de retraite assortie de la spécification de système de cotisation est un objectif de court terme pour permettre au Gouvernement de soulager les charges pesant sur le Trésor et d'assurer tant soit peu une pension adéquate aux retraités.

Les rémunérations du personnel politique doivent être évaluées conformément au Décret du Premier Ministre fixant par ministère la composition des cabinets et au tableau des équivalences des grades déterminé par le Gouvernement, en ce compris les provinces et les ETD. Il en sera de même pour les cabinets des institutions dont les plafonds des emplois seront déterminés par ordonnance présidentielle au regard des contraintes budgétaires et après concertation avec les chefs des corps.

² Taxe sur la valeur ajoutée

En matière des finances publiques, les intervenants au processus d'élaboration du budget veilleront à la présentation budgétaire qui cadre avec les principes de bonne gouvernance repris dans la LOFIP. Ils présenteront les investissements par l'autorisation d'engagement et crédits de paiement et les rémunérations par plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés pour parer aux défis actuels d'études préalables, des coûts totaux des projets, des procédures de report ou glissement annuel, de réservation des crédits et de tenue de comptabilité pluriannuelle.

En vue d'accélérer la mise en œuvre de la décentralisation et d'assurer de manière transparente le transfert des charges, chaque province devra, dans le cadre du budget de l'exercice 2015, harmoniser avec le ministère du Budget du pouvoir central les données des effectifs par grade et par entité du personnel à sa charge ainsi que les masses salariales correspondantes.

En définitive, les services du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées sont tenus au strict respect des orientations contenues dans la présente lettre qui guide l'établissement de leurs prévisions budgétaires respectives.

***Projet de lettre d'orientation Budgétaire
2015, à l'intention des gestionnaires des
crédits au niveau central et provincial
Augustin MATATA PONYO MAPON
Premier Ministre, Chef du Gouvernement***

PREFACE

La Révolution de la Modernité est une Vision à long terme prônée par le Chef de l'Etat. Elle est un ensemble cohérent d'engagements visant à faire éclore le Congo, en le hissant au rang de pays à revenu intermédiaire d'ici 2018 et à économie émergente d'ici 2030.

Ses sept engagements se résument en :

- Congo, un pool d'intelligence et de savoir-faire ;
- Congo, un vivier de la nouvelle citoyenneté et de la classe moyenne ;
- Congo, un grenier agricole ;
- Congo, un pool économique et industriel ;
- Congo, une puissance énergétique et environnementale ;
- Congo, une terre de paix et de mieux-être ;
- Congo, une puissance régionale au cœur de l'Afrique.

Diversifier les sources de croissance pour atteindre les sept objectifs de l'émergence paraît une gageure pour le Gouvernement.

La programmation budgétaire des actions du Gouvernement (PBAG) en cours de réactualisation tire sa source de cette vision ainsi que du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) tel qu'approuvé par l'Assemblée Nationale en mai 2012.

Prof. Daniel MUKOKO Samba

INTRODUCTION

La gestion axée sur les résultats est l'une des grandes innovations introduite dans la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques. Elle implique non seulement le reflet des politiques publiques au budget, mais aussi l'utilisation de ses instruments principaux que sont le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT), le cadre des dépenses à moyen termes (CDMT), les cadres des dépenses sectoriels à moyen termes (CDSMT) et les budgets programmes.

Le besoin de refléter les politiques publiques au budget a poussé le Gouvernement à lier au budget, son programme d'action (PAG) et le document de la stratégie de croissance et de la réduction de la pauvreté (DSCR II) ainsi qu'à programmer les actions y contenues à travers le document appelé « Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement » (PBAG) de la mandature (2012 – 2016).

En 2012, le Gouvernement a réalisé la première PBAG pour la période 2012 – 2016. Le présent document constitue la version actualisée qui prend en compte les politiques publiques de 2015 à 2017.

Ce document est un prélude au cadre budgétaire à moyen terme (CBMT), qui au regard de l'article 13 de la LOFIP, contient les prévisions de l'évolution de l'ensemble des dépenses et de l'ensemble des recettes du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées, du solde qui s'en dégage ainsi que celle de l'évolution de l'endettement.

Cette nouvelle version de la PBAG présente les perspectives macroéconomiques, tout en insistant sur les développements récents et les différentes productions qui influent sur la croissance. Elle aborde aussi la programmation budgétaire des actions du Gouvernement, en mettant un accent particulier sur le lien PAG – DSCR - Budget et une meilleure détermination des cibles par objectifs du PAG et des parts relatives s'y rapportant. Elle introduit, à côté de cinq secteurs prioritaires de la PBAG initiale, à savoir la Santé, l'EPSP, l'Agriculture et le Développement rural, les Infrastructures et Travaux publics, l'Energie, ceux à lois de programmation ou à grandes réformes tels que la Défense, la Police, les Affaires étrangères, la Justice et le Pouvoir judiciaire et les services de sécurité. Les transports et le Tourisme y sont également intégrés en tant que secteurs qui impactent sur la croissance.

Le cadre budgétaire ou trajectoire des finances publiques du PAG sera décrit avant d'aborder les risques et contraintes inhérents à la mise en œuvre de la PBAG.

Il convient d'indiquer que, comme les deux dernières années, ce document a été soumis à discussion au cours des séminaires d'orientation budgétaire entre les services publics, la société civile (*syndicats, confessions religieuses, patronat*), les partenaires techniques et financiers ainsi que les deux commissions économique-financières du Parlement, en vue d'accroître la transparence et la participation citoyenne dans l'élaboration du budget de l'Etat par des propositions et solutions partagées.

Le présent document vise aussi à harmoniser les vues sur les recettes, les dépenses, les politiques publiques, les différentes allocations préliminaires et leurs gaps, en vue de susciter l'adhésion des partenaires sociaux aux actions et orientations du Gouvernement, tout en identifiant les voies et moyens additionnels pour mieux assurer le financement du PAG. Le but ultime est de refléter, de façon intelligible, les politiques publiques dans le budget et de mieux y formuler les recommandations issues des discussions avec les différentes corporations de la société civile et étatiques.

La démarche d'actualisation entreprise a permis de renforcer la méthodologie de projection budgétaire, la détermination des planchers et plafonds indicatifs et de cimenter le lien entre les allocations budgétaires et le PAG assis, pour rappel, sur les six objectifs ci-après :

- 1°. Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat;
- 2°. Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois ;
- 3°. Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base ;
- 4°. Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population ;
- 5°. Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté ;
- 6°. Renforcer la diplomatie et la coopération au développement.

Sur le plan politique, après la fin de la guerre, le Gouvernement s'attèle à la consolidation de l'autorité de l'Etat, conformément aux accords d'Addis-Abeba qui visent notamment, le renforcement de la décentralisation. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire les actions en cours sur la mise en place des cours et tribunaux ainsi que le désarmement des forces négatives et sur l'amnistie.

Sur le plan diplomatique, le retour du Congo sur la scène internationale devient de plus en plus perceptible. A travers l'axe VI de son programme d'action, le Gouvernement vise d'assainir le secteur par la fermeture de certaines ambassades, le paiement régulier des arriérés de salaires des diplomates, la rémunération des engagés locaux et le paiement des contributions aux organismes internationaux.

Sur le plan économique, le Gouvernement poursuit les actions du maintien de la stabilité du cadre macroéconomique et s'attèle à l'amélioration de la gouvernance économico-financière et du climat des affaires pour attirer les investisseurs. La bancarisation poursuit également son bon nombre de chemin, en vue de la maîtrise des effectifs et des masses salariales, prélude à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique salariale cohérente.

Sur le plan social, l'objectif général de réduction de la pauvreté se poursuit et les résultats obtenus dans le domaine de l'éducation et de la santé, notamment par la construction et l'équipement des écoles et des centres médicaux constituent des avancées significatives.

La budgétisation des objectifs du PAG alliés au DSCRP implique non seulement un changement dans le mode d'élaboration, d'exécution et de suivi du budget, mais aussi le renforcement de la crédibilité, de l'exhaustivité, de la transparence et de la soutenabilité budgétaire.

Les agrégats budgétaires sont déterminés en harmonie avec les perspectives macroéconomiques à moyen terme, de manière à ce que le budget reste au centre de la conduite des politiques du pays. L'élaboration du budget devrait alors être enrichie par les consultations préalables des acteurs publics et privés sur les choix stratégiques à prendre en compte dans le projet du budget. Les politiques sectorielles devront être discutées et enfin les moyens de financement du budget bien identifiés.

I. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

Ce chapitre aborde l'évolution future de l'économie congolaise, fondée sur le développement récent dans les différentes branches de production ayant permis au Gouvernement de projeter ses actions sur celles susceptibles d'impulser la croissance et d'exercer une incidence significative sur les agrégats macroéconomiques.

Au cours de la mandature actuelle, le Gouvernement s'attèle à consolider la stabilité macroéconomique et à promouvoir la croissance économique ainsi que la création d'emplois. Le rythme de formation des prix à fin période est passé de **15,4%** en 2011 à **8%** en 2013 et pourra atteindre **4%** en 2016. Le taux de croissance économique atteindrait **10,4%** en 2015 résultant des richesses provenant du dynamisme des secteurs de l'agriculture, de l'énergie électrique, des mines, des hydrocarbures et gaz naturel, des télécommunications et nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la forêt, environnement et tourisme ainsi que des infrastructures de base en cours de reconstruction et de modernisation.

La mise en œuvre d'une politique monétaire prudente a permis de garder sous contrôle **l'inflation** au cours de la période. Celle-ci a atteint un taux moyen annuel de **7,3%** de 2010 à 2013, consécutivement au comportement des prix des produits alimentaires, des boissons non alcoolisées, du logement, de l'énergie (*eau, gaz, électricité et autres combustibles*). Le rythme de formation des prix de 2010 à 2013 a été maîtrisée, afin de créer dans la durée les conditions favorables à la croissance économique. Ainsi, en 2013, l'inflation s'est située à **1,07%** contre un objectif de **9%**.

L'évolution de la monnaie s'est stabilisée de manière remarquable de 2010 à 2013. Le **taux de change** fin période est passé de **915,1 FC/USD** à **925,5 FC/USD** sur le marché officiel, soit une dépréciation monétaire de **1,1%**. En moyenne annuelle, le taux de dépréciation s'est situé autour de **0,6%**, attestant ainsi la bonne tenue du franc congolais vis-à-vis des devises étrangères.

La **balance des paiements** a accusé un déficit moyen représentant plus au moins **0,8%** du PIB. Ce déficit procède essentiellement du comportement du compte courant, négativement impacté par les déficits de la balance des services (**-8,4%** du PIB en moyenne annuelle) et de la balance des revenus (**-5,5%** du PIB en moyenne annuelle), qui n'ont pu être absorbés par les excédents enregistrés aux niveaux de la balance commerciale (**1,3%** du PIB en moyenne annuelle) et du compte du capital et financier (**5,6%** du PIB en moyenne annuelle).

En moyenne annuelle, le solde pourra se situer à **1,9%** du PIB sur la période de projection. Cette situation est confortable par rapport à la limite du déficit budgétaire inférieur ou égal à **3%** du PIB, fixé comme critère de convergence au niveau de la SADC pour l'année 2018.

En matière de mobilisation des ressources intérieures, plusieurs actions significatives viendront contribuer à la simplification, à la modernisation des procédures fiscales et douanières et à l'amélioration du niveau des recettes.

Ainsi, la stratégie budgétaire mise en place ferait passer les recettes totales de **17%** en 2013 à **27%** du PIB en 2017, soit un accroissement de **10** points. Elles seraient essentiellement constituées de recettes fiscales qui représenteraient plus de **60%** des ressources totales sur la période.

Au niveau des dépenses budgétaires, la définition de nouvelles mesures d'accompagnement de la gestion budgétaire à travers la PBAG devra permettre le recadrage des priorités de dépenses et consacrer l'efficacité des dépenses. Ainsi, les dépenses courantes représenteraient **9%** du PIB en 2017 contre **18%** en 2013, soit une contraction de 9 points.

Les dépenses en capital devraient être boostées par les crédits prévus dans le cadre de la réhabilitation des routes de desserte agricole, l'intensification du développement des infrastructures énergétiques et divers projets de construction. Elles passeraient de **8%** à **19%** entre 2013 et 2017, soit 11 points de d'accroissement.

Le solde global devrait, en moyenne, afficher un excédent de **3,8%** du PIB sur la période allant de 2014 à 2017. Ceci en raison d'une faible détérioration du déficit du compte courant grâce à l'accroissement des recettes générées par l'exportation de minerais.

Le solde courant passerait de **-6,2%** à **-2,2%** de la période de 2012 à 2014 à la période de 2015 à 2017, ce qui appelle le suivi d'une politique monétaire prudente compte tenu de la survenance probable des chocs exogènes et endogènes qui peuvent perturber le cadre macroéconomique. Le Gouvernement devra aussi assurer une croissance modérée de la masse monétaire pour maintenir le rythme de formation des prix à un niveau bas et doter l'économie d'une quantité adéquate d'instruments de paiement. En moyenne annuelle, la croissance de la masse monétaire entre 2014 et 2017 pourra se situer à **9,8%** contre **20,8%** entre 2011 et 2013. Comparativement aux cinq dernières années, une évolution maîtrisée de la masse monétaire sera observée sur la période de projection.

Les perspectives pour les **Industries extractives** passeront à **3,2** points de croissance, due notamment au bon comportement qu'afficheront les cours mondiaux, à l'entrée en production des grands projets miniers et aux performances des principales entreprises minières existantes (*Tenke-Fungurume Mining, KAMOTO COPPER Company ; MUTANDA Mining ; TWANGIZA, filiale de Banro ...*). Elles sont aussi consécutives à l'amélioration de la qualité des différents produits à l'exportation, notamment le cuivre cathodique dont les exportations représentent plus de **50%** du volume total et à la reprise d'une autre grande entreprise productrice du cuivre à partir de 2015.

Pour rappel, la production du cuivre dépasserait la barre de 1 million entre 2014 et 2017, celle du cobalt plus ou moins de 100.000 tonnes, celle de l'or environ 20.000 kilogrammes. Plusieurs entreprises minières récemment créées (*Kibali Gold, Rand Gold, TWANGIZA Mining, ...*) pourront passer à leur phase d'exploitation à partir de 2014.

Pour le secteur de **Commerce de gros et de détail**, on note **1,7** point de croissance qui créera les conditions favorables pour l'émergence de cette branche. De même, le progrès attendu dans le domaine des infrastructures tant routières qu'immobilières découle des effets induits du bon comportement des mines ainsi que de la stabilité du cadre macroéconomique et de l'amélioration du climat des affaires.

En ce qui concerne le secteur de **transports et communications**, il est attendu **1,3** point de croissance découlant de la finalisation de grands axes routiers Kinshasa-Lubumbashi-Goma-Bukavu-Kisangani qui aura comme effet d'entraînement le désenclavement des provinces du Centre et de l'Est du pays. La réhabilitation des ports (Kinshasa, Lisala, Bandundu, ...) et des aéroports (Goma, Lisala, ...) ainsi que l'acquisition des locomotives voyageurs par la SNCC et la SCTP (ex-ONATRA) de même que la réhabilitation des bateaux Kokolo et Gungu devraient entraîner le développement du trafic routier entre les sous-régions de l'Afrique Australe et de l'Est et l'ensemble du territoire national.

La concrétisation du projet de modernisation du réseau de Kinshasa et de la construction d'un Pack Bone National en câbles à fibres optiques ainsi que la libéralisation du secteur, notamment le sous-secteur de la téléphonie et de l'Internet avec l'arrivée de deux nouvelles entreprises de communication (*Africel et Orange*), devraient avoir des effets induits sur la croissance. De ce fait, une croissance soutenue est attendue dans ce secteur avec des effets d'entraînement importants sur le secteur de la construction et des travaux publics.

Avec **0,6** point de croissance entre 2014 et 2017, le secteur de l'**Agriculture, chasse, sylviculture et pêche** devrait enregistrer une amélioration de la productivité et de la commercialisation de la production agricole consécutive au lancement de trois grands projets avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), dans le bassin du fleuve Congo, les deux Kasai et le Katanga. Cette amélioration proviendrait également de la réhabilitation et de la relance du secteur agricole dans les provinces de l'Equateur et de Kinshasa, avec l'appui financier de l'Agence Internationale de Développement (IDA), de la réalisation de la campagne agricole, de la distribution des matériels (*tracteurs et houes*), intrants agricoles (*semences de maïs*) et têtes de bétail dans toutes les provinces ainsi que la mise en œuvre du plan national d'investissement agricole permettra de booster significativement la production agricole à moyen et à long terme.

Par ailleurs, les efforts gouvernementaux porteront sur la réhabilitation des routes de desserte agricole et l'**opérationnalisation des projets des parcs agro industriels**, notamment celui de Bukanga Lonzo (Bandundu).

Tableau n° 1 : Principaux Indicateurs macroéconomiques 2012-2017

Indicateurs	2012	2013		2014		2015	2016	2017
		voté	révisé	voté	révisé			
Taux de croissance (%)	7,1	8,2	8,5	8,7	8,8	10,4	9,6	9,2
Déflateur du PIB (%)	9,7	6,7	3,26	2,2	3,2	3,3	3,4	3,5
Taux d'inflation moyen (%)	12,7	9,5	0,9	3,9	2,4	3,6	3,4	3,1
Taux d'inflation fin période (%)	9,9	9,0	1,1	3,7	3,7	3,5	3,2	3,0
Taux de change moyen (FC/USD)	939,12	943,4	919,67	927,97	927,28	936,5	950,3	961,94
Taux de change fin période (FC/USD)	967,59	955,1	925,5	932,26	929,1	943,9	956,7	967,2
PIB nominal (en milliards de FC)	17.260,90	19.980,20	30.051,18	21.828,20	31.921,94	36.325,20	40.831,97	45.750,80
Croissance en M2	21,3	-	17,9	-	14,9	15,4	14,2	13,4
Réserves internationales (<i>en mois d'importations</i>)	2,2	-	2,05	-	2,5	3	3,5	4

Source : Cadrage macroéconomique, Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM) RDC, mai 2014).

Les récentes performances macroéconomiques de la RDC tendent à se consolider davantage au vu de l'engagement et de la vision politique renfermés dans le Programme d'action du Gouvernement. Ces performances sont le fruit d'une conduite harmonieuse des politiques budgétaire et monétaire.

Le Gouvernement envisage désormais un programme de croissance économique forte et plus créatrice d'emplois.

Les efforts du Gouvernement pour atteindre cet objectif seront principalement axés sur la rentabilisation des ressources naturelles du pays en vue de les convertir en opportunités économiques qui devront permettre de booster la croissance et financer les autres secteurs susceptibles de créer l'emploi. Les ressources issues de dotations naturelles doivent être canalisées vers le financement des secteurs prioritaires susceptibles de générer des emplois supplémentaires, à savoir l'agriculture et développement rural et les infrastructures. Bien au-delà, les recettes issues des ressources naturelles devraient permettre à l'économie de dégager des marges à la fois budgétaires et en termes de réserves de change, de manière à relever suffisamment les marges de sécurité face aux vulnérabilités exogènes.

Face à la grande ambition économique du Gouvernement, les capacités de mise en œuvre des politiques sectorielles en vue d'atteindre cet objectif peuvent être limitées par l'accès étroit au financement concessionnel et la volatilité des cours internationaux des matières de base.

Tableau n°2 : Evolution en point de croissance sectorielle de 2013 à 2017

SECTEUR / SOUS-SECTEUR		Historique	Estimation	Projection		
		2013	2014	2015	2016	2017
Secteur primaire		13,8	8,6	10,4	9,1	9,0
	<i>Agriculture sylviculture, chasse et pêche</i>	3,6	3,4	4,0	4,0	4,0
	<i>industrie extractive</i>	23,8	12,4	14,7	12,2	11,8
Secteur secondaire		5,1	7,4	9,7	8,4	8,2
	<i>Industries manufacturières</i>	1,8	7,2	7,8	6,9	7,0
	<i>Electricité, gaz et eau</i>	-3,2	6,3	9,5	9,2	8,0
	<i>Bâtiments et travaux publics</i>	17,9	8,0	14,4	11,7	10,8
Secteur tertiaire		1,0	9,2	10,2	10,0	9,1
	<i>Transports et communications</i>	0,6	10,0	11,6	9,5	9,5
	<i>Commerce de gros et détails</i>	0,8	10,2	12,2	12,4	10,0
	<i>Services marchands</i>	1,9	7,7	5,6	8,8	8,8
	<i>Services non marchands</i>	1,1	5,0	7,5	4,3	4,1
	<i>Production imputée des services bancaires</i>	1,3	1,4	5,0	5,0	5,0
PIB au coût des facteurs		6,9	8,6	10,2	10,2	8,9
Droits et taxes à l'importation		6,3	15,0	15,8	15,8	15,8
PIB au prix du marché		6,9	8,8	10,4	10,4	9,2

II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT

La préoccupation budgétaire centrale étant de disposer d'une marge de manœuvre qui permettra au Gouvernement d'allouer les ressources aux mesures, actions et objectifs de son Programme d'action sans compromettre la viabilité des finances publiques, la stratégie budgétaire 2015 – 2017 mettra l'accent sur les sources de création d'espaces budgétaires qui s'offrent à lui. Il s'agit davantage des choix et d'arbitrages des politiques budgétaires les reliant aux sources disponibles dans une perspective à moyen terme pour assurer la viabilité.

2.1. Programme d'actions du Gouvernement, cadre de mise en œuvre de la planification stratégique

Le Gouvernement de la RDC s'est doté d'un Programme Quinquennal s'échelonnant de 2012 à 2016. Ce document qui a vocation d'être mué en Plan National Stratégique de Développement couvre la période de 2012 à 2050. Ainsi, il entend matérialiser la vision du Chef de l'Etat axée sur la Révolution de la Modernité suivant les trois étapes suivantes :

- La première, jusqu'au plus tard **2020**, est celle où le pays passerait du statut d'économie à faible revenu à celui d'économie à revenu intermédiaire. Suivant la classification des pays de la Banque Mondiale selon le Revenu National Brut (RNB) par tête, calculé à partir de la méthode « Atlas », le RNB/habitant de la RDC devrait passer de moins de 1.036 USD à moins 4.085 USD;
- La deuxième, à compter de **2035**, verrait le pays accéder au rang d'économie émergente. Suivant la même classification, le RNB/habitant de la RDC devrait passer de moins de **4.085 USD** à moins de **12.615 USD** ;
- Dans la troisième et dernière étape, le pays rejoindrait, dès **2050**, le peloton d'économies développées. Le RNB/habitant de la RDC dépasserait 12.615 USD.

La présente stratégie budgétaire, en tant que prélude au Cadre Budgétaire à Moyen Terme, est sensée être le moyen d'opérationnalisation du DSCRIP (LOFIP, Article 3), la planification stratégique de la RDC. Cependant, le système de planification dans le pays est ancré sur une vision globale relative à l'émergence du pays, émise par le Chef de l'Etat. Cette vision est matérialisée dans le DSCRIP 2 et le Programme d'action du Gouvernement (PAG).

En effet, en octobre 2011, le Gouvernement a adopté le DSCRP 2 qu'il a transmis officiellement au FMI et à la Banque mondiale en février 2012 pour une évaluation conjointe. Il consolide les acquis du DSCRP 1 et fait de la croissance, de la création d'emplois et de la lutte contre les changements climatiques, les principaux leviers pour une réduction sensible de la pauvreté. La stratégie repose sur 4 piliers ayant des axes stratégiques clairs, à savoir :

- Pilier 1 : Renforcer la gouvernance et la paix ;
- Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi ;
- Pilier 3 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base et renforcer le capital humain ;
- Pilier 4 : Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques.

En mai 2012, à l'occasion de son investiture, le Gouvernement issu des élections de novembre 2011 a présenté devant l'Assemblée Nationale son « Programme d'actions » pour 2012-2016. Ce PAG constitue à la fois une matérialisation des idées forces du chef de l'Etat et une mise en œuvre de manière ambitieuse du DSCRP 2. Il s'articule autour de six principaux objectifs rappelés ci-haut.

On peut donc penser que le système de planification national dispose des plusieurs documents stratégiques : DSCRP, PAG ainsi que d'un projet de société du Chef de l'Etat, appelé « Révolution de la Modernité ». Le Ministère ayant la planification et le suivi de la mise en œuvre de la Révolution de la Modernité dans ses attributions a procédé à l'harmonisation de ces documents pour un meilleur suivi en dotant le Gouvernement d'un cadre de référence, le PAP renforcé.

La présente stratégie budgétaire étant destinée à être débattue au Gouvernement et au Parlement (LOFIP, article 13) si possible, s'est efforcé d'aligner les agrégats budgétaires aux politiques publiques telles que décrites dans le PAG, document d'investiture du Gouvernement.

2.2. Objectifs de la politique budgétaire

Le Programme d'action du Gouvernement dispose que la politique budgétaire visera, d'une part, à accroître le niveau des recettes publiques et, d'autre part, à rationaliser les dépenses publiques et à améliorer à la fois leur qualité et leur composition. Par ailleurs, la leçon apprise des discussions des budgets au Parlement souligne aussi la nécessité de tenir compte dans la répartition des crédits budgétaires, des critères nationaux d'équité.

L'objectif de la politique budgétaire, entre 2008 et 2012, a été de réaliser un équilibre entre les recettes et les dépenses publiques afin d'éviter tout recours au financement bancaire. En adoptant la gestion base caisse, le Gouvernement s'efforçait de contrôler le déficit budgétaire, mais surtout à surveiller sa position nette auprès de la Banque Centrale du Congo. Le crédit net à l'Etat est resté globalement sous la barre de moins de 1% du PIB. Comme souligné plus haut, cette discipline budgétaire a permis de stabiliser le cadre macroéconomique en cassant le rythme de la formation des prix.

Toutefois, cette gestion base caisse avait démontré ses limites. L'absence des marges budgétaires ou de trésorerie ne permettait pas au Gouvernement de suffisamment se prémunir des chocs éventuels d'origine externe ou interne. De même, la plupart des politiques publiques n'étaient pas suffisamment financées sur ressources internes à la suite de l'absence de ces marges. D'un autre côté, la gestion base caisse cachait une si grande faiblesse des finances publiques congolaises, à savoir l'accumulation d'arriérés budgétaires. En effet, en surveillant la position nette du Gouvernement, l'attention n'était pas assez fixée sur la prise en compte des dossiers à la chaîne de la dépense. Cette situation a provoqué d'importants encours budgétaires et entamé davantage les effets des dépenses publiques dans le secteur privé.

Au cours de trois dernières années, le Gouvernement a pris en charge ces deux aspects de limites de la gestion base caisse en introduisant des règles quantitatives. La règle de constitution des marges de trésorerie a permis au Gouvernement de faire face aux dépenses contraignantes et de financer sur ressources propres de grands projets à impacts visibles et sociaux. La règle de la limite hebdomadaire des encours budgétaires à la chaîne de la dépense a permis de réduire sensiblement des arriérés budgétaires et les pressions sur la trésorerie de l'Etat.

En effet, accumulant mensuellement des marges de trésorerie, le Gouvernement a restauré la paie des agents et fonctionnaires dans le mois. De même, le Gouvernement a sauvé des fonds importants pour financer des gros projets tels que la construction des écoles, l'appui à la campagne agricole, la réunification routière. L'exercice budgétaire 2013 a été clôturé avec des encours budgétaires de moins de **110 milliards de FC** contre environ **500 milliards de FC** annuellement les exercices passés.

En perspective, l'objectif de la politique budgétaire de la période de 2015 à 2017 demeure la réalisation de l'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques afin d'éviter tout recours au financement bancaire prohibé par la LOFIP en son article 16. Dès lors, cette politique budgétaire s'articule autour des axes suivants :

- allouer stratégiquement les crédits budgétaires à partir des mesures/actions et objectifs du Programme d'action du Gouvernement ;
- assurer la qualité et la composition des dépenses ;
- identifier les sources de financement du Programme d'action du Gouvernement.

En outre, la stratégie budgétaire projetée prend en compte un certain nombre des principes de base de la gestion budgétaire, en particulier ceux relatifs à la décentralisation financière. Dans le souci de maintenir l'unité du pays, les principes ci-après repris aux articles 12, 13 et 14 de la LOFIP encadrent les rapports entre le Pouvoir central, la Province et l'ETD :

- la politique budgétaire couvrant les questions des politiques fiscales et des dépenses ainsi que celles portant sur la gestion des soldes est définie par le Gouvernement central dans un programme approuvé par l'Assemblée nationale lors de l'investiture du Gouvernement ;
- le Programme du Gouvernement doit être mis en œuvre par le Pouvoir central, la Province et l'ETD ;
- le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) que le Ministre du Gouvernement central ayant le budget dans ses attributions établit doit donner une précision sur l'évolution du solde qui se dégage du CBMT;
- le CBMT doit aussi indiquer l'évolution de l'endettement de l'Etat.

2.3. Allocation stratégique des ressources budgétaires

Dans cette partie, il sera question de montrer comment la stratégie budgétaire tente d'allouer des crédits aux mesures et actions du Programme du Gouvernement, de présenter les mesures à suivre pour répartir équitablement les crédits budgétaires et d'accroître les ressources budgétaires. Par contre, le chapitre sur les politiques sectorielles donnera plus de détails sur l'allocation des ressources suivant les objectifs poursuivis dans le cadre du Programme d'action du Gouvernement. L'objectif de la stratégie d'assurer la qualité et la composition des dépenses sera abordé dans le chapitre relatif au cadrage budgétaire de la période de 2015 à 2017.

Au regard du Programme d'action du Gouvernement, les actions à financer dans le cadre du Budget ont été regroupées par mesure/action de six objectifs du programme qui sont à leur tour adossés aux grandes fonctions de l'Etat, comme le recommande la méthodologie de budgétisation par objectif. A partir de ce cadre logique et dans une perspective pluriannuelle, une trajectoire budgétaire est définie. Celle-ci permet d'allouer stratégiquement des crédits budgétaires aux objectifs du PAG.

Bien que les actions, mesures et objectifs du Gouvernement soient tous essentiels au succès de la mise en œuvre du PAG, la contrainte liée à la limitation des ressources financières requiert une programmation budgétaire qui traduit l'ordre des priorités de ces actions, mesures et objectifs.

La programmation budgétaire des actions du Gouvernement a déjà connu des exécutions depuis 2012. Cette approche a été introduite depuis l'élaboration du projet de loi de finances de l'exercice 2012. Les rapports budgétaires à ce jour indiquent que le Gouvernement met globalement en œuvre ses priorités telles que définies dans la PBAG.

A fin décembre 2013, la part relative de l'objectif 1, relatif à la poursuite et la finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat a connu un dépassement des priorités d'environ 6% du total des dépenses effectuées. Ce dépassement est consécutif à la situation sécuritaire préoccupante à l'Est du pays occasionnant des dépassements de 4% et 1% sur les actions relatives à la Réforme de l'Armée et de la Police, respectivement. De même, la part relative de l'objectif 6 relatif au renforcement de la diplomatie et de la coopération au développement a dépassé la valeur cible d'environ 4% du total des dépenses effectuées, suite aux efforts du Gouvernement d'assainir les postes et les missions diplomatiques afin de mieux soutenir les efforts diplomatiques dans la résolution de l'insécurité.

Par effet d'éviction, la part relative de l'objectif d'amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population a connu une sous-consommation d'environ 6% du total des dépenses effectuées, consécutive à l'action sur l'amélioration du cadre de vie dans le secteur de la santé.

Cette situation de 2012 ne s'est pas poursuivie au premier semestre 2013. Les efforts du Gouvernement sont centrés vers l'amélioration de l'exécution budgétaire dans le volet social du PAG. Des fonds sont mis en séquestre pour permettre d'accélérer les dépenses sociales afin de maintenir la priorité dans l'objectif 3.

L'exécution de la PBAG en 2012 et au premier semestre 2013 met en exergue les trois facteurs principaux qui ont fait écarter les finances publiques congolaises de leur trajectoire définie dans la PBAG de même que dans le PAG. Il s'agit principalement :

- de la faible capacité de mobilisation des ressources publiques. Avec des ressources internes probables à fin décembre 2013 de 3.250 milliards de FC contre une moyenne annuelle attendue dans le PAG d'environ 9.600 milliards de FC l'an, l'exécution de la PBAG accuse de grosses faiblesses dans la mobilisation des ressources internes ;
- de la faible traçabilité et de la faible capacité d'absorption des ressources extérieures. Avec 252 milliards de FC des projets financés sur les ressources extérieures contre une prévision budgétaire de 2.025 milliards de FC, il se pose une double question de traçabilité des projets des PTF et de la capacité de la RDC à consommer ces fonds dans un rythme adéquat en respectant les procédures convenues avec ces partenaires ;

- de la faible capacité d'absorption des ressources transférées aux provinces. Avec 416 milliards de FC des dépenses effectuées au titre de transfert aux provinces sur une prévision de 966 milliards, l'absence des structures institutionnelles adéquates au niveau de provinces (structures des marchés publics au vu de la réforme engagée, chaîne de la dépense, ...) limite la consommation des crédits prévus au titre des investissements dans les secteurs à compétence exclusive des provinces.

Le tableau n°6 montre comment ces facteurs ont limités la mise en œuvre des priorités de la PBAG. Le niveau total des dépenses effectuées durant la période sous analyse a été maintenu limitativement bas, à cause du niveau des recettes publiques mobilisées, la gestion base caisse étant de mise.

La faible consommation des ressources extérieures et des ressources transférées aux provinces ont limité la mise en œuvre des objectifs et/ou actions du PAG, sensés être financés par ces ressources. L'objectif relatif à l'amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population a été mis en mal par les faiblesses liées à ces ressources. En particulier, l'action relative à l'amélioration du cadre de vie dans le secteur de la santé a enregistré d'importantes sous-consommations par faute du non décaissement des ressources prévues.

En perspective, la Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement (PBAG) pour la période de 2015-2017 tente de rattraper les écarts constatés par rapport à l'année 2014. Les parts relatives sont ainsi ajustées et se déclinent dans le tableau des allocations budgétaires par axe du PAG en annexe.

Au vu du credo de la mandature du social, l'objectif de l'amélioration du cadre de vie et des conditions sociales de la population demeure la première priorité dans la mise en œuvre du PAG 2014 - 2017. La part relative des ressources budgétaires consacrées à cet objectif va crescendo, partant de **22%** en moyenne entre 2010 et 2014 à **37%** en 2017.

Partant de l'évaluation faite lors de l'élaboration du DSCRП et les différentes revues à ce jour, l'évolution des cibles budgétaires de cet objectif correspond, d'une certaine manière à l'évolution du pilier 3 du DSCRП II relatif à l'amélioration des services sociaux de base et le renforcement du capital humain. Mais, dans le cadre du PAG, ces cibles sont majorées d'environ plus de 5% du budget total. La cible de l'action sur l'éducation est hissée à 16% conformément à l'engagement du Gouvernement vis-à-vis du Partenariat Mondial pour l'Education. La cible de la santé, par contre, est maintenue à 12% comme prévue dans le DSCRП II.

L'objectif de la poursuite et de la finalisation des réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat voit sa part relative des crédits budgétaires se maintenir à 32% au cours de la période suite principalement à l'organisation des élections et du recensement général de la population ainsi qu'aux grandes réformes à finaliser dans les secteurs de souveraineté (l'armée, la police, le système judiciaire).

Le pilier « renforcement de la gouvernance et de la paix » du DSCRП II s'apparente largement à cet axe 1 du PAG. Sa cible budgétaire avoisinait 20% du budget par an. Une telle cassure des crédits budgétaires pour ces actions semble difficile à soutenir et la PBAG l'attenuée en la fixant à 32% l'an.

L'objectif de la consolidation de la stabilité macroéconomique, d'accélération de la croissance et de la création d'emplois se maintient autour de 20% l'an, en vue de soutenir les efforts pour atteindre une croissance économique stable et susceptible de création d'emplois.

La cible budgétaire retenue ici est équivalente à celle prévue dans le DSCRП II pour une partie du pilier 1 (gouvernance économique) et une partie du pilier 2 (hors infrastructures). Elle est projetée à environ 22% l'an.

Afin de dégager des espaces budgétaires permettant d'aligner ces priorités, les parts relatives des crédits budgétaires alloués aux autres actions, mesures et objectifs du PAG sont revues à la baisse.

La part relative des ressources budgétaires consacrée à l'objectif de la poursuite de la construction et de la modernisation des infrastructures est de 7% l'an tout au long de la période.

Le DSCR II avait tablé sur une cible budgétaire d'environ **32%** l'an en faveur des infrastructures. L'accélération étant forte, cette cible est revue à une moyenne annuelle de **7%** dans cette PBAG. La construction des routes va rester la principale action à entreprendre pour assurer l'interconnexion routière du pays avec des projets tels que la réunification routière.

L'objectif de renforcement du capital humain et de l'éducation à la citoyenneté et celui de renforcement de la diplomatie et du développement se maintiennent autour de **0,7%** et **1,0%** respectivement.

Le financement de ces objectifs et celui relatif aux réformes institutionnelles appellera plus de rationalisation des dotations budgétaires pour plus d'efficacité des dépenses publiques. L'idée ici est de faire mieux et d'agir efficacement avec les moyens limités.

2.4. Mobilisation accrue des ressources budgétaires

Chaque Etat est appelé à mobiliser des recettes publiques en prélevant des impôts, des droits et taxes sur les richesses générées par l'activité des agents économiques, aux fins de se doter de moyens d'actions.

Ainsi, le Gouvernement a mené des réflexions pour accroître la capacité de mobilisation des recettes publiques, notamment lors de l'Atelier sur la mobilisation des recettes non fiscales, des Assises nationales sur le coulage des recettes publiques et de la conférence minière de Goma. Ces réflexions ont permis au Gouvernement de se doter d'un plan d'action de mobilisation des recettes et d'une feuille des routes de mise en œuvre des recommandations émises.

La stratégie du Gouvernement de mobiliser davantage de ressources budgétaires est assise sur un diagnostic bien précis, établi au cours des assises nationales sur le coulage des recettes publiques. La stratégie du Gouvernement en application des différentes recommandations et réflexions engagées tourne autour des axes suivants :

- Le renforcement de l'efficacité des administrations fiscale, douanière et non fiscale : avec la mise en place d'un réseau informatique des recettes fiscales et non fiscales et du système douanier, les administrations vont améliorer le rendement fiscal du pays ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale : avec une large campagne de civisme fiscal et une généralisation du Numéro d'Identifiant Fiscal (NIF), les administrations vont s'engager à lutter contre la fraude et l'évasion fiscale ;

- L'amélioration du rendement fiscal des secteurs des ressources naturelles : avec la suppression des exonérations, la lutte contre la fraude et une meilleure valorisation des produits avant leur exportation, les recettes de ces secteurs seront mieux évaluées et canalisées vers le trésor public ;
- La mise en place d'une politique particulière de mobilisation des ressources innovantes (crédit carbone, partenariat public-privé).

III. STRATEGIES SECTORIELLES ESSENTIELLES

Comme dit dans la préface du présent document, le Programme du Gouvernement s'inscrit dans la vision et les idées forces du Président de la République résumées dans le concept de la Révolution de la Modernité. De l'analyse des objectifs de ce Programme, il ressort que la recherche du bien être de la population congolaise par la réduction de la pauvreté reste au centre de l'action du Gouvernement.

En considérant essentiellement le ciblage programmatique, les politiques sectorielles essentielles à aligner pour la période 2015 – 2017 ont été élargies aux secteurs à lois de programmation et à grandes réformes ainsi qu'à celui des transports et du tourisme.

3.1. Secteurs prioritaires traditionnels

3.1.1. Santé

En matière de santé, le Gouvernement envisage de réaliser diverses actions pour la période de 2015 à 2017 pour réduire la vulnérabilité, la mortalité et la morbidité dans le pays. Ainsi, il procédera au :

- **renforcement du leadership, de la gouvernance et de l'intersectorialité** en assumant efficacement la gestion des organes de pilotage, l'amélioration de la gouvernance, la collaboration intersectorielle (**49,4 milliards de FC**) ;
- **développement des zones de santé et la continuité des soins** par l'amélioration du fonctionnement des formations sanitaires et de la qualité des prestations, l'appui aux zones de santé ainsi que la contingence des urgences, des catastrophes et des ripostes aux épidémies (**119,9 milliards de FC**) ;
- **l'appui au développement des zones de santé** par le renforcement des capacités des ressources humaines du domaine de la santé, la réforme de la filière médicament, du mode de financement et du système d'information sanitaire ainsi que l'amélioration et la modernisation des infrastructures et équipements sanitaires (**2.399,5 milliards de FC**).

Ainsi, globalement un montant de **2.568,9 milliards de FC** est requis pour la réalisation de ces objectifs, à raison de **750,7 millions de FC** en 2015, **893,1 millions de FC** en 2016 et **925,2 milliards de FC** en 2017 (cf. **tableau n°3** politiques du secteur de la Santé).

De manière concrète, le Ministère de la Santé compte poursuivre l'essentiel des réformes entamées, notamment l'application du nouveau cadre organique, la réforme des divisions provinciales tout en assurant la cohérence horizontale et verticale dans la programmation de ses actions à travers l'outil CDMT sectoriel.

Il envisage la mise en œuvre effective de la couverture universelle de la santé et du plan d'investissement pour la modernisation des infrastructures sanitaires. Parmi les priorités, figurent l'amélioration de la disponibilité des médicaments dans les formations sanitaires, de la coordination et de la redevabilité dans le secteur ainsi que la mobilisation de financements nécessaires, internes comme extérieurs, pour la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire (PNDS).

Tableau n°3 : Politiques du secteur de la Santé 2015 – 2017 (en mias de FC)

AXES, PROGRAMMES, ACTIONS		2015	2016	2017	Cumul
1	Renforcement du leadership, de la gouvernance et de l'intersectorialité	14,4	17,2	17,8	49,4
11	Gestion des organes de pilotage	13,7	16,3	16,9	46,8
12	Amélioration de la gouvernance	0,3	0,3	0,3	0,9
13	Collaboration intersectorielle	0,5	0,6	0,6	1,7
2	Développement des zones de santé et continuité des soins	36,9	40,8	42,3	120,0
21	Amélioration du fonctionnement des formations sanitaires	2,1	2,1	2,2	6,4
22	Amélioration de la qualité de prestation	0,2	0,2	0,2	0,7
23	Appui des zones de santé et interventions publiques	33,2	36,8	38,2	108,2
24	Contingences des urgences, catastrophes et ripostes aux épidémies	1,4	1,6	1,7	4,7
3	Appui au développement des zones de santé	699,3	835,1	865,1	2 399,5
31	Développement des ressources humaines pour la santé	172,5	218,5	226,3	617,2
32	Réforme du secteur du médicament	11,7	13,9	14,4	40,1
33	Réforme du financement	0,0	0,0	0,0	0,0
34	Amélioration, modernisation des infrastructures et équipements	515,2	602,7	624,4	1 742,2
35	Réforme du système d'informations sanitaires	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL		750,7	893,1	925,2	2 568,9

3.1.2. EPSP

Dans le secteur de l'EPSP, Le Gouvernement envisage de réaliser les actions contenues dans la stratégie de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel ou le Plan intérimaire de l'éducation (PIE).

Pour l'essentiel, il s'agit pour la période de 2015 à 2017 de :

- accroître l'**accès**, l'**accessibilité** et l'**équité** de l'offre scolaire ainsi que la rétention des élèves à l'école par l'application notamment de la gratuité de l'enseignement de base. Ce qui nécessite la poursuite de nouvelles mécanisations, le financement du fonctionnement des bureaux gestionnaires et des écoles primaires ainsi que la construction, l'équipement et la réhabilitation des infrastructures scolaires, (**323,7 milliards de FC**) ;
- améliorer la **qualité** et la **pertinence** de l'enseignement et de l'apprentissage à travers l'amélioration du statut et de la carrière de l'enseignant, l'acquisition et la distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques aux écoles primaires, la promotion de la lecture et de l'écriture (**1.992 milliards de FC**) ;
- renforcer la **gouvernance** du système éducatif par un meilleur pilotage et une meilleure coordination du Plan intérimaire de l'éducation (PIE) ainsi qu'une bonne tenue des statistiques scolaires (**14 milliards de FC**).

Ainsi, globalement un montant de **2.330,6 milliards de FC** est requis pour la réalisation de ces objectifs, à raison de **680,3 millions de FC** en 2015 (cf. tableau n°4 politiques du secteur de l'EPSP).

Tableau n°4 : Politiques du secteur de l'EPSP de 2015 à 2017 (en mias de FC)

AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	Projection 2015	Projection 2016	Projection 2017	Cumul
1. ACCES	105,8	109,0	109,0	323,8
Gratuite de l'enseignement de base	105,8	109,0	109,0	323,8
Nouvelles Mécanisations	50,2	50,2	50,6	150,5
Fonctionnements des Bureaux gestionnaires	24,2	24,2	24,2	72,6
Fonctionnements des écoles primaires	15,2	15,2	15,2	45,6
Construction, Equipement et Réhabilitation	6,6	7,8	7,9	22,3
Autres	9,7	11,6	11,6	32,8
2. QUALITE	570,4	666,3	755,9	1.992,6
Amélioration de l'efficience interne	570,4	666,3	755,9	1.992,6
Amélioration du statut et de la carrière des enseignants de l'EPSP	569,1	658,6	748,2	1.975,8
Acquisition et distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques aux écoles primaires fourniture des supports pédagogiques (promotions de la lecture et de l'écriture au primaire)	1,4	7,7	7,7	16,8
3. GOUVERNANCE	4,2	5,0	5,0	14,2
Pilotage et Coordination du PIE	1,7	2,0	2,0	5,7
Production de données statistiques	2,5	3,0	3,0	8,5
TOTAL TRIENAL	680,3	780,3	869,9	2.330,6

De manière concrète, le Ministère de l'EPSP compte mécaniser près de 187.150 enseignants dont 62.394 en 2015, assurer le fonctionnement de bureaux gestionnaires et des écoles primaires (1.256 bureaux et 28.075 écoles en 2015) ainsi que construire, équiper et réhabiliter 9.000 salles de classes dont 3.000 chaque année.

Du côté de l'amélioration de l'efficacité interne, il est projeté la formation de près de 200.000 enseignants pour une meilleure professionnalisation et revalorisation de la fonction enseignante.

Il compte aussi assurer le renforcement et la décentralisation dans la gestion du secteur éducatif, rationaliser et promouvoir le principe de redevabilité par l'institution des contrats de performance.

3.1.3. Agriculture et Développement rural

Le secteur de l'Agriculture et du Développement rural est au centre des préoccupations du Gouvernement en ce sens qu'il regorge d'énormes potentialités en termes de création d'emplois, de transformation des milieux ruraux et de lutte contre le mouvement migratoire des populations vers des milieux urbains. Ainsi, la lutte contre la pauvreté passe essentiellement par la relance du secteur agricole et rural.

Dans l'Agriculture, le Gouvernement entend intensifier des efforts dans le souci de permettre à ce secteur de contribuer réellement à la croissance économique et à la création d'emplois, en passant par l'accroissement de la production et la productivité agricole. Les efforts seront focalisés dans la mise en œuvre, à savoir :

- la **gouvernance agricole et le renforcement des capacités institutionnelles** par le renforcement de la gestion administrative, des capacités des ressources humaines et institutionnelles, du contrôle, suivi et coordination du ministère et l'amélioration de l'environnement politique et législatif nécessaire pour la promotion du secteur agricole ;
- la **promotion des filières végétales** par l'amélioration de la productivité des cultures vivrières, la valorisation des ressources naturelles agricoles de base, la mécanisation agricole, le développement des cultures de rente, horticoles et des plantations fruitières ainsi que la promotion des petites unités de transformation agro-alimentaires ;

- le **développement de la production animale** par l'amélioration de la productivité des systèmes familiaux et communautaires d'élevage et la promotion des fermes modernes d'élevage ;
- le **développement de la production halieutique** par l'amélioration de la productivité des captures et la transformation des produits halieutiques ;
- la **gestion de la sécurité alimentaire des réserves stratégiques** par la mise en place et le renforcement du système d'information et d'alerte rapide sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition ;
- la **recherche et la vulgarisation agricole** par la gestion des connaissances et le développement des innovations technologiques, le développement de la transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques, le renforcement des structures de recherche, des capacités des structures publiques et de l'organisation de la société civile d'appui-conseil ;
- la **promotion de l'agri business** par la création des zones d'aménagement planifiées.

Globalement, le secteur de l'agriculture nécessite un financement de l'ordre de **319,1 milliards de FC** pour la période de 2015 à 2017. Concrètement, le ministère appuie les actions de campagne agricole dans l'élevage pour un objectif de 4 millions de têtes de petits bétails et 1 million de têtes de gros bétails. Tandis que pour la pêche et l'aquaculture, il vise la capture des poissons d'eau douce pour un objectif de 250.580 tonnes l'an et la formation de 1.500 pêcheurs et pisciculteurs ainsi que la réhabilitation des centres d'alevinage et pilotes de pêche. Il se centre également sur la promotion des spéculations végétales, notamment les cultures vivrières et maraichères telles que le manioc, le maïs, le riz, la pomme de terre, les haricots, etc.

Tableau n°5 : Politiques du secteur de l'Agriculture 2015 – 2017 (en mias de FC)

N°	AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017	CUMUL
I	GOUVERNANCE AGRICOLE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES	38,0	28,3	30,3	86,5
II	PROMOTION DES FILIERES VEGETALES	24,2	22,4	25,3	65,5
III.	DEVELOPPEMENT DE PRODUCTION ANIMALE	23,0	24,4	24,9	66,2
IV	LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION HALIEUTIQUE	16,3	11,8	12,8	36,6

N°	AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017	CUMUL
V	GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES RESERVES STRATEGIQUES	10,6	7,8	12,8	28,4
VI	RECHERCHE ET VULGARISATION AGRICOLES	2,5	1,7	2,3	5,8
	TOTAL	114,7	96,5	107,9	319,1

Dans le secteur de développement rural, le Gouvernement entend créer des richesses en milieu rural par l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures rurales pour accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité en milieu rural ainsi que l'augmentation de l'accès des paysans aux marchés.

L'atteinte de cet objectif passe par la mise en œuvre des actions suivantes :

- le renforcement des capacités institutionnelles, à travers une meilleure gestion des ressources humaines, matérielles et une meilleure planification et programmation des actions du secteur ;
- l'accompagnement durable des paysans, notamment les jeunes ruraux par la promotion de l'entrepreneuriat, l'appui à la production rurale et l'amélioration du cadre et de la qualité de la vie en milieu rural ;
- la promotion d'un modèle de développement durable centré sur les ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique.

Ici, l'action du Gouvernement consistera à encourager les forages en milieux ruraux en vue d'accroître l'accès à l'eau potable, à réhabiliter et à entretenir les pistes rurales prioritaires et à électrifier les milieux ruraux.

Globalement, près de **100,0 milliards de FC** sont nécessaires pour promouvoir significativement le développement rural dont **77,9 milliards de FC** pour 2015.

Tableau n°6 : Politiques du secteur de Développement rural 2015 – 2017 (en mias de FC)

N°	AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017
I	Renforcement des capacités institutionnelles	30,0	32,3	37,3
1.1	Gestion des ressources humaines	15,6	15,6	17,6
1.2	Gestion des ressources humaines	12,3	14,3	19,1
1.3	Renforcement de la planification et de la programmation	2,8	2,7	3,2
II.	Accompagnement durable des paysans	39,3	40,1	43,1

N°	AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017
2.1	Accompagnement des jeunes ruraux et promotion de l'entrepreneuriat	16,4	17,4	18,9
2.2	Appui à la production	17,2	17,8	18,2
2.3	Amélioration du cadre et de la qualité de vie en milieu rural	4,5	4,5	6,2
III.	Promouvoir un modèle de développement durable	10,1	15,1	16,2
3.1	Développement durable des ressources naturelles	6,4	10,4	10,6
3.2	Lutte contre le changement climatique	4,4	4,6	5,1
TOTAUX		77,9	89,4	99,9

3.1.4. Infrastructures et travaux publics

La réhabilitation des réseaux routiers, ferroviaires, maritimes et aériens est un objectif de premier rang pour le Gouvernement en vue de désenclaver le pays et promouvoir la circulation des personnes et des biens et la création des richesses.

La vision du ministère dans le cadre des routes nationales s'articule autour de trois piliers à savoir la réhabilitation des anciennes routes bitumées et la construction des nouvelles, le rétablissement du trafic par la réouverture des réseaux en terre en accordant la priorité aux réseaux des routes prioritaires, pour près de 30.788 km, la protection et l'entretien des routes en bon état par l'instauration, notamment du cantonage manuel dans les milieux ruraux. Ceci exige que le ministère mette à jour les normes nationales en matière des routes, des voiries, des bâtiments et autres, maintenir le réseau ouvert en état de praticabilité permanente pour relier, non seulement les chefs-lieux des provinces, mais aussi, les centres de production aux centres de consommation ainsi qu'aux axes frontaliers et routes d'intégration régionale.

La stratégie consiste aussi à moderniser les différents tronçons de réseau national, de remplacer progressivement des ponts vétustes par ceux à capacité élevée et des bacs par les ponts. Elle encourage aussi la mise en concession des routes à grande rentabilité dans un partenariat avec les privés.

Le Gouvernement vise aussi la modernisation des voiries des villes totalement dépassées par le niveau de trafic et l'accroissement démographique, de même que la réhabilitation des celles de grands centres aux fins d'assurer la fluidité du trafic.

De manière concrète, le Gouvernement va poursuivre :

- le désenclavement des 87 territoires non reliés à leurs chefs-lieux et 5 provinces non reliées à la capitale Kinshasa, assurer leur connectivité en construisant 9.102 km de route (**104 milliards de FC**) ;
- la modernisation des voies de communication, tout en préservant la qualité de 41.730 km des routes récemment ouvertes, consolidées, réhabilitées ou modernisées sur l'ensemble du territoire nationale (**455 milliards de FC**) ;
- la modernisation des routes du pays en augmentant de près de 4.572 km la longueur du réseau modernisé (**1.506 milliards de FC**).
- l'entretien régulier, à travers notamment les fonds collectés par le FONER, de 11.144 km des routes ouvertes, réhabilitées ou modernisées en les maintenant en état permanent de praticabilité (**157 milliards de FC**) ;
- l'acquisition et la réhabilitation de 226 unités flottantes de traversées des eaux tels que les bacs, vedettes, embarcadères (**36 milliards de FC**).
- la création et la réhabilitation des voies d'entrée et de sortie, dans le cadre de l'intégration économique de la sous-région prônée par l'Union Africaine, pour faciliter les échanges commerciaux avec les pays limitrophes, notamment par l'acquisition et la mise en service d'un bac sur la rivière Ubangi pour la traversée Zongo – Bangui ;
- la poursuite de la réhabilitation des routes interprovinciales.

En ce qui concerne la gestion du parc automobile et immobilier du domaine public de l'Etat, la stratégie du Gouvernement va s'articuler autour des grandes actions ci-après :

- Centraliser toutes les acquisitions (commandes ou dons), les immatriculations et les désaffectations des véhicules de l'Etat ;
- Immatriculer tous les véhicules de l'Etat avec des plaques estampées ;
- Revitaliser la gestion du parc automobile par la restructuration du STA ;
- Prioriser les besoins de réhabilitation des immeubles existants tant pour les ministères, les ambassades que pour les autres services de l'Etat ;
- Construire et acquérir des nouveaux bâtiments.

3.1.5. Energie

Le Gouvernement reste préoccupé par l'amélioration des conditions de vie de la population, plus particulièrement la fourniture de l'énergie électrique et la distribution d'eau potable tant dans les agglomérations urbaines que rurales.

Les objectifs prioritaires du secteur visent, d'une part à doubler le taux de desserte pour accroître l'accès de la population à l'électricité et à l'eau potable, et d'autre part, à améliorer et sécuriser la fourniture de l'électricité et de l'eau potable aux industries, aux administrations et aux ménages. Ce qui permettra de booster la croissance, d'augmenter les emplois et d'améliorer le revenu et les conditions de vie de la population.

La stratégie essentielle est celle de réformer le secteur, d'améliorer la gouvernance, d'ouvrir le secteur à l'investissement privé, de régionaliser le programme de desserte en électricité et en eau, d'assurer l'appropriation et la prise en charge par les bénéficiaires.

Par rapport à la préoccupation relative à la fourniture de l'énergie électrique, le Gouvernement tend à accroître le taux de desserte en énergie électrique de **9 à 19%** entre 2013 et 2016 et davantage pour 2017.

Au cours de la période de 2015 à 2017, les centrales thermiques et hydroélectriques existantes seront réhabilitées, les lignes de transports existantes seront renforcées (*Inga-Kinshasa-Katanga*), de nouvelles centrales électriques seront construites (*Zongo II, Katende, Kakobola, Inga III, Bendera, Ivhuga, Semliki, Busanga, Nzilo II, Kamimbi*). D'un autre côté, pour exploiter de manière optimale la dotation hydroélectrique de la RDC, le Gouvernement entend accroître le potentiel de l'exportation du courant électrique du pays.

En vue d'augmenter la capacité énergétique du pays, l'exploitation des ressources gazières du lac Kivu se place aussi parmi les préoccupations du Gouvernement durant cette période.

Dans le domaine de l'eau, le Gouvernement entend doubler le taux d'accès des populations à l'eau potable en passant de **26% à 56%** pour la période sous examen. Aussi, il compte augmenter le nombre des centres opérationnels de la REGIDESO, assurer le bon fonctionnement de deux sociétés stratégiques du secteur en renforçant la gouvernance dans leur gestion et en encourageant leurs capacités managériales.

Il est prévu à cet effet, l'équipement, la réhabilitation et le renforcement des installations des centres d'adduction d'eau potable (AEP) de Mweka, Yangambi, etc, la construction d'une usine de traitement d'eau à Lemba Imbu.

A côté des cinq secteurs prioritaires impactés à la PBAG au cours des années 2012 à 2014, le Gouvernement vient d'y insérer les secteurs des transports et du tourisme. Pour les trois années à venir, l'objectif est également de ressortir clairement la réforme de modernisation de l'Administration Publique, catalyseur des autres réformes ainsi que les politiques des institutions, ministères et services disposant des lois de programmation ou bénéficiaires des grandes réformes, notamment ceux retenus à l'axe 1 du PAG.

Tableau n°7 : Politiques du secteur de l'énergie (en mias de FC)

AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017	cumul
Pilotage et conduite politique énergétique	5,3	5,3	5,6	
<u>Secteur de l'électricité</u>	<u>210,3</u>	<u>280,3</u>	<u>410,4</u>	<u>901,0</u>
Amélioration de la desserte en énergie électrique	35,3	65,3	170,0	270,6
<i>Réhabilitation et construction des centrales thermiques et hydroélectriques et renforcement de l'existant</i>	109,3	149,3	210,3	468,9
<i>Appui à la SNEL</i>	5,3	5,4	10,0	20,7
<i>Renforcement des lignes de transport du courant</i>	50	50	78,0	178,0
<u>Secteur de l'eau</u>	<u>170,9</u>	<u>216,6</u>	<u>205,3</u>	<u>592,8</u>
<i>Construction et réhabilitation des centres opérationnels AEP, usines</i>	125,3	145,8	166,8	437,9
<i>Appui à la REGIDESO</i>	44,8	70,8	40,1	155,7
<u>Secteur de gaz</u>	<u>44,4</u>	<u>50,0</u>	<u>62,8</u>	<u>157,2</u>
<i>Exploitation des ressources gazières (études)</i>	44,4	50,0	62,8	157,2
Total	425,6	546,9	678,5	1 651,0

3.1.6. Tourisme

Au cours de trois prochaines années, le Gouvernement compte relancer le tourisme congolais. La politique et le programme de promotion du tourisme portera sur la production des supports promotionnels, le renforcement du partenariat avec les professionnels du tourisme, l'extension de sa présence sur le marché touristique mondial, l'acquisition des compétences techniques en matière de promotion du tourisme, l'organisation des circuits touristiques intégrés avec les pays des sous-régions d'Afrique centrale, australe et de l'Est. Ce qui permettra au tourisme congolais de drainer et de générer davantage des flux physiques et financiers.

Pour cela, l'objectif du Gouvernement est d'opérer des investissements indirects et induits relatifs au secteur du tourisme en créant une synergie avec tous les secteurs partenaires tels que les travaux publics, les affaires foncières, les transports et communications, les PTNTIC, la culture et arts, l'environnement et l'intérieur. Il vise aussi par ricochet, de faire connaître les produits touristiques congolais et d'en faire la commercialisation.

La réalisation de ces objectifs passe par la construction des infrastructures d'accueil, l'aménagement des voies d'accès, la réhabilitation des hôtels et des sites touristiques tels que les parcs, les grottes et les musées prévus dans le plan de promotion du tourisme au niveau de chaque province (exploitation du littoral Sud-Est du fleuve Congo/Ville de Kinshasa-Kinkole-Maluku, du site touristique et parc animalier de la N'sele, aménagement des voies d'accès de la chute de Lukaya et du sanctuaire de Bonobo, réhabilitation des installations des jardins zoologique et botanique de Kinshasa, etc.).

Tableau n°8 : Politiques du secteur du tourisme (en mias de FC)

N°	AXES, PROGRAMMES, ACTIONS	2015	2016	2017	Cumul
1	Construction des sites (centres récréatifs, musés, etc.)	23,7	28,4	34,1	86,1
2	Réaménagement et réhabilitation des sites (parcs, etc.)	1,9	2,2	2,7	6,8
3	Construction des voies d'accès aux sites	5,0	6,0	7,2	18,2
	Total	30,5	36,6	43,9	111,0

Ainsi, globalement un montant de **111,0 milliards de FC** est requis pour la réalisation de ces objectifs, à raison de **30,5 milliards de FC** en 2015.

3.1.7. Transports

Le secteur de transports est dans toutes les économies du monde appelé à jouer le rôle de vecteur de l'expansion des différents secteurs moteurs de la croissance. Il est considéré comme le moteur des moteurs de croissance.

La politique actuelle du Gouvernement en la matière va tourner autour de ehab axes principaux, à savoir la restauration de la boucle interne, le rétablissement progressif de l'inter-modalité des réseaux et la connectivité aux corridors régionaux.

Il s'agit pour l'essentiel de réhabiliter les réseaux ferroviaires de la SNCC et de la SCPT, de baliser le fleuve Congo et les grands affluents, d'assurer le dragage du bief maritime, d'équiper les ports, d'acquérir les matériels roulants, de réhabiliter les réseaux internes connectés aux corridors régionaux et de participer au mécanisme de leur gestion. Ce qui suppose la mise en œuvre du programme de réunification routière à travers le ministère des Travaux Publics.

Pour les prochaines années à venir, la politique du secteur vise les actions phares reprises au tableau ci-après :

Tableau n°9 : Politiques du secteur des transports (en milliards de FC)

N°	SOUS-SECTEUR	2015	2016	2017	Cumul
1	<u>ROUTES</u>	52,3	57,6	63,4	173,3
	Acquisition de 200 Bus au titre d'appui au secteur privé	14,9	16,4	18,0	49,3
	Acquisition de 300 Bus via TRANSCO pour son réhabilitation à l'intérieur du pays	37,5	41,2	45,3	123,9
2	<u>VOIES FERREES</u>	134,3	147,8	162,6	444,7
	Achat de 200 voitures voyageurs / transport inter-urbain	7,9	8,7	9,6	26,2
	Acquisition de 45 voitures voyageurs SNCC	126,4	139,1	152,9	418,5
3	<u>VOIES AERIENNES</u>	47,8	52,5	57,8	158,1
	Création de la nouvelle Compagnie Aérienne	32,8	36,1	39,7	108,5
	Réhabilitation de 14 Aéroports et Aérodomes prioritaires	14,9	16,5	18,1	49,6
4	<u>VOIES FLUVIALES ET LACUSTRES</u>	3,1	3,4	3,8	10,3
	Etude Réhabilitation et balisage sur la LUALABA	0,2	0,2	0,2	0,5
	Réhabilitation baliseur KAUKA et KINSHASA	1,8	1,9	2,2	5,9
	Réhabilitation vedette MATEBA / Transport MATADI – BOMA	0,9	1,0	1,1	3,1
	Création Fonds d'entretien en voies navigables	0,2	0,2	0,3	0,7
5	AUTRES	130,0	-	-	130,0
	TOTAL	368,4	261,3	287,5	916,4

Globalement, des crédits de l'ordre de **916,4 milliards de FC** sont nécessaires pour couvrir les actions des politiques du secteur des transports et communications, dont **368,4 milliards de FC** pour l'exercice 2015.

3.1.8. Modernisation de l'Administration Publique

La mise en œuvre du processus de bancarisation de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat a permis la maîtrise progressive des effectifs et des masses salariales, en même temps que l'accroissement du volume des dépôts et des crédits au sein du système bancaire.

Cependant, le processus est en butte aux difficultés d'accès de certains territoires reculés à cause de la carence de voies de communications, de la couverture bancaire et de télécommunications. Il s'avère que les coûts de l'implantation de réseaux bancaires sont très élevés en plus des risques sécuritaires.

Le Gouvernement s'est engagé à financer une partie des frais supplémentaires en concédant une rétribution de **5,8\$** par agent payé et des facilités fiscales. Il a également instruit la Banque Centrale du Congo de déployer ces agences au niveau des territoires de l'arrière-pays afin de faciliter l'installation des agences de banques et d'y réduire les coûts des opérations financières.

En 2015, il serait prioritaire d'entrevoir avec la Banque Centrale du Congo la possibilité de prévoir des crédits budgétaires en vue de l'implantation de ses agences dans les territoires dépourvus de couverture bancaire, en priorité les 123 territoires d'accès difficile. Il s'agira d'implanter dans chaque territoire une agence propre à la BCC avec quelques bureaux (6) avec coffres sécurisés qu'elle pourra louer aux banques et autres institutions financières non monétaires agréées. Cette agglomération constituera une place financière au niveau du territoire et qui sera sécurisée par la PNC et, si besoin est, les FARDC.

Par ailleurs, des crédits pourront être évalués pour accélérer le processus de l'édification du système des paiements centralisé.

La PBAG prendra en compte le financement du processus de bancarisation d'autant plus que cette réforme aura des implications directes sur la maîtrise progressive des effectifs et la réduction des dépenses du personnel (près de 40% des ressources propres), le Programme de rajeunissement de la Fonction Publique et la création de la caisse de retraite, sur l'implantation future des ETD (décentralisation administrative et financière), sur la bancarisation de l'économie (notamment le monde rural et l'activité agricole prédominante), la dédollarisation des zones frontalières dépourvus d'institutions financières et de signes monétaires.

Pour la période 2015 – 2017, la politique de bancarisation de l'économie visera à accomplir les tâches ci-après :

- la construction des agences de la BCC et places financières ;
- l'acquisition des équipements ;
- le paiement régulier de frais de fonctionnement des nouvelles agences et antennes de la BCC ;
- l'opérationnalisation du système de paiements centralisé ;
- la sécurisation administratives, électronique et policière.

3.2. Secteurs à lois de programmation ou à grandes réformes

3.2.1. Défense

Le Gouvernement a engrangé une réforme de taille dans le domaine de la défense en vue de maintenir l'intégrité territoriale du pays et de restaurer l'autorité de l'Etat souvent menacée, comme le recommande l'accord-cadre d'Addis-Abeba.

Cette réforme vise essentiellement la réorganisation territoriale de la défense par l'installation des commandements, états-majors, zones de défense. Cela passe par la formation, l'instruction, la spécialisation, l'entraînement et les missions de commandement, d'inspection et de contrôle, l'acquisition des équipements et matériels et leur maintenance tant pour les forces navales, aériennes que terrestres, **la construction et la réhabilitation des infrastructures** à savoir les centres d'instruction, les quartiers généraux, les bases et les casernes, le financement du budget des opérations ainsi que les actions en rapport avec la gestion des ressources humaines notamment le recrutement, la sélection, la mise à la retraite et l'amélioration des conditions sociales des militaires.

Tableau n°10 : Politique de la Défense 2015 – 2017 (en mias de FC)

N°	Domaine	2015	2016	2017	Cumul (3 ans)
1	Organisation mortisemen de la défense(Installation commandements et état-majors	5,8	0	0	5,7
2	Formation et entrainement	54,8	69,7	65,4	189,9
3	Equipements, matériels et maintenance	92,4	231,2	464,9	788,5
4	Infrastructures	175,1	179,5	19,1	545,6
5	Opérations	26,8	28,9	30,5	86,3
6	Gestion de mortisem humaines	328,9	315,5	311,8	956,3
TOTAL		683,8	824,9	963,7	2.472,4

Globalement, des crédits de l'ordre de **2.472,4 milliards de FC** sont nécessaires pour couvrir les actions des politiques du secteur de la Défense dont **683,8 milliards de FC** pour l'exercice 2015.

3.2.2. Police Nationale Congolaise

Le Gouvernement de la République a initié une importante réforme au niveau de la Police Nationale Congolaise pour la morti plus mortisem dans sa mission de sécurisation des personnes et de leurs biens.

Les actions mortisem visent :

- Le renforcement de la **gestion des ressources humaines** pour une Police de proximité, en ce compris la mise à la retraite et le recrutement de nouveaux policiers ;
- La **formation** et le renforcement des capacités dans divers domaines notamment la gestion des ressources humaines, le contrôle de la chaîne de paiement ;
- Le **fonctionnement** de la Police pour assurer les différentes opérations ou activités tels que les ateliers, le contrôle, l'audit, le suivi et l'évaluation ;
- La construction et la réhabilitation des **infrastructures** de la police technique et scientifique, des unités spécialisées, des commissariats, des écoles et académies de Police ainsi que de directions centrales ;

- L'équipement et la maintenance en termes des tentes, des matériels didactiques et électroniques, équipements individuels et collectifs, des aéronefs ainsi que la maintenance.

Tableau n°11 : Politiques de la Police Nationale (2015 – 2017) en mias de FC

		2015	2016	2017	Cumul 3 ans
1	Gestion de mortisem humaines (Dépenses de personnel)	32,2	41,6	41,6	115,4
2	Formation	15,3	14,0	14,0	43,4
	Formation	14,9	13,7	13,7	42,2
	Stratégie de communication	0,3	0,3	0,3	1,1
3	Opérations (fonctionnement des activités)	21,6	22,5	22,5	66,7
4	Infrastructures (Construction)	30,9	28,3	28,3	87,6
5	Equipements, matériels et maintenance	83,4	84,9	84,9	253,1
Equipements et matériels		76,9	79,0	79,0	235,0
Maintenance (entretien et mortisem des infrastructures)		6,4	5,9	5,9	18,1
6.	Autres (Audit de la Police et Conseil Supérieur de la Police)	73,5	3,1	31,8	108,4
TOTAL		256,9	194,5	223,2	674,6

Globalement, des crédits de l'ordre de **674,6 milliards de FC** sont nécessaires pour couvrir les actions des politiques du secteur de la Police dont **256,9 milliards de FC** pour l'exercice 2015.

3.2.3. Affaires étrangères

Le Gouvernement s'attèle dans le cadre de l'axe 6 du PAG à renforcer la diplomatie et la coopération au développement. De ce fait, il a entrepris, notamment l'assainissement des ambassades et postes diplomatiques et le paiement des cotisations internationales pour redorer l'image de marque du pays.

Au cours de trois prochaines années, le Gouvernement va poursuivre cet objectif de renforcement de la diplomatie et de la coopération à travers certaines par les actions phares ci-après :

- l'assainissement de la diplomatie par le rapatriement des diplomates fin carrière, la fermeture des certains ambassades ;

- l'amélioration des conditions sociales prenant en compte les rémunérations des engagés locaux, des diplomates et des arriérés des salaires des diplomates non rapatriés ;
- l'opérationnalisation du secteur par la construction et la réhabilitation des ambassades ainsi que le fonctionnement ;
- les contributions aux organismes internationaux.

Tableau n°12 : Politiques du secteur des Affaires étrangères (2015 – 2017) en mias de FC

	2015	2016	2017	Cumul
Affaires étrangères				
I. Assainissement de la diplomatie	<u>9,3</u>	<u>12,1</u>	<u>5,1</u>	<u>26,4</u>
<i>Rapatriement des diplomates</i>	7,2	9,9	2,8	19,9
<i>Fermeture des ambassades</i>	2,1	2,2	2,2	6,5
II. Amélioration des conditions sociales	12,7	12,9	13,1	38,7
<i>Rémunération engagés locaux</i>	0,1	0,1	0,1	0,4
<i>Diplomates</i>	9,9	10,1	10,2	30,3
<i>Arriérés des salaires 2006-2014 des diplomates non rapatriés</i>	2,6	2,6	2,7	7,9
III. Opérationnalisation	28,9	28,5	28,9	85,4
<i>Construction et réhabilitation ambassades</i>	5,0	5,0	5,0	15,0
<i>Fonctionnement</i>	21,9	23,5	23,9	70,4
IV. Contribution aux organismes internationaux	10,0	10,0	12,2	32,2
Total	61,0	63,4	59,3	183,2

3.2.4. Justice et Pouvoir judiciaire

Le Gouvernement fait de la Justice son cheval de bataille pour la préservation et l'exercice des droits des citoyens. La politique du Gouvernement en matière de Justice vise l'amélioration de l'accès à la justice, le développement de la justice pour enfants, la poursuite de la lutte contre la corruption et l'assainissement du climat des affaires. Dans le cadre de la lutte contre l'impunité, le Gouvernement encourage également une politique carcérale efficace par l'amélioration des conditions de détention et la construction des établissements de garde d'enfants.

La mise en œuvre de cette politique implique le renforcement des structures judiciaires tant au plan des infrastructures, des équipements que des ressources humaines. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les mises en place opérées au Conseil Supérieur de la Magistrature, aux cours et tribunaux et les efforts en cours pour assainir le secteur, le rajeunir et lui doter des bâtiments et équipements.

Au cours des trois prochaines années, le Gouvernement envisage la construction de 20 palais de justice pour les tribunaux de grande instance et les parquets y rattachés, le parachèvement des tribunaux en cours de construction dans les provinces, la construction de 125 bâtiments pour tribunaux d'enfants et de 105 palais de justice pour tribunaux de paix et parquets y rattachés.

Les actions phares à y mener se rapportent donc essentiellement sur les constructions, les équipements et l'opérationnalisation.

3.2.5. Services de sécurité

La sécurisation du territoire national figure parmi les priorités du Gouvernement de par la position du pays. La politique du Gouvernement pour la période de 2015 à 2017, va consister à renforcer l'efficacité opérationnelle des services et à améliorer le cadre de vie en ayant comme point de référence, le standard de la région.

Cela passe par l'acquisition des équipements adéquats et le recrutement des nouvelles unités dans le cadre de la réforme dont 500 pour l'ANR pour la couverture totale du pays. Pour la DGM, les actions prioritaires porteront sur l'intensification des actions d'identification des étrangers et de contrôle de séjour, d'informatisation de la gestion des flux migratoires en collaboration avec la DGI notamment pour capter davantage les recettes de l'Etat. L'acquisition d'équipements modernes et la réhabilitation ou la construction des bâtiments aux postes frontaliers, la sécurisation de l'outil de travail notamment l'acquisition d'une imprimerie en constituent des pistes.

Tableau n°14 : Politique du secteur des services de sécurité 2015 – 2017 (en mias)

	2015	2016	2017	Cumul
Direction Générale des Migrations (DGM)				
Construction bâtiments, postes et centres de transit	4,1	5,7	6,6	16,4
Equipements	2,6	3,7	4,2	10,5
Renforcement efficacité opérationnelles de service (<i>missions, informatisation, rapatriement étrangers et clandestins, etc.</i>)	4,8	6,8	7,8	19,5
Amélioration des conditions sociales	55,9	64,3	73,6	193,8
S/total DGM (1)	<u>67,5</u>	<u>80,6</u>	<u>92,1</u>	<u>240,2</u>
ANR				
Construction antennes	0,5	0,5	0,5	1,5
Equipements	1,5	1,8	2,2	5,5
Renforcement efficacité opérationnelles de service (<i>missions, informatisation, rapatriement étrangers et clandestins, etc.</i>)	15,7	18,8	22,5	56,9
Amélioration des conditions sociales	14,7	14,7	14,7	44,1
S/total ANR (2)	<u>31,8</u>	<u>35,3</u>	<u>39,4</u>	<u>106,5</u>
Total (1) + (2)	99,4	115,8	131,5	346,7

IV. CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME

La politique du Gouvernement durant la période de 2015 à 2017 vise l'accroissement des ressources internes, le recadrage des priorités de dépenses et leur rationalisation en vue de l'accroissement de leur efficacité.

L'effort accru de mobilisation des ressources internes exigera des réformes institutionnelles importantes au niveau de l'administration fiscale, douanière et non fiscal, en musant sur les possibilités qu'offre le secteur des ressources naturelles. Le Gouvernement consacrera davantage ses efforts dans la mise en place de la TVA et la révision du code minier, forestier et d'investissement tout en s'appuyant sur l'amélioration des capacités des administrations dans le domaine du contrôle fiscal et douanier. L'élargissement de l'assiette fiscale notamment l'inclusion du secteur informel dans le champ de l'impôt demeure essentiel pour le financement du programme du Gouvernement.

Dans le secteur particulier des ressources naturelles, le Gouvernement a pris des résolutions lors des conférences minières et autres fora sur les recettes en vue d'améliorer la collecte des données sur les quantités de minerais, de bois, de pétrole, d'électricité, de télécommunications, des produits exportés ainsi que les cours y relatifs sur le marché international, suivre et retracer les recettes de cette catégorie auprès des ministères et régies financières qui les réalisent afin de les impacter, de manière explicite, dans le budget et jauger de leur impact.

D'un autre côté, un dispositif adéquat sera mis en place pour assurer la traçabilité de ces recettes issues des ressources naturelles, de la déclaration fiscale à l'enregistrement comptable, en passant par le paiement des droits et taxes auprès des banques commerciales et leur nivellement au compte général du trésor auprès de la Banque centrale.

Sous une plus grande exhaustivité du budget, les recettes internes devront également être renforcées par les ressources innovantes, notamment celles issues du crédit carbone, des entreprises structurantes, des budgets annexes et comptes spéciaux. Concrètement, l'Etat encouragera l'inscription au budget de l'Etat des ressources à caractère public affectées légalement à des usages bien précis, de manière à éviter d'aligner des crédits supplémentaires sur des actions déjà couvertes par des affectations spéciales. Il s'agira notamment de capter les recettes aux lignes des organismes, établissements publics ou entreprises dont l'essentiel des ressources provient des prélèvements obligatoires issus de la prolongation de la puissance publique, telle que la RVA, l'INSS, le FPI et le FONER.

Enfin, le renforcement du Partenariat Public-Privé en matière de gestion va significativement améliorer le climat des affaires, attirer les investissements et sans doute profiler les recettes nouvelles et importantes, mais également permettre le financement des actions du PAG.

L'amélioration de l'efficacité des dépenses passe par le renforcement substantiel du contrôle des administrations ad hoc, tout en maintenant à l'esprit l'idée de leur rationalisation. Dans ce sens, les services dépensiers devront, lors de l'élaboration de leurs prévisions budgétaires améliorer la projection et la programmation des acteurs, dégager des économies sur leurs budgets antérieurs en vue d'améliorer la qualité de la dépense et permettre l'exécution effective de leurs plans d'actions. Les ministères ayant en charge le budget, les finances et le plan devront accompagner les sectoriels dans l'évaluation et l'appréciation de leurs dépenses.

Les politiques publiques seront davantage conçues dans la perspective de moyen terme et ce, en ligne avec les objectifs, actions et mesures prévus dans le PAG. D'où la nécessité de prioriser les actions dans une perspective pluriannuelle.

Le financement du PAG est également assuré par l'apport extérieur. Le Gouvernement encourage, pour ce faire, l'utilisation des comptes d'affectation spéciale et l'alignement des partenaires aux procédures nationales en vue de financer les secteurs spécifiques identifiés, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le Gouvernement développera aussi des capacités de gestion stratégique de l'aide en termes de mobilisation accrue, d'amélioration de la capacité d'absorption et du respect des conditionnalités et engagements pris. Un plaidoyer suivant un plan concret, débattu en conseil des ministres pourra renforcer l'option envisagée.

4.1. Evolution des recettes publiques de 2015 à 2017

Les recettes courantes de la période de 2015 à 2017 devraient accroître en moyenne de **12,0%** contre **18,9%** entre 2012 et 2014, en termes de prévision. Elles représentent **73,8%** de la moyenne des budgets de 2015 à 2017, soit **16,6%** du PIB. Les ressources extérieures sont allées descendo passant de 28,2% du budget entre 2012 et 2014 à **16,6%** entre 2015 à 2017. Les dons avoisineront environ **16,2%** du total du budget au courant de la période.

4.2. Evolution des dépenses publiques de 2015 à 2017

Le total des dépenses hors dette publique pourra atteindre **80,0%** du total du budget en 2015 et être maintenu à ce niveau jusqu'à 2017. Il sera composé d'environ **73,2%** des dépenses courantes dont **38,8%** de rémunération, **29,4%** de biens et services et **31,8%** des transferts et subventions. Les dépenses en capital à leur tour atteindront **26,8%** en moyenne.

Tableau n° 15 : Evolution des dépenses publiques de 2015 à 2017

N°	Agrégat	2015		2016		2017		Moyenne	
		Montant	Struct.	Montant	Struct.	Montant	Struct.	Montant	Struct.
1.	Dépenses courantes	4 258,7	63,2	4 661,8	60,4	5 100,2	58,3	4 673,6	60,4
1.1.	<i>Rémunérations</i>	1 740,0	25,8	1 847,2	23,9	1 964,1	22,5	1 850,4	23,9
1.2.	<i>Biens et services</i>	1 157,4	17,2	1 301,0	16,8	1 457,8	16,7	1 305,4	16,9
1.3.	<i>Transferts et subvention</i>	1 361,3	20,2	1 513,6	19,6	1 678,3	19,2	1 517,7	19,6
2.	Dépenses en capital	2 481,4	36,8	3 060,5	39,6	3 643,6	41,7	3 061,8	39,6
3.	Dépenses totales hors dette	6 740,1	100,0	7 722,3	100,0	8 743,8	100,0	7 735,4	100,0
4.	Dépenses totales	8 169,7		9 212,3		10 333,1		9 238,4	
5.	Ratio dépenses hors dette/Total	82,5		83,8		84,6		83,7	
6.	Ratio dépenses hors dette/PIB	18,6		18,9		19,1		18,9	
6.	Ratio dépenses totales/PIB	22,5		22,6		22,6		22,5	

Pour mémoire

	Budgets annexes	535,0		553,2		570,4		552,9	
	Comptes spéciaux	319,1		329,9		340,2		329,7	
		36		40		45			
	PIB	325,2		832,0		750,8		40 969,3	

4.3. Evolution des allocations sectorielles

Tableau n°15 : Allocation par objectif du PAG

Objectifs du PAG	2015	2016	2017
Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	2 036,0	2 361,6	2 669,2
Consolider la stabilité du cadre macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois	1 317,2	1 570,4	1 823,1
Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	458,6	526,1	588,0
Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	2 439,8	2 798,9	3 128,2
Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	47,9	54,9	61,4
Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	64,9	76,8	88,5

4.4. Evolution du solde budgétaire de 2015 à 2017

Il se dégagera alors un solde budgétaire négatif qui avoisinerait **20%** du total du budget estimé en moyenne à **6.615,7 milliards de FC** tout au long de la période et un besoin de financement du programme autour de **1.282,2 milliards de FC**, financé essentiellement par les emprunts-projets.

De 2015 à 2017, l'évolution des dépenses et des recettes publiques dégage les soldes affichés de près de **30%**.

Tableau n°16 : évolution du solde budgétaire 2015 à 2017

N°	Agrégat	2015		2016		2017		Moyenne	
		Montant	Struct.	Montant	Struct.	Montant	Struct.	Montant	Struct.
1.	Dépenses courantes	4 258,7	63,2	4 661,8	60,4	5 100,2	58,3	4 673,6	60,4
1.1.	Rémunérations	1 740,0	25,8	1 847,2	23,9	1 964,1	22,5	1 850,4	23,9
1.2.	Biens et services	1 157,4	17,2	1 301,0	16,8	1 457,8	16,7	1 305,4	16,9
1.3.	Transferts et subvention	1 361,3	20,2	1 513,6	19,6	1 678,3	19,2	1 517,7	19,6
2.	Dépenses en capital	2 481,4	36,8	3 060,5	39,6	3 643,6	41,7	3 061,8	39,6
3.	Dépenses totales hors dette	6 740,1	100,0	7 722,3	100,0	8 743,8	100,0	7 735,4	100,0
4.	Total des besoins	8 169,7		9 212,3		10 333,1		9 238,4	
5.	Recettes internes	5 971,6		6 798,9		7 691,5		6 820,7	
6.	Solde budgétaire	-2 198,1		-2 413,4		-2 641,6		-2 417,7	

	Recettes internes / PIB	16,4		16,7		16,8		16,6	
--	-------------------------	------	--	------	--	------	--	------	--

Pour mémoire

	Budgets annexes	535,0		553,2		570,4		552,9
	Comptes spéciaux	319,1		329,9		340,2		329,7
	PIB	36		40		45		40
		325,2		832,0		750,8		969,3

4.5. Evolution du financement budgétaire, de 2015 à 2017 (gap)

N°	Secteur (Code Section budgétaire)	2015			2016	2017
		Niveau projeté	Niveau défini dans le cadre budgétaire	Besoins de financement		
1	Santé (37)	750,7	318,8	431,9	893,1	925,2
2	EPSP (38 et 91)	680,3	629,7	50,6	780,3	869,9
3	Agriculture (44)	114,7	90,7	24,0	96,5	107,9
4	Développement rural (45)	77,9	43,5	34,4	89,4	99,9
5	Infrastructures et travaux publics (42)	308,1	271,9	36,2	173,0	193,4
6	Energie (50)	425,6	171,2	254,4	546,9	678,5
7	Tourisme (57)	30,5	8,3	22,2	36,6	43,9
8	Transports (51)	368,4	344,1	24,3	261,3	287,5
9	Défense (27 et 28)	683,8	453,6	230,2	824,9	963,7
10	Police Nationale (73, 84 et 92)	256,9	251,4	5,5	194,5	223,2
11	Affaires étrangères (22, 23 et 69)	61,0	60,0	1,0	63,4	59,3
12	Justice et Pouvoir judiciaire (20, 34 et 54)	182,0	152,5	29,5	202,9	236,6
13	Services de sécurité (85 et 86)	99,4	56,4	43,0	115,8	131,5
	TOTAL	4 039,3	2 852,1	1 187,2	4 278,6	4 820,5

L'une des grandes réalisations de la législature passée a été l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Le stock de la dette extérieure est passé de 12,5 milliards de USD à **7,8 milliards de USD**.

Pour la période de 2015 à 2017, le Gouvernement restera prudent dans ses efforts de financer ses actions par l'endettement, en veillant à la viabilité de sa dette et à la rentabilité économique et sociale des projets à financer. Sur cette question, le Gouvernement renforcera ses capacités institutionnelles, en préservant la centralisation de la gestion de la dette au sein de la DGDP, conformément au Décret 08/04 du 26 février 2008. Il envisagera plus les emprunts concessionnels et privilégiera davantage les dons auprès de ses partenaires techniques et financiers extérieures.

Pour les trois prochaines années, il est prévu un principal de **433,7 milliards de FC** dont **151,8 milliards de FC** en 2015.

Les intérêts sur la dette extérieure pour la période sont projetés à **54,7 milliards de FC** à raison de **17,1 milliards de FC** en 2015.

Ainsi, le service de la dette extérieure à moyen terme (2015 – 2017) se situe à **485,7 milliards de FC.**

Tableau n°17 : Projection du service de la dette extérieure de 2015 à 2017 (en milliards de FC)

CREANCIERS	2015			2016			2017			CUMUL (2015 - 2017)		
	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total	Principal	Intérêt	Total
Club de Paris	66,2	1,2	67,4	52,4	0,7	53,1	55,1	0,8	55,9	173,7	2,8	176,5
Club de Londres	1,4	0,5	1,9	1,4	0,5	1,9	0,0	0,0	0,0	2,8	0,9	3,8
Club de Kinshasa	22,4	7,6	30,1	21,4	8,4	29,8	25,4	8,7	34,1	69,3	24,7	94,0
Institutions	61,8	7,8	69,6	57,1	7,9	64,9	69,1	7,8	76,9	187,9	23,5	211,4
Total général en USD	151,8	17,1	168,9	132,4	17,4	149,8	149,6	17,4	166,9	433,7	51,9	485,7

Comme pour la dette extérieure, le Gouvernement entend assurer le paiement régulier de la dette intérieure pour réduire ses encours et relancer les activités des opérateurs économiques nationaux qui pour l'essentiel œuvrent parmi la classe moyenne.

V. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PBAG

La mise en œuvre de la stratégie budgétaire peut se buter à des risques et contraintes. Il est donc nécessaire de considérer les facteurs de risque et de succès que pose cette stratégie budgétaire. Au stade actuel, la PBAG identifie des risques et contraintes d'ordre interne et externe.

Au niveau interne, les trajectoires définies par la PBAG peuvent connaître des déviations en cas d'éviction des dépenses prévues, suite à des événements imprévus, notamment ceux liés à la situation sécuritaire, humanitaire ou tout autre cas de force majeure non pris en compte par la stratégie.

L'accélération des dépenses liées à la défense de l'intégrité territoriale et à la souveraineté nationale peut entraîner la reconsidération de la trajectoire budgétaire. De même, la résurgence des calamités, des épidémies peut entraîner des coûts additionnels dans l'utilisation des ressources budgétaires qui, en temps normal, pouvaient s'orienter vers des activités à même d'assurer la croissance et la réduction de la pauvreté.

Au niveau externe, la structure socioéconomique de la RDC tend à maintenir le pays dans une certaine vulnérabilité vis-à-vis des chocs d'origine externe. La PBAG considère que les recettes attendues des ressources naturelles dépendent grandement de la volatilité des cours des matières premières. Une évolution favorable des cours entraînerait des ressources certaines et pérennes bien qu'elles ne garantissent pas la soutenabilité dans le temps. Par contre, une évolution défavorable des cours exigerait des coupes budgétaires et mettrait en mal la mise en œuvre du PAG.

La PBAG considère également le risque des effets de contagion des crises de l'économie mondiale, notamment auprès des partenaires bilatéraux ou multilatéraux de la RDC. Les incertitudes autour de la crise de l'endettement dans la zone euro et la faiblesse de la demande globale dans l'hémisphère nord constitueraient, à coup sûr, des risques potentiels.

CONCLUSION

La stratégie budgétaire telle que développée dans le présent document est une révision de celle mise en place dans le cadre du budget 2013. Elle constitue un instrument d'opérationnalisation du Programme d'action du Gouvernement et répond essentiellement aux préoccupations suivantes :

- (i) Quelles sont les perspectives macroéconomiques et la vision politique sur lesquelles reposent la programmation dans le temps, la détermination des ressources budgétaires et leurs allocations aux objectifs du PAG ;
- (ii) Comment les ressources budgétaires permettent-elles de financer les actions, les mesures et les objectifs du PAG dans une perspective pluriannuelle ;
- (iii) Comment les politiques sectorielles interagissent-t-elles aux objectifs du PAG et comment seront-elles prises en charge dans le budget de l'Etat de 2015 à 2017 ;
- (iv) Quelle est la trajectoire des finances publiques qui sous-tendrait efficacement la mise en œuvre des actions, mesures et objectifs du PAG ;
- (v) Quelles sont les risques et contraintes de la mise en œuvre de la PBAG.

Au moment où l'idée de la résilience d'un géant africain germe, où l'idée force du développement de la RDC et de l'émergence s'ancre petit à petit, seule une clarification des priorités et des stratégies, une adhésion à l'action publique et une participation de toutes les souches sociales du pays, la société civile comprise, suivent pour le succès du PAG. Cela répond du reste à l'idée de transparence et de participation que prônent les pratiques internationales en matière de gestion des finances publiques.

La participation de toutes les parties, à savoir les administrations, la société civile et le Parlement est un gage pour une meilleure adhésion aux actions du Gouvernement et de réussite. Les enrichissements aux documents provenant des discussions des principaux acteurs constituent un gage d'adhésion non négligeable, le présent document est soumis à discussion aux principaux acteurs :

- i. les administrations publiques pour l'intégration des orientations stratégiques, l'alignement des politiques sectorielles au budget, les projets et programmes ainsi qu'une meilleure évaluation des ressources budgétaires disponibles ;

- ii. la société civile, notamment le patronat, les églises et les syndicats pour signaler les besoins de la population congolaise en vue d'une meilleure prise en compte dans le budget ;
- iii. les partenaires techniques et financiers, pour qu'à travers la création d'un cadre de concertation, concours envers le Gouvernement et les plaidoyers soient mieux perçus et l'efficacité de l'aide atteinte ;
- iv. les membres du Gouvernement pour leur adoption de la PBAG révisée ;
- v. le Parlement pour une meilleure orientation sur le contenu du budget et du cadre qui le sous-tend.

Fait à Kinshasa, le

Prof. Daniel MUKOKO Samba

ANNEXES

TABLEAU N° 1 : CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2015 - 2017 : EVOLUTION DES RECETTES

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2014							BUDGET 2015-2017											
		PREVISIONS 2014	Struct. (%)	% PIB	PROJECTION 2015 INITIALE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PROJECTION 2015 FINALE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PROJECTIONS 2016	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PROJECTIONS 2017	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.
I.	BUDGET GENERAL	7 449 004 345 919	90,0	34,1	7 315 595 482 155	89,5	20,1	-1,8	7 465 648 713 234	89,4	20,6	0,2	8 329 105 175 927	90,4	20,4	13,9	9 422 613 799 596	91,2	20,6	13,1
I.1.	RECETTES INTERNES (POUVOIR CENTRAL)	5 480 395 169 919	66,2	25,1	5 971 595 482 155	73,1	16,4	9,0	5 883 620 208 600	70,4	16,2	7,4	6 798 906 112 330	73,8	16,7	13,9	7 691 518 500 854	74,4	16,8	13,1
I.1.1.	RECETTES COURANTES	5 480 395 169 919	66,2	25,1	5 971 595 482 155	73,1	16,4	9,0	5 883 620 208 600	70,4	16,2	7,4	6 798 906 112 330	73,8	16,7	13,9	7 691 518 500 854	74,4	16,8	13,1
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	2 456 599 330 291	29,7	11,3	2 564 846 531 656,5	31,4	7,1	4,4	2 466 383 630 125,0	29,5	6,8	0,4	2 920 182 857 894	31,7	7,2	13,9	3 303 566 795 346	32,0	7,2	13,1
I.1.1.2	Recettes des Impôts	1 958 643 743 484	23,7	9,0	2 332 400 594 070,6	28,5	6,4	19,1	2 332 400 594 071,0	27,9	6,4	19,1	2 655 533 634 657	28,8	6,5	13,9	3 004 172 398 198	29,1	6,6	13,1
I.1.1.4	Recettes non Fiscales	654 717 096 144	7,9	3,0	675 715 136 250,0	8,3	1,9	3,2	686 202 764 226,0	8,2	1,9	4,8	769 329 366 628	8,4	1,9	13,9	870 332 809 264	8,4	1,9	13,1
1°	DGRAD	565 977 985 144	6,8	2,6	675 715 136 250,0	8,3	1,9	19,4	686 202 764 226	8,2	1,9	21,2	769 329 366 628	8,4	1,9	13,9	870 332 809 264	8,4	1,9	13,1
2°	AUTRES	88 739 111 000	1,1	0,4	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
a.	Bonus sur contrat chinois	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
b.	Pas de porte minier	63 000 000 000	0,8	0,3	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
c.	Vente de participations	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
d.	Excédent de gestion des ETS publics	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
e.	Autres recettes	25 739 111 000	0,3	0,1	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.1.1.5	Recettes des Pétroliers Producteurs	410 435 000 000	5,0	1,9	398 633 220 178	4,9	1,1	-2,9	398 633 220 178	4,8	1,1	-2,9	453 860 253 151	4,9	1,1	13,9	513 446 498 045	5,0	1,1	13,1
1°	DGI	169 520 668 000	2,0	0,8	183 371 281 282	2,2	0,5	8,2	183 371 281 282	2,2	0,5	8,2	208 775 716 450	2,3	0,5	13,9	236 185 389 101	2,3	0,5	13,1
2°	DGRAD	240 914 332 000	2,9	1,1	215 261 938 896	2,6	0,6	-10,6	215 261 938 896	2,6	0,6	-10,6	245 084 536 701	2,7	0,6	13,9	277 261 108 944	2,7	0,6	13,1
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	1 968 609 176 000	23,8	9,0	1 344 000 000 000	16,5	3,7	-31,7	1 582 028 504 634	19,0	4,4	-19,6	1 530 199 063 597	16,6	3,7	13,9	1 731 095 298 742	16,8	3,8	13,1
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	197 373 287 000	2,4	0,9	42 000 000 000	0,5	0,1	-78,7	50 985 200 233	0,7	0,1	-74,2	47 818 720 737	0,5	0,1		54 096 728 086	0,5	0,1	13,1
I.2.1.1	Emprunt Programme	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.2.1.2	Dons Budgétaires	0	0,0	0,0	9 000 000 000	0,1	0,0		9 000 000 000	0,1	0,0		10 246 868 729	0,1	0,0	13,9	11 592 156 018	0,1	0,0	13,1
I.2.1.3	Ressources PPTE	197 373 287 000	2,4	0,9	33 000 000 000	0,4	0,1	-83,3	50 985 200 233	0,6	0,1	-74,2	37 571 852 008	0,4	0,1	13,9	42 504 572 067	0,4	0,1	13,1
a.	Ressources PPTE	40 373 287 000	0,5	0,2	33 000 000 000	0,4	0,1	-18,3	50 985 200 233	0,6	0,1	26,3	37 571 852 008	0,4	0,1	13,9	42 504 572 067	0,4	0,1	13,1
b.	Ressources Allègements IADM	157 000 000 000	1,9	0,7	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	1 771 235 889 000	21,4	8,1	1 302 000 000 000	15,9	3,6	-26,5	1 531 043 304 401	18,3	4,2	-13,6	1 482 380 342 859	16,1	3,6	13,9	1 676 998 570 656	16,2	3,7	13,1
I.2.2.1	Dons Projets	1 587 193 316 000	19,2	7,3	1 302 000 000 000	15,9	3,6	-18,0	1 531 043 304 401	18,3	4,2	-3,5	1 482 380 342 859	16,1	3,6	13,9	1 676 998 570 656	16,2	3,7	13,1
2.1.1	Dons Projet PARSE et PME	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
2.1.2	Autres Dons	1 587 193 316 000	19,2	7,3	1 302 000 000 000	15,9	3,6	-18,0	1 531 043 304 401	18,3	4,2	-3,5	1 482 380 342 859	16,1	3,6	13,9	1 676 998 570 656	16,2	3,7	13,1
I.2.2.2	Emprunts Projets	184 042 573 000	2,2	0,8	0	0,0	0,0	-100,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
2.2.1	Banque Mondiale	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
2.2.2	BAD	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
2.2.3	Chine	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
2.2.4	Inde	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
II.	BUDGETS ANNEXES	516 429 915 000	6,2	2,4	535 021 391 940	6,5	1,5	3,6	535 021 391 940	6,4	1,5	3,6	553 212 119 266	6,0	1,4	3,4	570 361 694 963	5,5	1,2	3,1
III.	COMPTES SPECIAUX	307 998 348 000	3,7	1,4	319 087 324 528	3,9	0,5	3,6	362 546 710 885	4,3	0,5	17,7	329 936 293 562	3,6	0,8	3,4	340 164 318 682	3,3	0,7	3,1
III.1	FONER	91 491 128 000	1,1	0,4	94 784 808 608	1,2	0,3	3,6	105 244 194 965	1,3	0,3	15,0	98 007 492 101	1,1	0,2	3,4	101 045 724 356	1,0	0,2	3,1
III.2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	2 497 234 700	0,0	0,0	2 587 135 149	0,0	0,0	3,6	2 587 135 460	0,0	0,0	3,6	2 675 097 744	0,0	0,0	3,4	2 758 025 774	0,0	0,0	3,1
III.3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	5 874 389 200	0,1	0,0	6 085 867 211	0,1	0,0	3,6	6 085 867 004	0,1	0,0	3,6	6 292 786 696	0,1	0,0	3,4	6 487 863 084	0,1	0,0	3,1
III.4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	120 569 121 400	1,5	0,6	124 909 609 770	1,5	0,0	3,6	124 909 609 356	1,5	0,0	3,6	129 156 536 503	1,4	0,3	3,4	133 160 389 134	1,3	0,3	3,1
III.5	FONDS DE CONTREPARTIE	12 057 474 700	0,1	0,1	12 491 543 789	0,2	0,0	3,6	12 491 544 100	0,1	0,0	3,6	12 916 256 278	0,1	0,0	3,4	13 316 660 223	0,1	0,0	3,1
III.6	OPEC	510 000 000	0,0	0,0	528 360 000	0,0	0,0	3,6	528 360 000	0,0	0,0	3,6	546 324 240	0,0	0,0	3,4	563 260 291	0,0	0,0	3,1
III.7	FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		33 000 000 000	0,4	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
III.8	PPP-BOT-TROC	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
III.9	RVA	75 000 000 000	0,9	0,3	77 700 000 000	1,0	0,2	3,6	77 700 000 000	0,9	0,2	3,6	80 341 800 000	0,9	0,2	3,4	82 832 395 800	0,8	0,2	3,1
IV.	RECETTES PROPRES DES PROVINCES	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0		0	0,0	0,0		0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	
	TOTAL RECETTES / FC	8 273 433 608 919	100,0	37,9	8 169 704 198 623	100,0	22,5	-1,3	8 363 216 816 059	100,1	23,0	1,1	9 212 253 588 755	100,0	22,5	12,8	10 333 139 813 222	100,0	22,6	12,2

TABLEAU N° 2 : CADRE BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2015 - 2017 : EVOLUTION DES DEPENSES ET DU SOLDE

	BUDGET 2014												BUDGET 2015-2017											
	PREVISIONS 2014				PROJECTION 2015				PROJECTION 2016				PROJECTION 2017				PROJECTION 2016				PROJECTION 2017			
	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC	Struct (%)	% PB	Taux Accr.	% RC
A. BUDGET GENERAL	7 449 004 345 919	90,0	34,1	-1,8	7 465 648 713 234	89,3	20,6	0,2	8 656 970 664 412	90,7	21,2	18,3	9 751 135 736 168	91,5	21,3	12,6	8 656 970 664 412	90,7	21,2	18,3	9 751 135 736 168	91,5	21,3	12,6
B. DEPENSES	5 677 768 453 919	68,6	26,0	5,9	5 934 605 408 833	71,0	16,3	4,5	7 174 990 221 553	75,2	17,6	19,3	8 074 137 165 512	75,7	17,6	12,5	5 934 605 408 833	71,0	16,3	4,5	7 174 990 221 553	75,2	17,6	19,3
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	369 087 790 000	4,5	1,2	-0,3	336 301 526 000	4,1	0,9	-8,9	336 301 526 000	4,1	0,9	-8,9	336 301 526 000	4,1	0,9	-8,9	336 301 526 000	4,1	0,9	-8,9	336 301 526 000	4,1	0,9	-8,9
1.1. Dette intérieure	80 000 000 000	1,0	0,4	0,0	80 000 000 000	1,0	0,2	0,0	80 000 000 000	1,0	0,2	0,0	80 000 000 000	1,0	0,2	0,0	80 000 000 000	1,0	0,2	0,0	80 000 000 000	1,0	0,2	0,0
1.1.1. Dette intérieure	179 382 619 000	2,2	0,8	-0,3	231 806 650 000	2,8	0,6	-10,3	231 806 650 000	2,8	0,6	-10,3	231 806 650 000	2,8	0,6	-10,3	231 806 650 000	2,8	0,6	-10,3	231 806 650 000	2,8	0,6	-10,3
1.1.2. Dette Extérieure (Principale)	110 685 171 000	1,3	0,3	-5,6	104 494 876 000	1,2	0,3	-5,6	104 494 876 000	1,2	0,3	-5,6	104 494 876 000	1,2	0,3	-5,6	104 494 876 000	1,2	0,3	-5,6	104 494 876 000	1,2	0,3	-5,6
1.2. Frais financiers	87 356 926 000	1,1	0,4	0,0	87 356 926 000	1,1	0,2	0,0	87 356 926 000	1,1	0,2	0,0	87 356 926 000	1,1	0,2	0,0	87 356 926 000	1,1	0,2	0,0	87 356 926 000	1,1	0,2	0,0
1.2.1. Intérieurs	23 328 245 000	0,3	0,1	0,0	17 137 950 000	0,2	0,0	-26,5	17 137 950 000	0,2	0,0	-26,5	17 137 950 000	0,2	0,0	-26,5	17 137 950 000	0,2	0,0	-26,5	17 137 950 000	0,2	0,0	-26,5
1.2.2. Extérieurs	1 574 865 360 000	19,0	7,2	10,5	1 740 000 000 000	21,3	4,8	29,1	1 750 851 335 881	20,9	4,8	11,2	2 082 420 904 018	21,1	4,9	30,6	1 750 851 335 881	20,9	4,8	11,2	2 082 420 904 018	21,1	4,9	30,6
II. DEPENSES DE PERSONNEL (REMUNERATIONS)	875 600 643 000	10,6	4,0	-1,4	863 668 600 995	10,6	3,9	-1,4	1 076 007 614 098	12,9	3,0	22,9	1 383 155 787 018	14,5	3,4	60,1	875 600 643 000	10,6	4,0	-1,4	1 076 007 614 098	12,9	3,0	22,9
2.1. Pouvoir Central	699 264 717 000	8,5	3,2	0,0	876 331 399 005	10,7	2,4	25,3	1 478 843 721 833	17,1	3,1	11,3	2 082 420 904 018	21,1	4,9	30,6	699 264 717 000	8,5	3,2	0,0	1 478 843 721 833	17,1	3,1	11,3
2.2. Provinces	1 149 395 655 667	13,9	5,3	0,7	1 157 434 375 109	14,2	3,2	0,7	1 118 082 956 654	13,4	3,1	-2,7	1 301 034 149 335	13,6	3,2	12,4	1 149 395 655 667	13,9	5,3	0,7	1 157 434 375 109	14,2	3,2	0,7
3.1. Institutions	343 184 229 667	4,1	1,6	0,5	345 000 000 000	4,2	0,9	0,5	337 160 773 825	4,0	0,9	-1,8	387 803 223 382	4,1	0,9	12,4	343 184 229 667	4,1	1,6	0,5	345 000 000 000	4,2	0,9	0,5
3.2. Ministères	679 151 482 000	8,2	3,1	0,9	684 934 375 109	8,4	1,9	0,9	678 922 183 229	8,1	1,9	0,0	769 912 343 399	8,1	1,9	12,4	679 151 482 000	8,2	3,1	0,9	684 934 375 109	8,4	1,9	0,9
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	645 751 482 000	7,8	3,0	0,0	650 000 000 000	8,0	1,8	0,7	662 839 144 000	7,9	1,8	2,6	730 643 754 198	7,7	1,8	12,4	645 751 482 000	7,8	3,0	0,0	650 000 000 000	8,0	1,8	0,7
3.2.2. Financement des réformes	33 400 000 000	0,4	0,2	0,0	34 934 375 109	0,4	0,1	4,6	16 083 039 229	0,2	0,0	-5,1	39 268 589 200	0,4	0,1	12,4	33 400 000 000	0,4	0,2	0,0	34 934 375 109	0,4	0,1	4,6
3.3. Subvention aux Services Décentralisés	7 500 002 000	0,1	0,5	0,0	7 500 000 000	0,1	0,0	0,0	7 000 000 000	0,1	0,0	-6,7	8 430 904 856	0,1	0,0	12,4	7 500 002 000	0,1	0,5	0,0	7 500 000 000	0,1	0,0	-6,7
3.4. Charges communes	119 559 942 000	1,4	0,5	0,0	120 000 000 000	1,5	0,3	0,0	120 000 000 000	1,5	0,3	0,0	134 888 077 698	1,5	0,3	12,4	119 559 942 000	1,4	0,5	0,0	120 000 000 000	1,5	0,3	0,0
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	1 230 723 845 272	14,9	5,6	3,7	1 361 325 078 732	16,7	3,7	10,6	1 317 704 597 107	15,8	3,7	11,2	1 513 635 062 360	15,9	3,7	22,3	1 230 723 845 272	14,9	5,6	3,7	1 361 325 078 732	16,7	3,7	10,6
4.1. Rétrocession aux Régies financières	242 431 873 000	2,9	1,1	0,0	280 147 220 195	3,4	0,8	15,6	276 955 414 298	3,3	0,8	14,2	318 959 087 806	3,3	0,8	13,9	242 431 873 000	2,9	1,1	0,0	280 147 220 195	3,4	0,8	15,6
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	212 000 000 000	2,6	1,0	0,0	241 698 100 000	3,0	0,7	13,8	241 698 100 000	2,9	0,7	13,8	241 698 100 000	2,5	0,6	0,0	212 000 000 000	2,6	1,0	0,0	241 698 100 000	3,0	0,7	13,8
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	108 644 154 155	1,3	0,5	0,0	112 496 766 209	1,4	0,3	3,5	112 496 766 209	1,4	0,3	3,5	126 453 937 843	1,3	0,3	12,4	108 644 154 155	1,3	0,5	0,0	112 496 766 209	1,4	0,3	3,5
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	78 749 998 000	1,0	0,4	0,0	78 749 998 000	1,0	0,2	0,0	79 567 907 155	1,0	0,2	1,0	88 320 298 741	0,9	0,2	12,4	78 749 998 000	1,0	0,4	0,0	78 749 998 000	1,0	0,2	0,0
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	51 749 998 000	0,6	0,2	0,0	51 749 998 000	0,6	0,1	0,0	52 567 907 155	0,6	0,1	1,6	58 170 481 259	0,6	0,1	12,4	51 749 998 000	0,6	0,2	0,0	51 749 998 000	0,6	0,1	0,0
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	27 000 000 000	0,3	0,1	0,0	27 000 000 000	0,3	0,1	0,0	27 000 000 000	0,3	0,1	0,0	30 349 817 482	0,3	0,1	12,4	27 000 000 000	0,3	0,1	0,0	27 000 000 000	0,3	0,1	0,0
4.5. Pensions de retraite	2 500 000 000	0,0	0,0	0,0	2 500 000 000	0,0	0,0	0,0	2 500 000 000	0,0	0,0	0,0	2 810 168 285	0,0	0,0	12,4	2 500 000 000	0,0	0,0	0,0	2 500 000 000	0,0	0,0	0,0
4.6. Bourses d'études	585 997 820 117	7,1	2,7	10,2	645 732 994 328	7,9	1,8	10,2	632 081 466 695	7,6	1,7	7,9	735 193 469 683	7,7	1,8	13,9	585 997 820 117	7,1	2,7	10,2	645 732 994 328	7,9	1,8	10,2
4.7. TVA remboursable	2 846 585 798 980	34,4	13,0	-12,8	2 481 303 003 882	30,4	6,8	-12,8	2 725 556 798 960	32,6	7,5	-4,3	3 153 075 905 869	33,1	7,7	27,1	2 846 585 798 980	34,4	13,0	-12,8	2 481 303 003 882	30,4	6,8	-12,8
V. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	1 113 133 906 980	13,5	5,1	9,4	1 217 534 502 314	14,9	3,4	20,4	1 232 654 992 991	14,7	3,4	10,7	1 713 580 315 383	18,0	4,2	40,7	1 113 133 906 980	13,5	5,1	9,4	1 217 534 502 314	14,9	3,4	20,4
5.1. Investissements sur ressources propres	161 476 524 980	2,0	0,7	0,0	249 086 755 346	3,0	0,7	54,3	249 086 755 346	3,0	0,7	54,3	279 990 280 072	2,9	0,7	12,4	161 476 524 980	2,0	0,7	0,0	249 086 755 346	3,0	0,7	0,0
5.1.1. Projets Gouvernement central	68 281 344 000	0,8	0,3	0,0	68 191 138 920	0,8	0,2	-0,1	60 000 000 000	0,7	0,2	-12,1	76 651 430 375	0,8	0,2	12,4	68 281 344 000	0,8	0,3	0,0	68 191 138 920	0,8	0,2	-0,1
5.1.2. Contrepartie des projets	893 376 038 000	10,7	4,0	0,0	900 256 608 048	11,0	2,5	1,9	1 073 291 509 260	12,8	3,0	21,5	1 356 938 604 936	14,2	3,3	50,7	893 376 038 000	10,7	4,0	0,0	900 256 608 048	11,0	2,5	1,9
5.1.3. Projets des Provinces	1 733 431 892 000	21,0	7,9	-27,1	1 263 848 501 568	15,5	3,5	-27,1	1 492 891 805 969	17,9	4,1	-13,9	1 439 495 490 486	15,1	3,5	13,9	1 733 431 892 000	21,0	7,9	-27,1	1 263 848 501 568	15,5	3,5	-27,1
5.2. Investissements sur ressources extérieures	1 733 431 892 000	21,0	7,9	-27,1	1 263 848 501 568	15,5	3,5	-27,1	1 492 891 805 969	17,9	4,1	-13,9	1 439 495 490 486	15,1	3,5	13,9	1 733 431 892 000	21,0	7,9	-27,1	1 263 848 501 568	15,5	3,5	-27,1
5.2.1. Autres bailleurs	278 385 896 000	3,4	1,3	0,0	239 151 498 432	2,9	0,7	-14,1	217 151 498 432	2,6	0,6	-22,0	268 822 932 518	2,8	0,7	12,4	278 385 896 000	3,4	1,3	0,0	239 151 498 432	2,9	0,7	-14,1
VI. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	240 581 896 000	2,9	1,1	0,0	201 000 000 000	2,5	0,6	-16,5	34 179 000 000	0,4	0,1	-25,6	34 179 000 000	0,4	0,1	0,0	240 581 896 000	2,9	1,1	0,0	201 000 000 000	2,5	0,6	-16,5
6.1. Dépenses except. sur ressources propres	157 500 000 000	1,9	0,7	0,0	162 000 000 000	2,0	0,4	2,9	162 000 000 000	1,9	0,4	2,9	162 000 000 000	1,9	0,4	2,9	157 500 000 000	1,9	0,7	0,0	162 000 000 000	2,0	0,4	2,9
6.1.1. Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)																								

Tableau 2.1 : ALLOCATION BUDGETAIRE AUX PRIORITES DU PROGRAMME D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT (QUINQUENNAT) /Parts relatives et cibles par axe
(en pourcentage du total du Budget)

Code	Axe et Actions	Historique		Projection					Cible du Programme
		2010 - 2014		2 014		2 015	2 016	2 017	
		Moyenne Période	2 013	Voté	Référence	Projection	Projection	Projection	
I	Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	36,71	34,47	30,04	32,02	31,99	31,96	31,93	31,93
1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	16,70	13,81	10,27	10,32	10,20	10,08	9,96	9,96
1.1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	16,66	13,68	9,80	10,05	9,93	9,82	9,70	9,70
1.1.2	Organiser le recensement général de la population pour orienter les décisions publiques	0,04	0,13	0,48	0,27	0,26	0,26	0,26	0,26
1.2	Poursuivre le processus de décentralisation	5,01	4,85	3,37	5,52	5,46	5,39	5,33	5,33
1.3	Réformer l'Administration Publique	0,37	0,44	0,57	2,14	2,14	2,13	2,13	2,13
1.4	Reformer l'Armée, la Police et les services de sécurité	12,81	13,16	12,95	11,20	11,28	11,36	11,44	11,44
1.4.1	Reformer l'Armée	8,44	8,56	6,23	6,70	6,72	6,73	6,75	6,75
1.4.2	Reformer la Police	2,74	3,19	2,82	2,91	2,95	2,98	3,02	3,02
1.4.3	Reformer les services de sécurité	1,63	1,41	3,89	1,59	1,62	1,65	1,68	1,68
1.5	Réformer le système judiciaire	0,69	1,47	1,90	1,78	1,88	1,97	2,06	2,06
1.6	Promouvoir les droits de l'homme	0,02	0,08	0,03	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
1.7	Lutter contre la corruption et l'impunité	0,98	0,51	0,59	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74

Code	Axe et Actions	Historique		Projection				Cible du Programme	
		2010 - 2014		2014		2015	2016		2017
		Moyenne Période	2013	Voté	Référence	Projection	Projection		Projection
1.8	Promouvoir le Genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant	0,12	0,15	0,35	0,18	0,18	0,18	0,18	
II	Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois	26,04	22,10	21,61	20,14	20,70	21,25	21,81	
2.0	Consolider la stabilité macro économique	21,42	18,20	16,55	10,64	10,51	10,39	10,26	
2.1	Poursuites des réformes structurelles de l'économie	0,14	0,11	0,15	0,11	0,11	0,11	0,11	
2.2	Développement des industries de transformation et des industries structurantes	0,22	0,12	0,48	0,63	0,62	0,61	0,61	
2.3	Promotion des politiques favorables à la création d'emploi	0,06	0,08	0,15	0,24	0,24	0,23	0,23	
2.4	Promotion de la classe moyenne et protection du petit commerce	0,02	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	
2.5	Consolidation et extension des activités de la micro finance	0,17	0,21	0,32	0,50	0,49	0,49	0,48	
<u>2.6</u>	<u>Promotion de la croissance des secteurs économiques clés :</u>	<u>4,00</u>	<u>3,32</u>	<u>3,92</u>	<u>7,98</u>	<u>8,68</u>	<u>9,38</u>	<u>10,08</u>	
2.6.1	Secteur Agricole, Elevage et Pêche	1,45	1,42	1,45	0,77	0,76	0,75	0,74	
2.6.2	Secteur de Mines	0,33	0,33	0,53	0,76	0,75	0,74	0,73	
2.6.3	Secteur des Hydrocarbures et du Gaz Naturel	0,24	0,21	0,21	0,25	0,24	0,24	0,24	
2.6.4	Secteur de Télécommunication et des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,70	0,87	0,42	1,53	1,51	1,49	1,47	
2.6.5	Secteur de la Forêt, du Tourisme et de l'Environnement	0,67	0,33	0,51	1,12	1,12	1,11	1,11	
2.6.6	Secteur de l'Energie Electrique	0,61	0,16	0,80	3,56	4,31	5,05	5,80	

Code	Axe et Actions	Historique		Projection					Cible du Programme
		2010 - 2014		2014		2015	2016	2017	
		Moyenne Période	2013	Voité	Référence	Projection	Projection	Projection	
III.	Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	12,58	11,43	13,06	7,29	7,21	7,12	7,03	7,03
3.1	Cadre et priorité de l'intervention	1,22	1,36	0,18	1,36	1,35	1,33	1,32	1,32
3.2	Routes	5,28	0,32	9,91	0,94	0,93	0,92	0,91	0,91
3.3	Voiries	4,49	5,17	1,97	1,80	1,78	1,76	1,74	1,74
3.4	Ports et Aéroports	0,03	0,04	0,03	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
3.5	Transport ferroviaire	0,12	0,05	0,26	0,43	0,42	0,42	0,41	0,41
3.6	Ports, voies maritimes et fluviales navigables	0,18	0,05	0,17	0,29	0,29	0,29	0,28	0,28
3.7	Autres infrastructures de soutien à la croissance	1,25	4,39	0,49	2,34	2,31	2,28	2,26	2,26
3.8	Réformes institutionnelles du secteur	0,01	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
IV.	Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	21,85	26,74	33,83	38,79	38,34	37,88	37,43	37,43
4.1	Amélioration du cadre de vie	18,69	20,26	29,80	32,64	32,26	31,87	31,49	31,49
4.1.1	Eau potable	0,79	1,07	3,28	0,89	0,88	0,87	0,86	0,86
4.1.2	Electricité en milieu rural	0,14	0,08	0,46	0,46	0,46	0,45	0,45	0,45
4.1.3	Assainissement du milieu	0,66	0,14	0,27	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
4.1.4	Habitat-Urbanisme-Foncier	0,27	0,28	0,53	0,43	0,43	0,42	0,42	0,42
4.1.5	Transport en commun	0,19	0,42	0,16	0,67	0,66	0,65	0,65	0,65

Code	Axe et Actions	Historique		Projection					Cible du Programme
		2010 - 2014		2 014		2 015	2 016	2 017	
		Moyenne Période	2 013	Voté	Référence	Projection	Projection	Projection	
4.1.6	Santé...	4,95	4,63	9,27	12,79	12,64	12,49	12,34	12,34
4.1.7	Education	10,92	12,85	15,34	16,75	16,56	16,36	16,16	16,16
4.1.8	Sports, Loisirs et Culture	0,76	0,79	0,48	0,51	0,50	0,50	0,49	0,49
<u>4.2</u>	<u>Amélioration des conditions sociales de la population :</u>	<u>3,17</u>	<u>6,48</u>	<u>4,03</u>	<u>6,15</u>	<u>6,08</u>	<u>6,01</u>	<u>5,93</u>	<u>5,93</u>
4.2.1	Niveau de revenu et pouvoir d'achat	0,85	2,98	0,48	1,39	1,38	1,36	1,34	1,34
4.2.2	Protection sociale : réforme de la sécurité sociale et régime de retraité	0,49	0,32	0,38	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74
4.2.3	Réduction des inégalités et de la vulnérabilité	1,19	2,67	0,55	0,49	0,48	0,48	0,47	0,47
4.2.4	Dynamique communautaire	0,64	0,50	2,62	3,50	3,46	3,42	3,38	3,38
V.	Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	0,79	0,75	0,63	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73
5.1	Assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail	0,27	0,16	0,17	0,35	0,34	0,34	0,34	0,34
5.2	Initiation à la nouvelle citoyenneté	0,51	0,59	0,46	0,41	0,41	0,40	0,40	0,40
VI.	Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	2,03	4,51	0,83	1,00	1,02	1,04	1,06	1,06
6.1	Redéfinir une nouvelle politique étrangère qui réaffirme la place du Congo sur l'échiquier international	1,01	1,42	0,59	0,64	0,66	0,69	0,71	0,71
6.2	Renforcer la coopération régionale et internationale	1,02	3,09	0,24	0,36	0,36	0,35	0,35	0,35
	TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau 2.2 : ALLOCATION BUDGETAIRE AUX PRIORITES DU PROGRAMME D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT (QUINQUENNAT)/Enveloppes par axes
(en millions de CDF)

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		2010 - 2014		2 014	2 015	2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Référence	Projection	Projection	Projection
I	Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	984 562 272 147,39	1 406 472 081 526,72	2 013 850 070 768,00	2 035 973 995 600,21	2 361 613 319 408,36	2 669 191 981 595,36
1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	408 299 233 241,32	514 285 805 568,15	648 988 412 676,00	648 988 412 676,00	744 505 003 606,09	832 090 357 934,51
1.1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	407 432 971 946,46	512 890 805 504,15	632 301 433 676,00	632 301 433 676,00	725 362 074 213,34	810 695 408 413,45
1.1.2	Organiser le recensement général de la population pour orienter les décisions publiques	866 261 294,86	1 395 000 064,00	16 686 979 000,00	16 686 979 000,00	19 142 929 392,75	21 394 949 521,06
1.2	Poursuivre le processus de décentralisation	150 819 878 007,38	258 180 928 491,04	347 200 852 165,00	347 200 852 165,00	398 301 058 453,86	445 158 150 300,25
1.3	Réformer l'Administration Publique	15 409 877 612,85	21 485 059 417,31	134 848 317 000,00	136 149 337 060,24	157 715 813 135,86	178 019 523 962,56
1.4	Réformer l'Armée, la Police et les services de sécurité	358 380 536 138,53	533 906 444 488,94	704 372 620 927,00	717 945 032 329,07	839 554 300 670,25	956 574 000 275,05
1.4.1	Réformer l'Armée	230 746 814 659,27	327 612 182 212,96	421 524 421 260,00	427 465 384 480,78	497 357 713 659,64	563 857 623 801,59
1.4.2	Réformer la Police	79 130 332 223,37	131 999 349 826,54	183 075 013 000,00	187 483 688 856,46	220 256 064 512,70	252 096 413 681,94
1.4.3	Réformer les services de sécurité	48 503 389 255,90	74 294 912 449,44	99 773 186 667,00	102 995 958 991,83	121 940 522 497,91	140 619 962 791,53
1.5	Réformer le système judiciaire	21 302 848 588,25	55 834 287 369,76	112 213 815 000,00	119 464 308 369,90	145 564 095 542,45	172 439 249 534,17
1.6	Promouvoir les droits de l'homme	1 064 036 885,00	4 646 762 419,00	6 449 241 000,00	6 449 241 000,00	7 398 425 149,32	8 268 793 629,10
1.7	Lutter contre la corruption et l'impunité	26 322 955 628,30	12 871 957 756,53	48 325 706 000,00	48 325 706 000,00	55 438 169 953,52	61 960 049 235,97
1.8	Promouvoir le Genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant	2 962 906 045,76	5 260 836 015,99	11 451 106 000,00	11 451 106 000,00	13 136 452 897,01	14 681 856 723,75
II	Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois	690 956 328 079,83	941 054 982 286,20	1 266 746 807 226,00	1 317 246 671 941,28	1 570 439 223 423,21	1 823 102 940 313,88
2.0	Consolider la stabilité macro économique	562 574 054 006,57	749 883 809 515,81	668 979 034 226,00	668 979 034 226,00	767 437 797 903,30	857 721 021 157,42
2.1	Poursuites des réformes structurelles de l'économie	3 340 501 571,36	4 401 554 722,03	6 995 976 000,00	6 995 976 000,00	8 025 627 323,04	8 969 781 370,88
2.2	Développement des industries de transformation et des industries structurantes	5 030 385 752,86	5 210 638 384,00	39 522 881 000,00	39 522 881 000,00	45 339 765 836,65	50 673 644 637,65
2.3	Promotion des politiques favorables à la création d'emploi	2 073 385 234,37	5 120 132 377,94	15 076 709 000,00	15 076 709 000,00	17 295 663 634,62	19 330 366 988,46
2.4	Promotion de la classe moyenne et protection du petit commerce	683 967 534,43	2 517 541 471,00	2 989 977 000,00	2 989 977 000,00	3 430 034 795,21	3 833 552 315,50
2.5	Consolidation et extension des activités de la micro finance	4 696 504 672,83	8 190 455 891,43	31 288 126 000,00	31 288 126 000,00	35 893 038 928,70	40 115 582 118,16
2.6	Promotion de la croissance des secteurs économiques clés :	112 557 529 307,42	165 730 849 923,99	501 894 104 000,00	552 393 968 715,28	693 017 295 001,68	842 458 991 725,81
2.6.1	Secteur Agricole, Elevage et Pêche	41 188 303 337,34	74 299 686 170,51	48 145 686 000,00	48 145 686 000,00	55 231 655 032,56	61 729 239 404,38
2.6.2	Secteur de Mines	10 861 099 206,38	12 393 840 010,80	47 621 369 000,00	47 621 369 000,00	54 630 170 287,45	61 056 994 551,19
2.6.3	Secteur des Hydrocarbures et du Gaz Naturel	8 419 528 688,47	12 133 766 321,23	15 469 647 000,00	15 469 647 000,00	17 746 433 326,95	19 634 166 308,57

Tableau 2.2 : ALLOCATION BUDGETAIRE AUX PRIORITES DU PROGRAMME D'AXIONS DU GOUVERNEMENT (QUINQUENNAT)/Enveloppes par axes
(en millions de CDF)

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2014		Projection			
		2010	2014	2 014	2 015	2 016	2 017
2.6.4	Secteur de Télécommunication et des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	19 111 020 356,58	32 187 851 992,13	95 933 038 000,00	95 933 038 000,00	110 052 237 308,27	122 999 046 465,82
2.6.5	Secteur de la Forêt, du Tourisme et de l'Environnement	17 213 825 632,31	27 224 434 202,14	70 508 156 000,00	71 008 020 715,28	82 046 016 344,77	92 370 337 055,36
2.6.6	Secteur de l'Energie Electrique	15 763 752 086,33	7 491 271 227,18	224 216 208 000,00	274 216 208 000,00	373 310 782 701,68	484 469 207 939,50
III.	Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	276 895 367 299,13	241 683 144 476,87	458 602 172 114,00	458 602 172 114,00	526 098 163 133,08	587 989 612 896,82
3.1	Cadre et priorité de l'intervention	27 428 898 201,22	14 561 934 638,36	85 790 565 000,00	85 790 565 000,00	98 417 018 943,88	109 995 033 106,84
3.2	Routes	112 367 731 081,55	38 628 410 191,73	59 142 781 079,00	59 142 781 079,00	67 847 276 747,11	75 828 993 116,15
3.3	Voies	106 201 312 525,03	178 180 739 489,11	113 310 655 835,00	113 310 655 835,00	129 987 452 138,32	145 279 487 784,34
3.4	Ports et Aéroports	690 825 148,43	1 312 609 194,00	5 026 807 000,00	5 026 807 000,00	5 766 640 652,69	6 445 042 090,43
3.5	Transport ferroviaire	2 691 261 987,76	3 645 312 450,00	27 000 000 000,00	27 000 000 000,00	30 973 796 611,37	34 617 628 335,76
3.6	Ports, voies maritimes et fluviales navigables	4 719 698 230,17	3 516 666 192,67	18 544 642 000,00	18 544 642 000,00	21 273 998 871,81	23 776 723 125,03
3.7	Autres infrastructures de soutien à la croissance	22 269 114 317,95	0,00	147 075 150 200,00	147 075 150 200,00	168 721 325 514,15	188 570 106 927,76
3.8	Réformes institutionnelles du secteur	526 525 807,02	1 837 472 321,00	2 711 571 000,00	2 711 571 000,00	3 110 653 653,75	3 476 598 410,52
IV.	Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	610 869 389 926,85	1 015 496 073 494,00	2 439 833 900 880,00	2 439 833 900 880,00	2 798 922 926 347,81	3 128 194 932 653,63
4.1	Amélioration du cadre de vie	525 072 007 795,14	860 403 522 499,38	2 053 001 669 992,00	2 053 001 669 992,00	2 355 157 635 894,16	2 632 224 029 054,63
4.1.1	Eau potable	19 730 845 853,31	13 013 672 648,66	56 046 072 880,00	56 046 072 880,00	64 294 802 305,60	71 858 597 060,69
4.1.2	Electricité en milieu rural	3 562 863 663,61	6 236 059 870,00	29 198 429 000,00	29 198 429 000,00	33 495 785 230,28	37 436 309 744,82
4.1.3	Assainissement du milieu	15 475 856 712,62	6 444 986 628,00	8 061 611 000,00	8 061 611 000,00	9 248 099 980,52	10 336 068 643,91
4.1.4	Habitat-Urbanisme-Foncier	8 291 304 224,03	18 602 502 249,17	27 225 212 000,00	27 225 212 000,00	31 232 154 784,80	34 906 380 384,38
4.1.5	Transport en commun	8 928 726 593,29	36 805 387 152,55	42 163 567 000,00	42 163 567 000,00	48 369 101 802,52	54 059 358 952,44
4.1.6	Santé	135 813 613 550,83	221 132 324 374,22	804 618 819 396,00	804 618 819 396,00	923 040 728 209,45	1 031 629 453 400,28
4.1.7	Education	313 699 940 751,42	526 859 010 099,47	1 053 774 838 716,00	1 053 774 838 716,00	1 208 866 945 502,68	1 351 080 952 453,50
4.1.8	Sports, Loisirs et Culture	19 568 856 446,03	31 309 579 477,31	31 913 120 000,00	31 913 120 000,00	36 610 018 078,31	40 916 908 414,61
4.2	Amélioration des conditions sociales de la population :	85 797 382 131,72	155 092 550 994,62	386 832 230 888,00	386 832 230 888,00	443 765 290 453,66	495 970 903 599,00
4.2.1	Niveau de revenu et pouvoir d'achat	28 025 933 020,14	90 280 149 914,00	87 668 262 000,00	87 668 262 000,00	100 571 070 980,02	112 402 492 991,03
4.2.2	Protection sociale : réforme de la sécurité sociale et régime de retraite	15 821 289 256,34	26 834 489 919,85	48 223 053 000,00	48 223 053 000,00	55 320 408 725,98	61 828 434 295,17
4.2.3	Réduction des inégalités et de la vulnérabilité	27 252 048 444,59	21 624 215 593,08	30 672 579 000,00	30 672 579 000,00	35 186 897 166,38	39 326 368 145,23
4.2.4	Dynamique communautaire	14 698 111 410,64	16 353 695 567,69	220 268 336 888,00	220 268 336 888,00	252 686 913 581,27	282 413 608 167,57

Tableau 2.2 : ALLOCATION BUDGETAIRE AUX PRIORITES DU PROGRAMME D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT (QUINQUENNAT)/Enveloppes par axes
 (en millions de CDF)

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		2010 - 2014		2014	2015	2016	2017
V.	Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	19 502 238 212,36	25 577 262 116,81	47 883 322 900,00	47 883 322 900,00	54 930 677 947,46	61 392 854 653,09
5.1	Assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail	6 510 555 349,28	5 593 315 746,28	21 934 262 900,00	21 934 262 900,00	25 162 496 217,96	28 122 672 625,59
5.2	Initiation à la nouvelle citoyenneté	12 991 682 863,09	19 983 946 370,53	25 949 060 000,00	25 949 060 000,00	29 768 181 729,49	33 270 182 027,49
VI.	Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	47 913 789 316,74	53 002 010 984,45	62 889 300 000,00	64 879 300 000,00	76 765 778 919,44	88 472 891 000,11
6.1	Redéfinir une nouvelle politique étrangère qui réaffirme la place du Congo sur l'échiquier international	27 001 502 881,29	35 058 108 767,77	40 107 890 000,00	42 097 890 000,00	50 631 454 480,17	59 264 061 950,31
6.2	Renforcer la coopération régionale et internationale	20 912 286 435,44	17 943 902 216,68	22 781 410 000,00	22 781 410 000,00	26 134 324 439,27	29 208 829 049,80
	TOTAL	2 630 699 384 982,30	3 683 285 554 885,05	6 289 805 573 888,00	6 364 419 363 435,49	7 388 770 089 179,35	8 358 345 213 112,88

A		B						C						D			
5		Tableau de Passage 2.3: DES PRIORITES DU PROGRAMME D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT A LA STRATEGIE DE L'ETAT (SOUS FONCTIONS BUDGETAIRES) par relatives et cibles par stratégie						R		U		X		AA		AB	
Code	Axe et Actions	Historique		2 014		2 015		2 016		2 017		2 018		Cible du Programme			
		Moyenne Période	2 013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection	Projection	Projection	Projection					
1	Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	37,73	38,19	26,31	1,96	32,02	31,99	31,96	31,93	31,93	31,93	31,93	31,93				
1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	16,63	13,96	9,06	0,05	10,32	10,20	10,08	9,96	9,96	9,96	9,96	9,96				
1.1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	16,59	13,92	8,84	0,26	10,05	9,93	9,82	9,70	9,70	9,70	9,70	9,70				
1	Administration Centrale Publique	16,59	13,92	8,84	0,26	10,05	9,93	9,82	9,70	9,70	9,70	9,70	9,70				
1.1.2	Organiser le recensement général de la population pour orienter les décisions publiques	0,04	0,04	0,22	-0,21	0,27	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26				
1	Administration Centrale Publique	0,04	0,04	0,22	-0,21	0,27	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26				
1.2	Poursuivre le processus de décentralisation	5,98	7,01	4,74	2,15	5,52	5,46	5,39	5,33	5,33	5,33	5,33	5,33				
1	Administration Centrale Publique	5,98	7,01	4,74	2,15	5,52	5,46	5,39	5,33	5,33	5,33	5,33	5,33				
1.3	Réformer l'Administration Publique	0,42	0,58	1,81	1,57	2,14	2,14	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13				
1	Administration Centrale Publique	0,42	0,58	1,81	1,57	2,14	2,14	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13	2,13				
1.4	Réformer l'Armée, la Police et les services de sécurité	12,79	14,50	10,21	-1,75	11,20	11,28	11,36	11,44	11,44	11,44	11,44	11,44				
1.4.1	Réformer l'Armée	8,13	8,89	5,72	0,47	6,70	6,72	6,73	6,75	6,75	6,75	6,75	6,75				
2	Défense	8,13	8,89	5,72	0,47	6,70	6,72	6,73	6,75	6,75	6,75	6,75	6,75				
1.4.2	Réformer la Police	2,97	3,58	2,49	0,09	2,91	2,95	2,96	3,02	3,02	3,02	3,02	3,02				
3	Ordre et sécurité publique	2,97	3,58	2,49	0,09	2,91	2,95	2,98	3,02	3,02	3,02	3,02	3,02				
1.4.3	Réformer les services de sécurité	1,69	2,02	2,00	-2,31	1,59	1,62	1,65	1,68	1,68	1,68	1,68	1,68				
3	Ordre et sécurité publique	1,69	2,02	2,00	-2,31	1,59	1,62	1,65	1,68	1,68	1,68	1,68	1,68				
1.5	Réformer le système judiciaire	0,94	1,52	1,51	-0,12	1,78	1,88	1,97	2,06	2,06	2,06	2,06	2,06				

	A	B	K	L	M	N	O	R	U	X	AA	AB
29	3	Ordre et sécurité publique	0,94	1,52	1,51	-0,12	1,78	1,88	1,97	2,06	2,06	2,06
30	1.6	Promouvoir les droits de l'homme	0,05	0,13	0,09	0,07	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
31	3	Ordre et sécurité publique	0,05	0,13	0,09	0,07	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
32	1.7	Lutter contre la corruption et l'impunité	0,80	0,35	0,65	0,18	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74
33	3	Ordre et sécurité publique	0,80	0,35	0,65	0,18	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74
34	1.8	Promouvoir le Genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant	0,13	0,14	0,25	-0,17	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18
35	10	Protection sociale, affaires sociales	0,13	0,14	0,25	-0,17	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18
36	11	Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois	25,46	25,55	25,73	-1,47	30,14	20,70	21,25	21,81	21,81	21,81
37	2.0	Consolider la stabilité macro économique	20,82	20,36	19,93	-5,91	10,64	10,51	10,39	10,26	10,26	10,26
38	1	Administration Centrale Publique	20,82	20,36	19,93	-5,91	10,64	10,51	10,39	10,26	10,26	10,26
39	2.1	Poursuites des réformes structurelles de l'économie	0,15	0,12	0,09	-0,04	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
40	4	Affaires économiques	0,15	0,12	0,09	-0,04	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
41	2.2	Développement des industries de transformation et des industries structurantes	0,21	0,14	0,53	0,15	0,63	0,62	0,61	0,61	0,61	0,61
42	4	Affaires économiques	0,21	0,14	0,53	0,15	0,63	0,62	0,61	0,61	0,61	0,61
43	2.3	Promotion des politiques favorables à la création d'emploi	0,08	0,14	0,20	0,09	0,24	0,24	0,23	0,23	0,23	0,23
44	4	Affaires économiques	0,08	0,14	0,20	0,09	0,24	0,24	0,23	0,23	0,23	0,23
45	2.4	Promotion de la classe moyenne et protection du petit commerce	0,03	0,07	0,04	0,00	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
46	4	Affaires économiques	0,03	0,07	0,04	0,00	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
47	2.5	Consolidation et extension des activités de la micro finance	0,19	0,22	0,42	0,18	0,50	0,49	0,49	0,48	0,48	0,48
48	4	Affaires économiques	0,19	0,22	0,42	0,18	0,50	0,49	0,49	0,48	0,48	0,48
49	2.6	Promotion de la croissance des secteurs économiques clés :	3,99	4,50	5,51	4,06	7,98	8,68	9,38	10,08	10,08	10,08
50	2.6.1	Secteur Agricole, Elevage et Pêche	1,38	2,02	2,42	-0,68	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74
51	4	Affaires économiques	1,38	2,02	2,42	-0,68	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74

	A	B	K	L	M	N	O	R	U	X	AA	AB
52	2620	Promotion de la croissance du Secteur des Mines	0,33	0,34	0,64	0,23	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73	0,73
53	4	Affaires économiques	0,33	0,34	0,64	0,23	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73	0,73
54	2.6.3	Secteur des Hydrocarbures et du Gaz Naturel	0,22	0,33	0,21	0,04	0,25	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
55	4	Affaires économiques	0,22	0,33	0,21	0,04	0,25	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24
56	2.6.4	Secteur de Télécommunication et des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	0,78	0,87	1,29	1,11	1,53	1,51	1,49	1,47	1,47	1,47
57	4	Affaires économiques	0,78	0,87	1,29	1,11	1,53	1,51	1,49	1,47	1,47	1,47
58	2.6.5	Secteur de la Forêt, du Tourisme et de l'Environnement	0,74	0,74	0,95	0,61	1,12	1,12	1,11	1,11	1,11	1,11
59	4	Affaires économiques	0,22	0,51	0,09	0,05	0,10	0,11	0,12	0,12	0,12	0,12
60	5	Protection de l'environnement, de la faune et de la flore	0,52	0,23	0,86	0,55	1,02	1,00	0,99	0,98	0,98	0,98
61	2.6.6	Secteur de l'Energie Electrique	0,54	0,20	3,01	2,76	3,56	4,31	5,05	5,80	5,80	5,80
62	4	Affaires économiques	0,54	0,20	3,01	2,76	3,56	4,31	5,05	5,80	5,80	5,80
63	III	Poursuivre la construction et la mise à jour des infrastructures de base	10,97	6,56	5,18	-5,77	7,29	7,21	7,12	7,03	7,03	7,03
64	3.1	Cadre et priorité de l'intervention	1,11	0,40	1,19	1,18	1,36	1,35	1,33	1,32	1,32	1,32
65	4	Affaires économiques	1,11	0,40	1,19	1,18	1,36	1,35	1,33	1,32	1,32	1,32
66	3.2	Routes	4,09	1,05	0,79	-8,97	0,94	0,93	0,92	0,91	0,91	0,91
67	4	Affaires économiques	4,09	1,05	0,79	-8,97	0,94	0,93	0,92	0,91	0,91	0,91
68	3.3	Voies	4,52	4,84	1,52	-0,16	1,80	1,78	1,76	1,74	1,74	1,74
69	4	Affaires économiques	4,52	4,84	1,52	-0,16	1,80	1,78	1,76	1,74	1,74	1,74
70	3.4	Ports et Aéroports	0,03	0,04	0,07	0,05	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
71	4	Affaires économiques	0,03	0,04	0,07	0,05	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
72	3.5	Transport ferroviaire	0,07	0,10	0,36	0,17	0,43	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41
73	4	Affaires économiques	0,07	0,10	0,36	0,17	0,43	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41
74	3.6	Ports, voies maritimes et fluviales navigables	0,04	0,10	0,25	0,12	0,29	0,29	0,29	0,28	0,28	0,28

	A	B	K	L	M	N	O	R	U	X	AA	AB
75	4	Affaires économiques	0,04	0,10	0,25	0,12	0,29	0,29	0,29	0,28	0,28	0,28
76	3.7	Autres infrastructures de soutien à la croissance	1,08	0,00	1,97	1,85	2,34	2,31	2,28	2,26	2,26	2,26
77	4	Affaires économiques	1,08	0,00	1,97	1,85	2,34	2,31	2,28	2,26	2,26	2,26
78	3.8	Réformes institutionnelles du secteur	0,03	0,05	0,04	-0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
79	4	Affaires économiques	0,03	0,05	0,04	-0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
80	IV.	Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	23,07	27,57	34,29	4,96	34,79	38,34	37,88	37,43	37,43	37,43
81	4.1	Amélioration du cadre de vie	19,41	23,36	27,56	2,84	32,64	32,26	31,87	31,49	31,49	31,49
82	4.1.1	Eau potable	0,67	0,35	0,75	-2,39	0,89	0,88	0,87	0,86	0,86	0,86
83	6	Logement et équipements collectifs	0,67	0,35	0,75	-2,39	0,89	0,88	0,87	0,86	0,86	0,86
84	4.1.2	Electricité en milieu rural	0,06	0,17	0,39	0,00	0,46	0,46	0,45	0,45	0,45	0,45
85	6	Logement et équipements collectifs	0,06	0,17	0,39	0,00	0,46	0,46	0,45	0,45	0,45	0,45
86	4.1.3	Assainissement du milieu	0,25	0,17	0,11	-0,14	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12	0,12
87	5	Protection de l'environnement, de la faune et de la flore	0,22	0,17	0,11	-0,14	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12	0,12
88	6	Logement et équipements collectifs	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	4.1.4	Habitat-Urbanisme-Foncier	0,32	0,51	0,37	-0,10	0,43	0,43	0,42	0,42	0,42	0,42
90	6	Logement et équipements collectifs	0,31	0,51	0,37	-0,10	0,43	0,43	0,42	0,42	0,42	0,42
91	10	Protection sociale, affaires sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	4.1.5	Transport en commun	0,40	1,00	0,57	0,51	0,67	0,66	0,65	0,65	0,65	0,65
93	4	Affaires économiques	0,40	1,00	0,57	0,51	0,67	0,66	0,65	0,65	0,65	0,65
94	4.1.6	Santé...	5,16	6,00	10,80	3,52	12,79	12,64	12,49	12,34	12,34	12,34
95	7	Santé	5,16	6,00	10,80	3,52	12,79	12,64	12,49	12,34	12,34	12,34
96	4.1.7	Education	11,79	14,30	14,15	1,42	16,75	16,56	16,36	16,16	16,16	16,16
97	9	Enseignement	11,79	14,30	14,15	1,42	16,75	16,56	16,36	16,16	16,16	16,16

	A	B	K	L	M	N	O	R	U	X	AA	AB
98	4.1.8	Sports, Loisirs et Culture	0,77	0,85	0,43	0,03	0,51	0,50	0,50	0,49	0,49	0,49
99	8	Religions, culture, sports et loisirs	0,77	0,85	0,43	0,03	0,51	0,50	0,50	0,49	0,49	0,49
100	4.2	Amélioration des conditions sociales de la population :	3,66	4,21	5,72	2,12	5,15	5,08	5,01	5,93	5,93	5,93
101	4.2.1	Niveau de revenu et pouvoir d'achat	1,35	2,45	1,18	0,91	1,39	1,38	1,36	1,34	1,34	1,34
102	1	Administration Centrale Publique	1,35	2,45	1,17	0,91	1,39	1,37	1,36	1,34	1,34	1,34
103	4	Affaires économiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104	4.2.2	Protection sociale : réforme de la sécurité sociale et régime de retraités	0,66	0,73	0,65	0,39	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74
105	10	Protection sociale, affaires sociales	0,56	0,73	0,65	0,39	0,77	0,76	0,75	0,74	0,74	0,74
106	4.2.3	Réduction des inégalités et de la vulnérabilité	1,09	0,59	0,41	-0,06	0,49	0,48	0,48	0,47	0,47	0,47
107	10	Protection sociale, affaires sociales	1,09	0,59	0,41	-0,06	0,49	0,48	0,48	0,47	0,47	0,47
108	4.2.4	Dynamique communautaire	0,66	0,44	4,49	0,89	3,50	3,46	3,42	3,38	3,38	3,38
109	4	Affaires économiques	0,66	0,44	4,49	0,89	3,50	3,46	3,42	3,38	3,38	3,38
110	V	Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	0,78	0,59	0,64	0,13	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73	0,73
111	5.1	Assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail	0,24	0,15	0,30	0,18	0,35	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34
112	9	Enseignement	0,24	0,15	0,30	0,18	0,35	0,34	0,34	0,34	0,34	0,34
113	5.2	Initiation à la nouvelle citoyenneté	0,55	0,54	0,35	-0,05	0,41	0,41	0,40	0,40	0,40	0,40
114	8	Religions, culture, sports et loisirs	0,55	0,54	0,35	-0,05	0,41	0,41	0,40	0,40	0,40	0,40
115	VI	Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	1,98	1,44	0,84	0,17	1,00	1,02	1,04	1,06	1,06	1,06
116	6.1	Redéfinir une nouvelle politique étrangère qui réaffirme la place du Congo sur l'échiquier international	0,98	0,95	0,54	0,05	0,64	0,66	0,69	0,71	0,71	0,71
117	1	Administration Centrale Publique	0,98	0,95	0,54	0,05	0,64	0,66	0,69	0,71	0,71	0,71
118	6.2	Renforcer la coopération régionale et internationale	1,00	0,49	0,31	0,12	0,36	0,36	0,35	0,35	0,35	0,35
119	1	Administration Centrale Publique	1,00	0,49	0,31	0,12	0,36	0,36	0,35	0,35	0,35	0,35
120			100,00	100,00	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau de Passage 2.4 : DES PRIORITES DU PROGRAMME D'ACTIONS DU GOUVERNEMENT AUX MISSIONS DE L'ETAT (SOUS FONCTIONS BUDGETAIRES) Enveloppes par stratege										
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
Code	Axe et Actions	Moyenne Période	Historique 2010 - 2013	2 013	M	N	O	R	V	Y
					Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection
						Z 014		Z 015	Z 016	Z 017
1	Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	1 489 200 000 513	1 486 472 041 577	1 486 472 041 577	2 106 472 245 868	-44 622 274 900 300	2 013 250 070 765	2 035 233 995 600	2 301 613 313 408	2 699 491 881 595
1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	603 660 310 765	514 285 905 568	514 285 905 568	674 837 600 576 00	-25 949 187 900 00	648 888 412 676 00	648 888 412 676 00	744 505 003 606 09	832 099 357 934 51
1.1.1	Améliorer les procédures de prise des décisions publiques	599 110 149 153	512 880 805 504	512 880 805 504	658 150 821 576 00	-25 849 187 900 00	632 301 433 676 00	632 301 433 676 00	725 362 074 213 34	810 695 408 413 45
1	Administration Centrale Publique	599 110 149 153	512 880 805 504	512 880 805 504	658 150 821 576 00	-25 849 187 900 00	632 301 433 676 00	632 301 433 676 00	725 362 074 213 34	810 695 408 413 45
1.1.2	Organiser le recensement général de la population pour orienter les décisions	4 550 161 613	1 386 000 054	1 386 000 054	16 688 979 000 00	0,00	16 688 979 000 00	16 688 979 000 00	19 142 929 392 75	21 394 949 521 06
1	Administration Centrale Publique	4 550 161 613	1 386 000 054	1 386 000 054	16 688 979 000 00	0,00	16 688 979 000 00	16 688 979 000 00	19 142 929 392 75	21 394 949 521 06
1.2	Poursuivre le processus de décentralisation	240 663 812 141	258 180 928 491	258 180 928 491	352 794 672 165 00	-5 593 720 000 00	347 200 952 165 00	347 200 952 165 00	398 301 058 453 86	445 158 150 300 25
1	Administration Centrale Publique	240 663 812 141	258 180 928 491	258 180 928 491	352 794 672 165 00	-5 593 720 000 00	347 200 952 165 00	347 200 952 165 00	398 301 058 453 86	445 158 150 300 25
1.3	Réformer l'Administration Publique	38 948 752 913	21 485 059 417	21 485 059 417	134 848 317 000 00	0,00	134 848 317 000 00	134 848 317 000 00	157 715 813 135 86	178 019 523 962 56
1	Administration Centrale Publique	38 948 752 913	21 485 059 417	21 485 059 417	134 848 317 000 00	0,00	134 848 317 000 00	134 848 317 000 00	157 715 813 135 86	178 019 523 962 56
1.4	Réformer l'Armée, la Police et les services de sécurité	515 179 928 397	315 846 493 223	315 846 493 223	760 665 800 927 00	-4 621 922 000 00	756 043 878 927 00	717 945 032 329 07	839 554 300 670 25	958 674 000 275 05
1.4.1	Réformer l'Armée	315 846 493 223	327 612 182 213	327 612 182 213	426 146 343 260 00	-4 621 922 000 00	421 524 421 260 00	427 465 384 480 78	497 357 713 659 64	563 857 623 801 59
2	Défense	315 846 493 223	327 612 182 213	327 612 182 213	426 146 343 260 00	-4 621 922 000 00	421 524 421 260 00	427 465 384 480 78	497 357 713 659 64	563 857 623 801 59
1.4.2	Réformer la Police	121 670 945 969	131 999 348 927	131 999 348 927	165 849 400 000 00	-2 774 387 000 00	163 075 013 000 00	187 463 688 856 46	220 256 064 512 70	252 096 413 681 94
3	Ordre et sécurité publique	121 670 945 969	131 999 348 927	131 999 348 927	165 849 400 000 00	-2 774 387 000 00	163 075 013 000 00	187 463 688 856 46	220 256 064 512 70	252 096 413 681 94
1.4.3	Réformer les services de sécurité	77 659 490 005	74 294 912 449	74 294 912 449	148 670 057 667 00	-48 896 871 000 00	99 773 186 667 00	102 995 958 991 83	121 940 522 497 91	140 619 962 791 53
3	Ordre et sécurité publique	77 659 490 005	74 294 912 449	74 294 912 449	148 670 057 667 00	-48 896 871 000 00	99 773 186 667 00	102 995 958 991 83	121 940 522 497 91	140 619 962 791 53
1.5	Réformer le système judiciaire	49 423 498 045	55 834 287 370	55 834 287 370	112 213 815 000 00	0,00	112 213 815 000 00	119 464 308 369 90	145 564 095 542 45	172 439 249 534 17
3	Ordre et sécurité publique	49 423 498 045	55 834 287 370	55 834 287 370	112 213 815 000 00	0,00	112 213 815 000 00	119 464 308 369 90	145 564 095 542 45	172 439 249 534 17
1.6	Promouvoir les droits de l'homme	2 779 499 839	4 648 762 419	4 648 762 419	6 449 241 000 00	0,00	6 449 241 000 00	6 449 241 000 00	7 398 425 149 32	8 268 793 628 10
3	Ordre et sécurité publique	2 779 499 839	4 648 762 419	4 648 762 419	6 449 241 000 00	0,00	6 449 241 000 00	6 449 241 000 00	7 398 425 149 32	8 268 793 628 10
1.7	Lutter contre la corruption et l'impunité	31 957 204 021	12 871 957 757	12 871 957 757	48 325 706 000 00	0,00	48 325 706 000 00	48 325 706 000 00	55 438 169 953 52	61 960 049 235 97
3	Ordre et sécurité publique	31 957 204 021	12 871 957 757	12 871 957 757	48 325 706 000 00	0,00	48 325 706 000 00	48 325 706 000 00	55 438 169 953 52	61 960 049 235 97
1.8	Promouvoir le Genre et l'amélioration du statut de la femme et de l'enfant	7 290 029 490	5 260 838 015	5 260 838 015	18 337 293 000 00	-5 886 187 000 00	11 451 106 000 00	11 451 106 000 00	13 136 452 697 01	14 661 856 723 75
10	Protection sociale, affaires sociales	7 290 029 490	5 260 838 015	5 260 838 015	18 337 293 000 00	-5 886 187 000 00	11 451 106 000 00	11 451 106 000 00	13 136 452 697 01	14 661 856 723 75
1.9	Consolidation du cadre macroéconomique et accélération de la croissance et la création d'emplois	1 631 169 149 549	1 631 169 149 549	1 631 169 149 549	2 219 288 596 357	-347 541 238 131 460	1 269 746 907 226	1 317 246 673 911	1 670 439 273 423	1 823 102 840 314
2.0	Consolidation du cadre macroéconomique et accélération de la croissance et la création d'emplois	1 631 169 149 549	1 631 169 149 549	1 631 169 149 549	2 219 288 596 357	-347 541 238 131 460	1 269 746 907 226	1 317 246 673 911	1 670 439 273 423	1 823 102 840 314
1	Administration Centrale Publique	885 458 501 268	749 883 809 516	749 883 809 516	1 484 549 911 357 00	-815 570 877 131 00	668 979 034 226 00	668 979 034 226 00	767 437 797 903 30	857 721 021 157 42
1	Administration Centrale Publique	885 458 501 268	749 883 809 516	749 883 809 516	1 484 549 911 357 00	-815 570 877 131 00	668 979 034 226 00	668 979 034 226 00	767 437 797 903 30	857 721 021 157 42
2.1	Poursuites des réformes structurelles de l'économie	5 528 333 365	4 401 554 722	4 401 554 722	6 995 976 000 00	0,00	6 995 976 000 00	6 995 976 000 00	8 025 627 323 04	8 965 781 370 88
4	Affaires économiques	5 528 333 365	4 401 554 722	4 401 554 722	6 995 976 000 00	0,00	6 995 976 000 00	6 995 976 000 00	8 025 627 323 04	8 965 781 370 88
2.2	Developpement des industries de transformation et des industries	13 756 427 775	5 210 638 384	5 210 638 384	39 522 881 000 00	0,00	39 522 881 000 00	39 522 881 000 00	45 339 766 836 85	50 673 644 637 65

A	B	K	L	M	N	O	R	V	Y
42	4	13 756 427 715	5 210 638 384	39 522 881 000,00	0,00	39 522 881 000,00	39 522 881 000,00	45 339 765 836,65	50 673 644 637,65
43	2.3	5 355 479 468	5 120 132 378	15 076 709 000,00	0,00	15 076 709 000,00	15 076 709 000,00	17 295 663 634,62	19 330 366 988,46
44	4	5 355 479 468	5 120 132 378	15 076 709 000,00	0,00	15 076 709 000,00	15 076 709 000,00	17 295 663 634,62	19 330 366 988,46
45	2.4	1 555 549 948	2 517 541 471	2 989 977 000,00	0,00	2 989 977 000,00	2 989 977 000,00	3 430 034 795,21	3 833 552 315,50
46	4	1 555 549 948	2 517 541 471	2 989 977 000,00	0,00	2 989 977 000,00	2 989 977 000,00	3 430 034 795,21	3 833 552 315,50
47	2.5	11 568 154 625	8 190 455 891	31 288 126 000,00	0,00	31 288 126 000,00	31 288 126 000,00	35 893 038 928,70	40 115 582 118,16
48	4	11 568 154 625	8 190 455 891	31 288 126 000,00	0,00	31 288 126 000,00	31 288 126 000,00	35 893 038 928,70	40 115 582 118,16
49	2.6	239 828 712 108	166 739 849 924	633 864 486 000,00	-131 970 382 000,00	501 894 104 000,00	552 393 968 715,28	993 017 295 001,68	942 458 991 725,81
50	2.6.1	75 488 235 343	74 299 686 171	180 116 068 000,00	-131 970 382 000,00	48 145 686 000,00	48 145 686 000,00	55 231 655 032,56	61 729 239 404,38
51	4	75 488 235 343	74 299 686 171	180 116 068 000,00	-131 970 382 000,00	48 145 686 000,00	48 145 686 000,00	55 231 655 032,56	61 729 239 404,38
52	2620	18 993 973 107	12 393 840 011	47 621 369 000,00	0,00	47 621 369 000,00	47 621 369 000,00	54 630 170 287,45	61 056 994 551,19
53	4	18 993 973 107	12 393 840 011	47 621 369 000,00	0,00	47 621 369 000,00	47 621 369 000,00	54 630 170 287,45	61 056 994 551,19
54	2.6.3	9 374 761 720	42 133 766 321	15 469 647 000,00	0,00	15 469 647 000,00	15 469 647 000,00	17 746 433 326,95	19 834 166 308,57
55	4	9 374 761 720	42 133 766 321	15 469 647 000,00	0,00	15 469 647 000,00	15 469 647 000,00	17 746 433 326,95	19 834 166 308,57
56	2.6.4	41 287 319 565	32 167 851 992	95 933 038 000,00	0,00	95 933 038 000,00	95 933 038 000,00	110 052 237 308,27	122 999 046 466,82
57	4	41 287 319 565	32 167 851 992	95 933 038 000,00	0,00	95 933 038 000,00	95 933 038 000,00	110 052 237 308,27	122 999 046 466,82
58	2.6.5	34 808 894 726	27 224 434 202	70 508 156 000,00	0,00	70 508 156 000,00	71 068 020 715,28	82 046 016 344,77	92 370 337 065,36
59	4	7 672 654 276	18 739 027 752	6 575 238 000,00	0,00	6 575 238 000,00	7 075 102 715,28	8 703 601 570,56	10 399 744 694,45
60	5	27 136 150 451	8 485 406 450	63 932 918 000,00	0,00	63 932 918 000,00	63 932 918 000,00	73 342 414 774,21	81 970 592 350,91
61	2.6.6	59 973 627 854	7 491 271 227	224 216 208 000,00	0,00	224 216 208 000,00	274 216 208 000,00	373 310 782 701,68	484 469 207 939,50
62	4	59 973 627 854	7 491 271 227	224 216 208 000,00	0,00	224 216 208 000,00	274 216 208 000,00	373 310 782 701,68	484 469 207 939,50
63	II	309 328 943 087	241 683 144 477	461 415 617 114	-2 817 445 000,00	458 602 172 114	458 602 172 114	528 065 163 133	587 806 612 897
64	3.1	48 897 747 526	14 661 934 638	88 608 010 000,00	-2 817 445 000,00	85 790 565 000,00	85 790 565 000,00	98 417 018 843,88	109 995 033 106,84
65	4	48 897 747 526	14 661 934 638	88 608 010 000,00	-2 817 445 000,00	85 790 565 000,00	85 790 565 000,00	98 417 018 843,88	109 995 033 106,84
66	3.2	122 938 889 729	38 828 410 192	59 142 781 079,00	0,00	59 142 781 079,00	59 142 781 079,00	67 847 276 747,11	75 828 993 116,15
67	4	122 938 889 729	38 828 410 192	59 142 781 079,00	0,00	59 142 781 079,00	59 142 781 079,00	67 847 276 747,11	75 828 993 116,15
68	3.3	151 401 429 974	178 180 739 489	113 310 655 835,00	0,00	113 310 655 835,00	113 310 655 835,00	129 987 452 138,32	145 279 487 784,34
69	4	151 401 429 974	178 180 739 489	113 310 655 835,00	0,00	113 310 655 835,00	113 310 655 835,00	129 987 452 138,32	145 279 487 784,34
70	3.4	1 902 516 681	1 312 609 194	5 026 807 000,00	0,00	5 026 807 000,00	5 026 807 000,00	5 766 640 652,69	6 445 042 090,43
71	4	1 902 516 681	1 312 609 194	5 026 807 000,00	0,00	5 026 807 000,00	5 026 807 000,00	5 766 640 652,69	6 445 042 090,43
72	3.5	7 498 166 476	3 645 312 450	27 000 000 000,00	0,00	27 000 000 000,00	27 000 000 000,00	30 973 796 611,37	34 617 628 335,79
73	4	7 498 166 476	3 645 312 450	27 000 000 000,00	0,00	27 000 000 000,00	27 000 000 000,00	30 973 796 611,37	34 617 628 335,79
74	3.6	4 888 842 287	3 516 666 193	18 544 642 000,00	0,00	18 544 642 000,00	18 544 642 000,00	21 273 988 871,80	23 776 723 125,03
75	4	4 888 842 287	3 516 666 193	18 544 642 000,00	0,00	18 544 642 000,00	18 544 642 000,00	21 273 988 871,80	23 776 723 125,03

A	B	K	L	M	N	O	R	V	Y
76	Autres infrastructures de soutien à la croissance	60 591 790 085	0	147 075 150 200,00	0,00	147 075 150 200,00	147 075 150 200,00	168 721 325 514,15	168 570 106 927,76
77	Affaires économiques	60 591 790 085	0	147 075 150 200,00	0,00	147 075 150 200,00	147 075 150 200,00	168 721 325 514,15	168 570 106 927,76
78	Réformes institutionnelles du secteur	1 279 450 330	1 837 472 321	2 711 571 000,00	0,00	2 711 571 000,00	2 711 571 000,00	3 110 653 653,75	3 476 598 410,52
79	Réformes économiques	1 279 450 330	1 837 472 321	2 711 571 000,00	0,00	2 711 571 000,00	2 711 571 000,00	3 110 653 653,75	3 476 598 410,52
80	Améliorer la qualité de vie et les conditions sociales de la population	1 169 243 774 536	1 015 686 073 464	2 553 901 603 890	-114 007 793 000	2 439 893 810 890	2 439 893 810 890	2 739 832 878 346	3 128 194 133 654
81	Amélioration du cadre de vie	963 101 272 271	860 403 572 489	2 053 001 669 392,00	0,00	2 053 001 669 392,00	2 053 001 669 392,00	2 355 157 635 984,16	2 632 224 029 054,63
82	Eau potable	30 167 232 627	13 913 672 849	56 046 072 880,00	0,00	56 046 072 880,00	56 046 072 880,00	64 294 802 305,60	71 658 597 060,69
83	Logement et équipements collectifs	30 167 232 627	13 913 672 849	56 046 072 880,00	0,00	56 046 072 880,00	56 046 072 880,00	64 294 802 305,60	71 658 597 060,69
84	4.1.2 Electricité en milieu rural	7 637 084 903	6 236 059 870	29 198 429 000,00	0,00	29 198 429 000,00	29 198 429 000,00	33 495 785 230,28	37 436 309 744,82
85	6 Logement et équipements collectifs	7 637 084 903	6 236 059 870	29 198 429 000,00	0,00	29 198 429 000,00	29 198 429 000,00	33 495 785 230,28	37 436 309 744,82
86	4.1.3 Assainissement du milieu	8 688 670 326	6 444 986 628	8 061 611 000,00	0,00	8 061 611 000,00	8 061 611 000,00	9 248 099 980,52	10 336 068 643,91
87	5 Protection de l'environnement, de la faune et de la flore	7 723 758 690	6 444 986 628	8 061 611 000,00	0,00	8 061 611 000,00	8 061 611 000,00	9 248 099 980,52	10 336 068 643,91
88	6 Logement et équipements collectifs	865 111 637	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	4.1.4 Habitat-Urbanisme-Foncier	14 454 886 219	18 602 502 249	27 225 212 000,00	0,00	27 225 212 000,00	27 225 212 000,00	31 232 154 784,80	34 906 380 384,38
90	6 Logement et équipements collectifs	14 412 842 059	18 602 502 249	27 225 212 000,00	0,00	27 225 212 000,00	27 225 212 000,00	31 232 154 784,80	34 906 380 384,38
91	10 Protection sociale, affaires sociales	42 144 160	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	4.1.5 Transport en commun	20 210 089 349	36 805 387 153	42 163 567 000,00	0,00	42 163 567 000,00	42 163 567 000,00	48 369 101 802,52	54 059 358 952,44
93	4 Affaires économiques	20 210 089 349	36 805 387 153	42 163 567 000,00	0,00	42 163 567 000,00	42 163 567 000,00	48 369 101 802,52	54 059 358 952,44
94	4.1.6 Santé...	306 977 101 916	221 132 324 374	804 618 619 396,00	0,00	804 618 619 396,00	804 618 619 396,00	923 040 728 209,45	1 031 629 453 400,28
95	7 Santé	306 977 101 916	221 132 324 374	804 618 619 396,00	0,00	804 618 619 396,00	804 618 619 396,00	923 040 728 209,45	1 031 629 453 400,28
96	4.1.7 Education	546 760 017 261	526 859 010 089	1 053 774 838 716,00	0,00	1 053 774 838 716,00	1 053 774 838 716,00	1 208 866 945 502,66	1 351 080 952 453,50
97	9 Enseignement	546 760 017 261	526 859 010 089	1 053 774 838 716,00	0,00	1 053 774 838 716,00	1 053 774 838 716,00	1 208 866 945 502,66	1 351 080 952 453,50
98	4.1.8 Sports, Loisirs et Culture	28 265 892 769	31 309 579 477	31 913 120 000,00	0,00	31 913 120 000,00	31 913 120 000,00	36 610 018 078,31	40 916 908 414,61
99	8 Religions, culture, sports et loisirs	28 265 892 769	31 309 579 477	31 913 120 000,00	0,00	31 913 120 000,00	31 913 120 000,00	36 610 018 078,31	40 916 908 414,61
100	4.2 Amélioration des conditions sociales de la population :	205 142 449 267	155 092 550 395	500 900 023 888,00	-114 067 793 000,00	386 832 230 888,00	386 832 230 888,00	443 785 280 453,66	495 670 603 599,00
101	4.2.1 Niveau de revenu et pouvoir d'achat	55 769 948 628	90 280 149 914	87 668 262 000,00	0,00	87 668 262 000,00	87 668 262 000,00	100 571 070 980,02	112 402 482 991,03
102	1 Administration Centrale Publique	56 691 830 047	90 257 844 664	87 356 926 000,00	0,00	87 356 926 000,00	87 356 926 000,00	100 213 913 278,47	112 003 318 400,83
103	4 Affaires économiques	78 126 581	12 305 250	311 336 000,00	0,00	311 336 000,00	311 336 000,00	357 157 701,55	399 174 560,21
104	4.2.2 Protection sociale : réforme de la sécurité sociale et régime de retraite	25 638 940 091	26 834 489 920	48 223 053 000,00	-100 000 000,00	48 223 053 000,00	48 223 053 000,00	55 320 408 725,98	61 828 434 295,17
105	10 Protection sociale, affaires sociales	25 639 940 691	26 834 489 920	48 223 053 000,00	-100 000 000,00	48 223 053 000,00	48 223 053 000,00	55 320 408 725,98	61 828 434 295,17
106	4.2.3 Réduction des inégalités et de la vulnérabilité	37 227 349 283	21 624 215 593	30 672 579 000,00	0,00	30 672 579 000,00	30 672 579 000,00	35 188 897 166,38	39 326 368 145,23
107	10 Protection sociale, affaires sociales	37 227 349 283	21 624 215 593	30 672 579 000,00	0,00	30 672 579 000,00	30 672 579 000,00	35 188 897 166,38	39 326 368 145,23
108	4.2.4 Dynamique communautaire	85 505 200 665	16 353 695 666	334 236 129 888,00	-113 967 793 000,00	220 268 336 888,00	220 268 336 888,00	252 686 913 561,27	282 413 508 167,57
109	4 Affaires économiques	85 505 200 665	16 353 695 666	334 236 129 888,00	-113 967 793 000,00	220 268 336 888,00	220 268 336 888,00	252 686 913 561,27	282 413 508 167,57

A	B	K	L	M	N	O	R	V	Y
110	Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	31 769 687 744	25 577 822 117	48 033 322 900	-150 000 000	47 883 322 900	27 853 322 900	59 830 877 847	0 1 392 862 530
111	5.1 Assurer une adéquation entre la formation et le monde du travail	11 113 367 674	5 593 315 746	22 084 262 900,00	-150 000 000,00	21 934 262 900,00	21 934 262 900,00	25 162 496 217,96	28 122 672 625,59
112	9 Enseignement	11 113 367 674	5 593 315 746	22 084 262 900,00	-150 000 000,00	21 934 262 900,00	21 934 262 900,00	25 162 496 217,96	28 122 672 625,59
113	5.2 Initiation à la nouvelle citoyenneté	20 665 941 071	19 983 946 371	25 949 060 000,00	0,00	25 949 060 000,00	25 949 060 000,00	29 768 181 729,49	33 270 182 027,49
114	8 Religions, culture, sports et loisirs	20 665 941 071	19 983 946 371	25 949 060 000,00	0,00	25 949 060 000,00	25 949 060 000,00	29 768 181 729,49	33 270 182 027,49
115	VI Renforcer le administratif et la coopération au développement	69 242 147 332	53 002 010 964	62 890 300 000	0	62 890 300 000	64 878 300 000	76 795 776 919	88 472 891 000
116	5.1 Redéfinir une nouvelle politique étrangère qui réaffirme la place du Congo sur l'échiquier international	35 960 965 754	35 058 108 766	40 107 890 000,00	0,00	40 107 890 000,00	42 097 890 000,00	50 631 454 480,17	59 264 061 950,31
117	1 Administration Centrale Publique	35 960 965 754	35 058 108 766	40 107 890 000,00	0,00	40 107 890 000,00	42 097 890 000,00	50 631 454 480,17	59 264 061 950,31
118	6.2 Renforcer la coopération régionale et internationale	33 281 181 629	17 943 902 217	22 761 410 000,00	0,00	22 761 410 000,00	22 761 410 000,00	26 134 324 439,27	29 208 829 049,80
119	1 Administration Centrale Publique	33 281 181 629	17 943 902 217	22 761 410 000,00	0,00	22 761 410 000,00	22 761 410 000,00	26 134 324 439,27	29 208 829 049,80
120									
- 1 169 188 772 031									

Tableau de Passage 2.5 : DES MISSIONS DE L'ETAT AUX SERVICES DE MISE EN ŒUVRE (CHAPITRE BUDGETAIRE)/Parts relatives et cibles par mission

Code	Axe et Actions	Historique		Projection							Cible du Programme
		2010 - 2013		2014			2015	2016	2017	2018	
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection	Projection	
1	Administration Centrale Publique	47,25	45,80	37,55	-6,37	31,19	30,69	30,38	30,07	30,07	30,07
9	CHARGES COMMUNES ...	0,24	0,00	0,03	0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	4,73	5,19	1,18	0,22	1,40	1,38	1,37	1,35	1,35	1,35
11	PRIMATURE ou ANCIENNE V P	1,13	1,51	0,37	0,05	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41	0,41
12	SERVICE NATIONAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	PREMIERE VICE PRIMATURE ou	0,02	0,05	0,03	0,01	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
14	DEUXIEME VICE PRIMATURE ou	0,03	0,03	0,03	0,01	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
15	CHANCELLERIE DES ORDRES	0,05	0,10	0,03	0,00	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
16	TROISIEME VICE PRIMATURE ou	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	ASSEMBLÉE NATIONALE	3,39	3,55	2,26	0,32	2,58	2,55	2,52	2,49	2,49	2,49
19	SÉNAT	1,38	1,35	0,69	0,06	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73	0,73
21	SECRETARIAT DU	0,74	0,81	0,36	0,07	0,42	0,42	0,41	0,41	0,41	0,41
22	AFFAIRES ÉTRANGERES	0,98	0,95	0,54	0,10	0,63	0,66	0,68	0,71	0,71	0,71
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE	0,54	0,31	0,26	0,05	0,31	0,30	0,30	0,30	0,30	0,30
24	DÉCENTRALISATION ET	0,03	0,02	0,14	-0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
29	ÉCONOMIE NATIONALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	FINANCES	19,27	21,05	19,07	-8,08	11,00	10,80	10,61	10,41	10,41	10,41

Code	Axe et Actions	Historique		Projection					Cible du Programme		
		2010 - 2013		2014			2015	2016		2017	2018
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection		Projection	Projection
31	BUDGET	2,84	1,59	1,93	-0,84	1,09	1,08	1,07	1,06	1,06	1,06
32	PLAN	1,47	0,38	0,61	-0,08	0,53	0,53	0,52	0,51	0,51	0,51
36	RELATIONS AVEC LE	0,02	0,02	0,03	0,00	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
61	FONCTION PUBLIQUE	0,42	0,59	1,79	0,33	2,12	2,12	2,11	2,11	2,11	2,11
64	AFFAIRES SOCIALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	ADMINISTRATION DE	0,02	0,03	0,05	0,01	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
67	ADMINISTRATION DU SENAT	0,02	0,02	0,03	0,01	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
69	COOPERATION RÉGIONALE	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
74	PORTEFEUILLE	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	COUR DES COMPTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	COMMISSION ELECTORALE	3,27	0,90	3,30	0,58	3,88	3,84	3,80	3,77	3,77	3,77
80	CONSEIL SUPERIEUR DE	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
82	FRANCOPHONIE	0,44	0,16	0,03	0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
83	DELEGATION A LA MONUSCO	0,01	0,01	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
87	INSPECTION GENERALE DES	0,04	0,17	0,14	0,02	0,17	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16
88	PROVINCES (40%)	5,68	6,99	4,60	0,85	5,45	5,38	5,32	5,26	5,26	5,26
93	OPPOSITION POLITIQUE	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
94	COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	AGENCE NATIONALE POUR LA	0,00	0,01	0,02	0,00	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
97	DÉPENSES SUR RESSOURCES	0,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Défense	8,05	8,89	5,72	0,98	6,70	6,72	6,73	6,75	6,75	6,75
27	DÉFENSE NATIONALE	8,05	8,89	5,72	0,98	6,70	6,72	6,73	6,75	6,75	6,75
28	ANCIENS COMBATTANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	BASE LOGISTIQUE CENTRALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Code	Axe et Actions	Historique		Projection							Cible du Programme
		2010 - 2013		2014		2015	2016	2017	2018		
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection	Projection	
3	Ordre et sécurité publique	6,46	7,59	6,73	0,42	7,15	7,30	7,45	7,60	7,60	7,60
9	CHARGES COMMUNES	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	POUVOIR JUDICIAIRE	1,18	1,52	1,69	0,31	2,00	1,80	1,60	1,40	1,40	1,40
24	DÉCENTRALISATION ET	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	1,18	1,40	1,57	-0,49	1,08	1,07	1,05	1,04	1,04	1,04
27	DÉFENSE NATIONALE	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	FINANCES	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34	JUSTICE	0,36	0,41	0,49	0,09	0,58	0,86	1,14	1,43	1,43	1,43
35	REFORMES INSTITUTIONNELLES	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
76	COUR DES COMPTES	0,05	0,07	0,06	0,01	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
84	POLICE NATIONALE	2,67	3,15	2,11	0,34	2,45	2,49	2,53	2,57	2,57	2,57
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE	0,25	0,36	0,34	0,06	0,40	0,42	0,43	0,45	0,45	0,45
86	AGENCE NATIONALE DES	0,44	0,62	0,43	0,08	0,51	0,53	0,56	0,58	0,58	0,58
87	INSPECTION GÉNÉRALE DES	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92	INSPECTION GÉNÉRALE D'AUDIT	0,05	0,07	0,05	0,01	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05
4	Affaires économiques	16,13	12,97	20,19	-0,25	19,94	20,52	21,07	21,63	21,63	21,63
9	CHARGES COMMUNES	0,51	0,68	0,30	0,05	0,35	0,35	0,34	0,34	0,34	0,34
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	0,30	0,52	0,08	0,01	0,10	0,10	0,09	0,09	0,09	0,09
12	SERVICE NATIONAL	0,07	0,07	0,10	0,02	0,12	0,12	0,11	0,11	0,11	0,11
27	DÉFENSE NATIONALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	ÉCONOMIE NATIONALE	0,08	0,12	0,09	0,02	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
30	FINANCES	0,03	0,05	0,08	0,01	0,09	0,14	0,18	0,22	0,22	0,22
33	RECONSTRUCTION	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

Code	Axe et Actions	Historique		Projection						Cible du Programme		
		2010 - 2013		2014			2015	2016	2017		2018	
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection		Projection	
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0,04	0,08	0,05	0,01	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX	5,14	1,47	1,96	0,32	2,27	0,00	2,25	2,22	2,19	2,19	2,19
43	URBANISME ET HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
44	AGRICULTURE, ELEVAGE ET	1,24	1,87	2,90	-1,56	1,34	1,32	1,32	1,31	1,29	1,29	1,29
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	0,54	0,25	2,58	-1,34	1,24	1,22	1,22	1,21	1,20	1,20	1,20
46	INDUSTRIE	0,08	0,09	0,51	0,09	0,59	0,09	0,59	0,58	0,57	0,57	0,57
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	0,08	0,05	0,07	0,01	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
48	MINES	0,41	0,34	0,64	0,12	0,76	0,76	0,75	0,74	0,73	0,73	0,73
49	HYDROCARBURES	0,04	0,04	0,08	0,01	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES &	1,59	0,16	4,96	0,91	5,88	6,60	6,60	7,31	8,03	8,03	8,03
51	TRANSPORTS ET VOIES DE	1,03	1,67	1,31	0,24	1,56	1,54	1,54	1,52	1,50	1,50	1,50
52	POSTES, TELECOMM. ET	0,22	0,34	1,03	0,19	1,22	1,21	1,21	1,19	1,18	1,18	1,18
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	0,07	0,06	0,03	0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
56	ENVIRONNEMENT ET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
57	TOURISME	0,13	0,13	0,09	0,02	0,11	0,12	0,12	0,12	0,13	0,13	0,13
62	EMPLOI ET TRAVAIL	0,11	0,21	0,19	0,04	0,23	0,23	0,23	0,22	0,22	0,22	0,22
63	PRÉVOYANCE SOCIALE /	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	PORTEFEUILLE	0,04	0,08	0,20	0,04	0,24	0,24	0,24	0,24	0,23	0,23	0,23
84	POLICE NATIONALE	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
88	PROVINCES (40%)	4,30	4,62	2,81	0,52	3,32	3,24	3,24	3,16	3,08	3,08	3,08
90	PETITES ET MOYENNES	0,05	0,06	0,08	0,01	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
96	INSPECTION GENERALE DU	0,00	0,00	0,04	0,01	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
5	Protection de l'environnement, de la	0,68	0,41	0,97	0,18	1,14	1,13	1,12	1,10	1,10	1,10	1,10

Code	Axe et Actions	Historique		Projection							Cible du Programme	
		2010 - 2013		2014			2015	2016	2017	2018		
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Références	Projection	Projection	Projection	Projection		
32	PLAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX	0,15	0,16	0,09	0,02	0,11	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
56	ENVIRONNEMENT ET	0,53	0,24	0,88	0,16	1,04	1,03	1,01	1,00	1,00	1,00	1,00
6	Logement et équipements collectifs	1,15	1,03	1,51	0,28	1,79	1,77	1,75	1,73	1,73	1,73	1,73
9	CHARGES COMMUNES	0,34	0,66	1,19	0,22	1,41	1,39	1,38	1,36	1,36	1,36	1,36
27	DÉFENSE NATIONALE	0,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
43	URBANISME ET HABITAT	0,05	0,05	0,15	0,03	0,18	0,18	0,18	0,17	0,17	0,17	0,17
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES &	0,61	0,20	0,08	0,01	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
55	AFFAIRES FONCIERES	0,08	0,11	0,09	0,02	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10
7	Santé	5,16	6,00	10,80	1,99	12,79	12,64	12,49	12,34	12,34	12,34	12,34
9	CHARGES COMMUNES	0,29	0,21	0,07	0,01	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
27	DÉFENSE NATIONALE	0,02	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
37	SANTE PUBLIQUE	4,60	5,47	6,87	1,27	8,14	8,05	7,95	7,86	7,86	7,86	7,86
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET	0,03	0,04	0,02	0,00	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0,05	0,09	0,05	0,01	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
60	SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64	AFFAIRES SOCIALES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
84	POLICE NATIONALE	0,14	0,16	0,09	0,02	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
88	PROVINCES (40%)	0,02	0,01	3,69	0,68	4,37	4,31	4,26	4,21	4,21	4,21	4,21
8	Religions, culture, sports et loisirs	1,32	1,39	0,78	0,14	0,92	0,91	0,90	0,89	0,89	0,89	0,89
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	0,05	0,05	0,04	0,01	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05

Code	Axe et Actions	Historique		Projection						Cible du Programme		
		2010 - 2013		2014			2015	2016	2017		2018	
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection		Projection	
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	0,44	0,40	0,22	0,04	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26	0,26
58	CULTURE ET ARTS	0,14	0,18	0,14	0,03	0,17	0,17	0,17	0,17	0,16	0,16	0,16
59	JEUNESSE	0,09	0,11	0,07	0,01	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
60	SPORTS ET LOISIRS	0,54	0,56	0,22	0,04	0,26	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
80	CONSEIL SUPERIEUR DE	0,05	0,09	0,08	0,01	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
9.	Enseignement	12,03	14,46	14,44	2,66	17,10	16,90	16,70	16,50	16,50	16,50	16,50
20	POUVOIR JUDICIAIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	FINANCES	0,03	0,04	0,04	0,01	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
32	PLAN	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
34	JUSTICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
37	SANTÉ PUBLIQUE	0,01	0,02	0,05	0,01	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,	8,38	10,19	7,78	1,43	9,21	9,16	9,11	9,05	9,05	9,05	9,05
39	COMMISSION NATIONALE POUR	0,01	0,01	0,06	0,01	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET	3,07	3,66	2,39	0,44	2,83	2,80	2,77	2,73	2,73	2,73	2,73
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0,39	0,39	0,35	0,07	0,42	0,41	0,41	0,40	0,40	0,40	0,40
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX	0,01	0,01	0,02	0,00	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
55	AFFAIRES FONCIÈRES	0,00	0,00	0,01	0,00	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
56	ENVIRONNEMENT ET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
59	JEUNESSE	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60	SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	FONCTION PUBLIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62	EMPLOI ET TRAVAIL	0,01	0,02	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

Code	Axe et Actions	Historique		Projection						Cible du Programme	
		2010 - 2013		2014		2015	2016	2017	2018		
		Moyenne Période	2013	Voté	Mesures Temporaires	Référence	Projection	Projection	Projection		Projection
64	AFFAIRES SOCIALES	0,03	0,03	0,02	0,00	0,02	-0,03	-0,09	-0,14	-0,14	-0,14
88	PROVINCES (40%)	0,00	0,01	3,62	0,67	4,29	4,23	4,18	4,13	4,13	4,13
91	INSPECTION GENERALE DE	0,06	0,06	0,06	0,01	0,08	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
10	Protection sociale, affaires sociales	1,78	1,46	1,31	-0,04	1,27	1,42	1,40	1,39	1,39	1,39
9	CHARGES COMMUNES	0,02	0,03	0,02	0,00	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	0,02	0,03	0,02	0,00	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	ANCIENS COMBATTANTS	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
54	DROITS HUMAINS	0,03	0,02	0,02	0,00	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
55	AFFAIRES FONCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61	FONCTION PUBLIQUE	0,18	0,16	0,12	0,02	0,15	0,14	0,14	0,14	0,14	0,14
62	EMPLOI ET TRAVAIL	0,03	0,01	0,01	-0,04	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0,04	0,04	0,06	0,01	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
64	AFFAIRES SOCIALES	0,74	0,97	0,65	0,12	0,77	0,82	0,86	0,91	0,91	0,91
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	0,11	0,11	0,22	-0,07	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET	0,59	0,08	0,16	-0,10	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
	TOTAL	100,00	100,00	100,00	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Tableau de Passage 2.6 : DES MISSIONS DE L'ETAT AUX SERVICES DE MISE EN ŒUVRE (CHAPITRE BUDGETAIRE)/Enveloppes par mission et administration

Code	Axe et Actions	Historique		Projection					
		2010 - 2013		2 014	2 015		2 016	2 017	
		Moyenne Période	2 013	Référence	Tendanciel	Mesures Nouvelles	Projection	Projection	Projection
1	Administration Centrale Publique	1 671 432 970 652,66	1 687 105 458 640,76	1 961 606 783 081,00	0,00	0,00	1 961 206 202 304,17	2 249 381 355 915,71	2 313 465 262 755,58
9	CHARGES COMMUNES	8 076 869 492,83	0,00	2 584 490 000,00	0,00	0,00	2 586 460 523,04	2 969 444 526,37	3 321 427 111,32
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	167 978 562 475,21	191 327 175 376,30	88 006 712 000,00	0,00	0,00	88 008 333 842,69	100 963 099 011,66	112 842 821 235,18
11	PRIMATURE ou ANCIENNE V P	40 204 974 028,98	55 646 763 665,96	26 540 019 000,00	0,00	0,00	26 540 456 418,40	30 447 132 329,14	34 029 594 255,35
12	SERVICE NATIONAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 760,97	280 394,79	475 783,47
13	PREMIERE VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	845 571 735,14	1 940 127 619,00	2 147 288 000,00	0,00	0,00	2 147 323 390,45	2 463 402 979,66	2 753 251 208,65
14	DEUXIEME VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	1 161 050 332,81	965 167 594,00	2 147 288 000,00	0,00	0,00	2 147 323 390,45	2 463 402 979,66	2 753 251 208,65
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	1 656 652 811,07	3 819 453 793,00	1 720 507 000,00	0,00	0,00	1 720 535 356,48	1 973 793 021,86	2 206 032 901,62
16	TROISIEME VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	339 893 067,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	ASSEMBLÉE NATIONALE	120 329 549 971,61	130 671 408 758,29	162 295 711 000,00	0,00	0,00	162 298 385 871,13	186 188 223 500,09	208 095 449 920,87
19	SÉNAT	48 960 003 400,28	49 735 455 816,05	47 694 673 000,00	0,00	0,00	47 695 459 078,10	54 716 088 192,17	61 154 077 181,77
21	SECRETARIAT DU GOUVERNEMENT	26 457 918 618,20	29 857 306 091,99	26 452 905 000,00	0,00	0,00	26 453 340 982,64	30 347 193 761,43	33 917 896 743,98
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	34 918 140 067,51	35 033 730 267,77	39 880 522 000,00	0,00	0,00	41 870 522 000,00	50 370 622 991,73	58 972 545 619,96
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE	19 428 065 876,96	11 255 956 888,33	19 328 609 000,00	0,00	0,00	19 328 927 563,80	22 174 087 967,35	24 763 129 273,20
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIÈRES	930 677 125,41	693 587 579,00	4 608 278 000,00	0,00	0,00	4 608 355 703,15	5 286 693 955,95	5 908 737 810,27
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	69 309 629,43	90 233 806,00	350 000 000,00	0,00	0,00	350 005 768,51	401 525 572,20	448 769 761,22
29	ÉCONOMIE NATIONALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	109 196,15	253 542,46	430 219,51
30	FINANCES	683 345 092 676,42	775 303 402 170,51	691 582 903 000,00	0,00	0,00	687 446 417 634,61	783 763 948 987,57	870 404 970 934,28
31	BUDGET	99 426 836 332,58	58 524 605 947,85	68 862 256 240,00	0,00	0,00	68 863 391 190,89	78 999 876 685,18	88 295 137 970,89
32	PLAN	50 100 357 682,39	13 925 695 616,44	33 413 527 500,00	0,00	0,00	33 414 089 752,19	38 332 557 524,53	42 842 847 663,61
36	RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	673 212 872,00	656 861 957,00	1 866 287 000,00	0,00	0,00	1 866 317 759,14	2 141 034 158,76	2 392 951 918,16
61	FONCTION PUBLIQUE	14 994 783 021,25	21 568 743 937,31	133 427 049 000,00	0,00	0,00	134 728 069 060,24	156 085 366 248,37	176 197 267 392,58
64	AFFAIRES SOCIALES	16 250 000,00	65 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

66	ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	616 746 803,22	1 038 067 509,37	3 381 330 000,00	0,00	0,00	3 381 385 729,27	3 879 115 608,71	4 335 539 019,15
67	ADMINISTRATION DU SENAT	671 101 997,75	751 116 870,00	2 108 628 000,00	0,00	0,00	2 108 662 763,28	2 419 051 612,17	2 703 681 383,03
69	COOPERATION REGIONALE	175 799 972,70	354 804 903,00	819 400 000,00	0,00	0,00	819 413 504,91	940 028 725,32	1 050 634 120,98
74	PORTEFEUILLE	3 400 197 014,34	0,00	0,00	0,00	0,00	249 531,92	579 387,97	983 125,33
76	COUR DES COMPTES	60 233,25	240 833,00	0,00	0,00	0,00	71 874,37	166 885,04	283 176,24
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	114 003 538 021,13	33 199 355 621,40	244 149 561 176,00	0,00	0,00	244 583 450 139,85	281 090 366 828,03	314 742 016 500,65
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (CSAC)	639 207 146,03	99 983 049,00	0,00	0,00	0,00	98 218,34	228 053,09	386 968,28
82	FRANCOPHONIE	18 029 970 016,49	6 075 846 980,75	2 498 075 000,00	0,00	0,00	2 498 116 171,94	2 865 831 410,79	3 203 030 060,73
83	DELEGATION A LA MONUSCO	257 462 164,84	197 987 414,60	362 694 000,00	0,00	0,00	362 699 977,73	416 088 331,10	465 045 999,36
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	1 584 661 515,36	6 258 646 061,45	10 419 534 000,00	0,00	0,00	10 419 534 000,00	11 953 056 551,90	13 359 242 794,21
88	PROVINCES (40%)	202 313 162 708,36	257 487 340 912,04	342 592 574 165,00	0,00	0,00	342 592 574 165,00	393 014 544 916,80	439 249 718 630,92
93	OPPOSITION POLITIQUE	63 413 910,00	253 655 640,00	531 500 000,00	0,00	0,00	531 508 759,90	609 745 261,79	681 488 937,39
94	COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU CINQUANTEAIRE	2 845 692 387,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
95	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	172 301 697,13	307 735 651,35	1 834 462 000,00	0,00	0,00	1 834 462 234,62	2 104 524 012,09	2 352 145 924,87
97	DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES DES PROVINCES	8 765 883 846,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Défenses	285 421 392 689,53	327 612 182 212,96	421 524 421 260,00	0,00	0,00	427 485 384 480,78	487 357 713 658,64	563 657 623 801,59
27	DÉFENSE NATIONALE	285 421 392 689,53	327 612 182 212,96	421 524 421 260,00	0,00	0,00	427 485 384 480,78	487 357 713 658,64	563 657 623 801,59
28	ANCIENS COMBATTANTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
89	BASE LOGISTIQUE CENTRALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Ordre et sécurité publique	229 607 640 847,28	279 847 268 831,27	449 836 901 687,00	0,00	0,00	464 718 303 216,19	530 537 777 652,80	615 384 468 872,70
9	CHARGES COMMUNES	2 811 820 255,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	2 248 783 341,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	POUVOIR JUDICIAIRE	42 010 827 019,54	55 834 287 369,76	126 016 752 000,00	0,00	0,00	114 755 520 940,73	118 416 158 407,49	117 202 534 387,64
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIÈRES	621 398 454,41	0,00	106 300 000,00	0,00	0,00	106 300 000,00	121 944 964,44	136 290 884,89
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	41 751 789 459,24	51 556 414 273,41	67 817 743 000,00	0,00	0,00	67 818 660 735,78	77 601 594 467,00	86 955 863 807,16
27	DÉFENSE NATIONALE	293 177 801,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	FINANCES	439 636 789,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
34	JUSTICE	12 803 973 306,94	15 044 246 710,53	36 230 010 000,00	0,00	0,00	54 743 811 369,90	84 549 438 257,72	119 393 859 661,35

35	REFORMES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION	70 490 144,00	73 725 312,00	381 079 000,00	0,00	0,00	381 065 280,74	437 179 895,80	488 619 233,82
76	COUR DES COMPTES	1 701 686 645,02	2 400 748 163,00	4 360 921 000,00	0,00	0,00	4 360 921 000,00	5 002 751 114,53	5 591 286 754,80
84	POLICE NATIONALE	94 985 489 525,29	116 107 049 929,54	154 120 948 000,00	0,00	0,00	158 463 065 648,86	186 886 066 753,78	214 711 180 207,62
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	9 017 297 664,44	13 321 028 370,00	25 397 910 000,00	0,00	0,00	26 820 682 394,83	31 975 069 002,16	37 381 107 682,64
86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	15 613 087 468,34	22 738 488 176,03	31 849 143 667,00	0,00	0,00	33 849 143 667,00	41 180 424 243,08	48 714 638 087,60
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	3 514 617 742,01	0,00	0,00	0,00	0,00	63 296 569,71	146 972 897,87	249 388 640,31
92	INSPECTION GENERALE D'AUDIT DE LA POLICE NATIONALE	1 623 545 251,18	2 571 271 527,00	3 556 155 000,00	0,00	0,00	3 556 213 610,65	4 079 877 632,03	4 559 669 514,88
4	Affaires économiques	567 879 614 517,53	477 540 298 167,56	1 254 423 057 998,00	0,00	0,00	1 305 163 337 968,74	1 598 873 843 217,81	1 918 273 081 405,59
9	CHARGES COMMUNES	18 134 578 730,45	25 038 942 831,66	21 988 547 000,00	0,00	0,00	21 988 547 000,00	25 224 769 724,36	28 192 272 136,64
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	10 746 167 633,20	19 061 009 721,04	6 049 542 000,00	0,00	0,00	6 049 542 000,00	6 939 899 386,89	7 756 325 798,43
12	SERVICE NATIONAL	2 599 612 716,75	2 427 820 418,00	7 327 077 000,00	0,00	0,00	7 327 077 000,00	8 405 458 990,88	9 394 297 347,17
27	DÉFENSE NATIONALE	105 937 652,50	40 890 584,00	40 891 000,00	0,00	0,00	40 891 000,00	46 909 241,38	52 427 757,05
29	ÉCONOMIE NATIONALE	2 742 348 784,03	4 264 805 008,61	6 625 391 000,00	0,00	0,00	6 625 391 000,00	7 600 500 492,77	8 494 641 600,63
30	FINANCES	1 150 306 852,96	2 002 775 635,82	5 882 091 000,00	0,00	0,00	8 641 169 895,19	13 154 106 401,60	18 412 065 269,44
33	RECONSTRUCTION	157 609 781,25	174 118 449,00	472 697 000,00	0,00	0,00	472 704 790,74	542 285 524,01	606 091 770,91
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 617 584 491,69	2 766 428 470,81	3 442 483 000,00	0,00	0,00	3 442 483 000,00	3 949 139 565,93	4 413 725 816,52
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	175 894 599 222,07	54 154 267 942,36	142 970 791 079,00	0,00	0,00	142 970 791 079,00	164 012 896 453,63	183 307 766 979,34
43	URBANISME ET HABITAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 187,19	432 307,89	733 554,81
44	AGRICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE	44 239 304 142,08	68 911 430 276,54	84 180 842 000,00	0,00	0,00	84 182 229 423,63	96 573 602 149,73	107 836 618 181,53
45	DÉVELOPPEMENT RURAL	18 941 363 669,51	9 168 678 520,00	77 934 061 000,00	0,00	0,00	77 835 345 467,52	89 407 195 534,19	99 526 999 845,09
46	INDUSTRIE	2 736 414 656,35	3 157 479 940,00	37 355 588 000,00	0,00	0,00	37 356 203 674,83	42 854 925 276,01	47 897 309 448,42
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	2 770 506 144,63	1 922 875 247,00	5 166 738 000,00	0,00	0,00	5 166 823 155,41	5 927 364 091,04	6 624 787 938,69
48	MINES	14 656 942 309,37	12 393 840 010,80	47 621 369 000,00	0,00	0,00	47 622 153 869,94	54 631 892 676,33	61 060 086 842,98
49	HYDROCARBURES	1 230 919 108,12	1 461 751 967,00	5 579 211 000,00	0,00	0,00	5 679 304 601,72	6 515 281 275,50	7 281 880 468,66
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ÉLECTRICITÉ (ÉNERGIE)	56 937 065 123,87	6 056 428 597,18	389 783 117 200,00	0,00	0,00	419 783 117 200,00	540 301 887 846,39	671 105 547 223,60
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	36 944 448 026,35	61 636 075 732,35	97 839 770 000,00	0,00	0,00	97 841 382 542,78	112 243 341 809,31	125 450 086 344,57
52	POSTES, TELECOMM. ET NVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	7 969 118 443,05	12 687 268 763,10	76 890 814 000,00	0,00	0,00	76 882 081 273,28	88 210 365 966,70	98 589 349 263,42

53	COMMUNICATION ET MEDIAS	2 428 538 110,79	2 230 962 534,33	2 539 112 000,00	0,00	0,00	0,00	2 539 427 841,64	2 913 545 895,46	3 256 727 174,50
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
57	TOURISME	4 467 602 132,97	4 794 119 984,22	7 028 722 000,00	0,00	0,00	0,00	7 528 586 715,28	9 223 828 281,02	10 981 172 122,90
62	EMPLOI ET TRAVAIL	4 124 648 506,04	7 637 673 848,94	14 440 653 000,00	0,00	0,00	0,00	14 440 869 705,77	16 566 497 574,79	18 515 711 515,77
63	PREVOYANCE SOCIALE / ADMINISTRATION	0,00	0,00	214 033 000,00	0,00	0,00	0,00	214 124 830,67	245 747 096,01	274 780 869,99
74	PORTEFEUILLE	1 463 593 762,24	3 105 286 574,00	15 140 154 000,00	0,00	0,00	0,00	15 140 154 000,00	17 368 446 320,77	19 411 712 004,38
84	POLICE NATIONALE	326 885 622,75	149 960 516,00	45 961 000,00	0,00	0,00	0,00	45 961 000,00	52 725 432,08	56 928 178,37
88	PROVINCES (40%)	153 214 937 254,70	170 242 248 770,80	209 055 807 723,00	0,00	0,00	0,00	206 435 072 089,20	233 739 066 746,82	257 712 260 419,15
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PMIE)	1 758 581 637,83	2 053 158 444,00	5 395 594 986,00	0,00	0,00	0,00	5 495 662 438,33	6 422 052 525,39	7 312 131 396,16
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	0,00	0,00	3 312 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 312 054 586,61	3 799 579 128,94	4 246 644 140,45
5	Protection de l'environnement, de la faune et de la flore	23 767 426 030,36	14 930 333 077,62	71 994 526 000,00	0,00	0,00	0,00	71 994 526 000,00	82 590 514 754,73	82 590 514 754,73
32	PLAN	138 573 987,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	5 259 397 404,79	5 921 202 326,00	6 727 394 000,00	0,00	0,00	0,00	6 727 394 000,00	7 717 516 054,84	8 625 423 154,06
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	18 389 456 638,58	9 009 190 751,92	65 267 135 000,00	0,00	0,00	0,00	65 267 135 000,00	74 872 998 699,89	83 681 237 850,73
6	Logement et Equipements collectifs	41 003 701 860,53	37 652 234 767,83	112 488 713 890,00	0,00	0,00	0,00	112 488 713 890,00	129 022 742 320,69	144 201 207 199,89
9	CHARGES COMMUNES	12 072 375 880,69	24 360 876 559,28	88 588 913 000,00	0,00	0,00	0,00	88 588 913 000,00	101 627 221 232,77	113 582 891 292,70
27	DEFENSE NATIONALE	2 853 888 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
43	URBANISME ET HABITAT	1 803 429 138,80	1 925 659 320,30	11 296 762 000,00	0,00	0,00	0,00	11 296 762 000,00	12 959 392 909,45	14 483 966 974,57
45	DEVELOPPEMENT RURAL	4 492 783,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ENERGIE)	21 513 439 812,45	7 376 779 683,08	5 776 586 880,00	0,00	0,00	0,00	5 776 586 880,00	6 626 771 375,15	7 406 360 654,11
55	AFFAIRES FONCIERES	2 846 165 605,10	4 188 917 205,17	6 807 452 000,00	0,00	0,00	0,00	6 807 452 000,00	7 809 356 803,32	8 726 068 268,50
7	Santé	102 606 972 546,01	221 132 324 374,22	904 518 819 306,00	0,00	0,00	0,00	904 518 819 306,00	923 048 735 200,45	1 031 825 457 400,28
9	CHARGES COMMUNES	10 326 733 986,64	7 623 909 493,67	5 057 867 000,00	0,00	0,00	0,00	5 057 867 000,00	5 802 271 990,57	6 484 865 184,36
27	DEFENSE NATIONALE	680 694 822,00	508 001 902,00	505 681 000,00	0,00	0,00	0,00	505 681 000,00	580 105 942,39	648 350 996,83
37	SANTE PUBLIQUE	162 684 865 431,29	201 550 765 250,94	512 054 022 000,00	0,00	0,00	0,00	512 061 824 639,19	587 435 047 736,58	656 562 808 906,48
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	1 198 372 225,39	1 423 689 603,00	1 650 741 000,00	0,00	0,00	0,00	1 650 741 000,00	1 893 693 184,89	2 116 471 793,21
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	1 669 718 833,99	3 351 388 690,61	3 609 599 000,00	0,00	0,00	0,00	3 609 599 000,00	4 140 851 306,47	4 627 990 986,04

60	SPORTS ET LOISIRS	150 843 366,50	508 963 932,00	260 918 000,00	0,00	0,00	261 454 523,30	300 565 051,69	336 645 775,22
64	AFFAIRES SOCIALES	38 805 250,50	48 332 668,00	60 969 000,00	0,00	0,00	60 969 000,00	69 942 274,28	78 170 451,19
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	43 648 780,00	71 851 360,00	229 262 000,00	0,00	0,00	229 424 519,56	263 381 596,95	294 585 000,10
84	POLICE NATIONALE	4 929 387 181,50	5 812 316 478,00	6 589 777 000,00	0,00	0,00	6 589 777 000,00	7 559 644 907,86	8 448 979 666,72
88	PROVINCES (40%)	843 602 688,00	233 084 976,00	274 599 983 396,00	0,00	0,00	274 591 481 713,95	314 995 224 217,78	352 040 564 640,13
	5 Religions, culture, sports et loisirs	65 749 247 295,54	51 203 626 847,84	57 962 180 000,00	0,00	0,00	57 862 180 000,00	66 378 198 807,80	74 187 800 442,10
10	PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	1 816 895 245,36	1 875 278 513,00	3 226 940 000,00	0,00	0,00	3 226 940 000,00	3 701 873 453,23	4 137 370 725,25
53	COMMUNICATION ET MÉDIAS	15 718 298 666,96	14 570 951 048,53	16 624 332 000,00	0,00	0,00	16 624 332 000,00	19 071 062 154,37	21 314 627 646,38
58	CULTURE ET ARTS	4 983 485 033,94	6 607 677 333,42	10 705 607 000,00	0,00	0,00	10 705 763 444,09	12 281 642 789,81	13 726 721 991,69
59	JEUNESSE	3 173 064 631,68	3 988 067 533,00	5 158 893 000,00	0,00	0,00	5 158 981 991,99	5 918 373 390,49	6 614 744 710,08
60	SPORTS ET LOISIRS	19 269 605 336,86	20 768 841 518,89	16 187 087 000,00	0,00	0,00	16 186 821 563,92	18 566 848 145,99	20 752 975 014,42
80	CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (CSAC)	1 787 898 364,75	3 482 709 901,00	5 959 321 000,00	0,00	0,00	5 959 321 000,00	6 836 399 873,92	7 640 650 352,28
9.	Enseignement	428 401 955 764,98	532 452 325 845,74	1 078 709 101 616,00	0,00	0,00	1 078 709 101 616,00	1 234 029 441 720,84	1 376 203 625 010,09
20	POUVOIR JUDICIAIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	53 946 531,05	86 431 323,18	288 258 000,00	0,00	0,00	288 258 000,00	330 683 135,69	369 585 492,92
30	FINANCES	976 709 825,25	1 545 879 788,00	2 735 785 000,00	0,00	0,00	2 735 785 000,00	3 138 431 413,42	3 507 644 012,46
32	PLAN	348 873 725,50	352 503 625,00	700 684 000,00	0,00	0,00	700 684 000,00	803 809 026,11	898 371 047,88
34	JUSTICE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
37	SANTÉ PUBLIQUE	485 179 009,50	618 723 786,00	3 776 878 000,00	0,00	0,00	3 779 577 042,86	4 336 667 489,32	4 847 763 555,79
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	288 382 893 430,43	375 351 597 951,30	579 635 245 000,00	0,00	0,00	582 988 908 432,42	672 848 940 102,24	756 649 076 134,15
39	COMMISSION NATIONALE POUR L'UNESCO / ADMINISTRATION	459 063 361,63	439 205 495,00	4 368 038 000,00	0,00	0,00	4 368 109 991,67	5 011 082 735,27	5 600 695 343,58
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE	109 313 710 453,00	134 626 078 380,20	178 270 911 000,00	0,00	0,00	178 273 876 372,47	204 515 290 445,50	228 578 947 652,88
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	13 802 317 628,90	14 245 470 067,89	26 325 466 900,00	0,00	0,00	26 326 017 010,91	30 201 264 615,42	33 754 953 625,78
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	489 196 629,50	506 890 930,00	1 120 423 000,00	0,00	0,00	1 122 908 711,66	1 291 095 798,56	1 446 325 252,18
55	AFFAIRES FONCIÈRES	73 882 465,50	174 283 106,00	1 088 784 000,00	0,00	0,00	1 088 784 000,00	1 249 028 672,95	1 395 967 401,85
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	761 088,00	947 304,00	1 191 000,00	0,00	0,00	2 266 717,65	3 863 996,53	5 765 218,32
59	JEUNESSE	240 625 920,00	240 625 920,00	240 626 000,00	0,00	0,00	240 626 000,00	276 040 769,76	308 514 868,00
60	SPORTS ET LOISIRS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

61	FONCTION PUBLIQUE	43 868 250,00	63 543 000,00	184 376 000,00	0,00	184 376 000,00	0,00	0,00	211 512 026,82	236 394 808,96
62	EMPLOI ET TRAVAIL	477 118 460,71	614 650 441,00	873 138 000,00	0,00	873 138 000,00	0,00	0,00	1 001 644 400,95	1 119 480 250,73
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	5 712 250,00	0,00	660 214 000,00	0,00	660 214 000,00	0,00	0,00	757 382 746,52	846 483 069,41
64	AFFAIRES SOCIALES	929 158 090,09	1 195 328 724,46	1 246 753 000,00	0,00	1 246 753 000,00	0,00	0,00	-6 566 633 324,94	-11 970 875 484,50
88	PROVINCES (40%)	68 440 978,93	273 763 915,72	269 527 672 716,00	0,00	269 510 194 663,17	0,00	0,00	309 155 540 578,65	345 501 834 990,32
91	INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	2 250 397 463,00	2 116 392 088,00	4 762 658 000,00	0,00	4 762 736 495,58	0,00	0,00	5 463 797 081,85	6 106 676 838,36
10.	Protection sociale - affaires sociales	63 416 090 300,11	53 719 541 528,92	79 760 006 000,00	0,00	79 760 006 000,00	0,00	0,00	89 488 271 417,00	115 318 638 164,15
9	CHARGES COMMUNES	657 607 888,75	995 819 223,08	1 340 125 000,00	0,00	1 340 125 000,00	0,00	0,00	1 537 361 451,25	1 718 220 339,76
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	875 267 717,24	989 326 994,00	1 120 841 000,00	0,00	1 120 841 000,00	0,00	0,00	1 285 803 746,95	1 437 068 783,76
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28	ANCIENS COMBATTANTS	564 085 844,75	138 797 482,00	1 476 519 000,00	0,00	1 476 543 335,20	0,00	0,00	1 693 886 103,83	1 863 191 654,47
54	DROITS HUMAINS	971 508 069,73	744 232 887,00	1 846 557 000,00	0,00	1 846 557 433,97	0,00	0,00	2 118 399 588,65	2 367 654 125,62
55	AFFAIRES FONCIERES	52 680 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 175,54	512 741,79
61	FONCTION PUBLIQUE	6 401 745 222,39	6 013 076 572,00	9 155 259 000,00	0,00	9 155 259 000,00	0,00	0,00	10 502 708 525,57	11 738 272 347,39
62	EMPLOI ET TRAVAIL	995 281 367,56	435 092 596,00	-2 165 338 000,00	0,00	-2 165 338 000,00	0,00	0,00	-2 484 027 363,22	-2 776 254 300,20
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	1 477 403 522,83	1 637 973 868,64	4 697 507 000,00	0,00	4 697 507 000,00	0,00	0,00	5 398 875 051,80	6 022 835 238,17
64	AFFAIRES SOCIALES	26 344 576 020,11	35 757 761 137,21	48 706 142 000,00	0,00	52 151 078 144,15	0,00	0,00	63 873 392 080,88	76 020 447 333,05
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	3 785 654 079,70	4 157 119 791,99	9 631 485 000,00	0,00	9 631 485 000,00	0,00	0,00	11 049 024 350,20	12 348 888 075,98
70	ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITÉ NATIONALE	21 290 288 347,05	2 849 340 997,00	3 950 908 000,00	0,00	3 950 974 116,77	0,00	0,00	4 532 545 705,54	5 065 852 824,36
	TOTAL				0,00		0,00	0,00		

Tableau 2.7 : PLAFONDS INDICATIFS PAR ADMINISTRATION ET RUBRIQUE BUDGETAIRE

Code	Axe et Actions	Historique		Projection				
		2010 - 2013		2 014		2 015	2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Vote	Référence	Projection	Projection	Projection
I. PLAFONDS INDICATIFS								
9	CHARGES COMMUNES...	52 079 986 214,85	58 020 550 107,71	119 559 942 000,00	119 559 942 000,00	119 561 912 523,04	137 161 068 925,31	153 299 676 064,78
35	Charges Communes	52 079 986 214,85	58 020 550 107,71	119 559 942 000,00	119 559 942 000,00	119 559 942 000,00	137 159 925 086,35	153 299 676 064,78
10	PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE	183 665 676 412,34	213 252 790 604,34	98 404 035 000,00	98 404 035 000,00	98 405 656 842,69	112 890 675 600,73	126 173 586 542,62
11	Rémunérations	21 578 664 447,81	27 066 914 350,08	27 185 989 000,00	27 185 989 000,00	27 185 989 000,00	31 187 939 306,95	34 857 856 548,65
31	Fonctionnement des Institutions	145 914 435 125,45	162 825 340 411,35	60 903 103 000,00	60 903 103 000,00	60 903 103 000,00	69 868 426 709,39	78 089 917 116,55
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	1 292 085 416,92	859 041 503,00	1 571 586 000,00	1 571 586 000,00	1 571 586 000,00	1 802 933 444,27	2 015 086 497,01
42	Subventions aux organismes auxiliaires	4 681 434 378,46	15 777 177 069,19	2 300 000 000,00	2 300 000 000,00	2 300 000 000,00	2 638 574 613,05	2 949 058 430,87
43	Subventions aux services ex-BPO	2 122 674 044,87	2 279 621 103,85	3 384 152 000,00	3 384 152 000,00	3 384 152 000,00	3 882 320 675,61	4 339 157 385,62
51	Investissement sur Ressources propres	4 257 026 041,09	4 444 696 166,87	3 059 205 000,00	3 059 205 000,00	3 059 205 000,00	3 509 539 412,66	3 922 510 563,91
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55	Investissement sur Ressources Extérieures	3 819 356 957,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	PRIMATURE ou ANCIENNE V P	40 204 974 028,98	55 646 763 665,96	27 809 916 000,00	26 540 019 000,00	26 540 456 418,40	30 447 132 329,14	34 029 594 255,35
11	Rémunérations	10 449 870 907,69	13 042 265 160,42	12 866 450 000,00	12 866 450 000,00	12 866 450 000,00	14 760 473 186,98	16 497 353 412,10
31	Fonctionnement des Institutions	29 694 168 887,22	42 604 498 505,54	12 630 825 000,00	12 630 825 000,00	12 630 825 000,00	14 490 162 689,93	16 195 235 197,85
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	60 934 234,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
42	Subventions aux organismes auxiliaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
43	Subventions aux services ex-BPO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	2 312 641 000,00	1 042 744 000,00	1 042 744 000,00	1 196 242 541,87	1 337 005 645,41
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
12	SERVICE NATIONAL	2 599 612 716,75	2 427 820 418,00	7 327 077 000,00	7 327 077 000,00	7 327 197 760,97	8 405 739 385,67	9 394 773 130,63
11	Rémunérations	1 809 263 423,00	2 164 813 088,00	2 456 241 000,00	2 456 241 000,00	2 456 241 000,00	2 817 815 280,92	3 149 390 534,47

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		2010 - 2013		2 014	2 015	2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Vale	Référence	Projection	Projection
31	Fonctionnement des Institutions	790 349 293,75	263 007 330,00	1 288 374 000,00	1 288 374 000,00	1 478 030 838,48	1 651 952 263,63
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 658,88
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	3 082 462 000,00	3 082 462 000,00	3 536 219 990,82	3 952 330 673,45
13	PREMIERE VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	845 571 735,14	1 940 127 619,00	2 147 288 000,00	2 147 323 390,45	2 463 402 979,66	2 763 251 208,65
31	Fonctionnement des Institutions	845 571 735,14	1 940 127 619,00	2 147 288 000,00	2 147 288 000,00	2 463 382 436,39	2 753 251 208,65
14	DEUXIEME VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	1 161 050 332,81	965 167 594,00	2 147 288 000,00	2 147 288 000,00	2 463 402 979,66	2 753 251 208,65
31	Fonctionnement des Institutions	1 161 050 332,81	965 167 594,00	2 147 288 000,00	2 147 288 000,00	2 463 382 436,39	2 753 251 208,65
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX	1 656 652 811,07	3 819 453 793,00	2 325 507 000,00	1 720 535 356,48	1 973 783 021,86	2 206 032 901,62
11	Rémunérations	537 883 269,50	656 410 176,00	720 507 000,00	720 507 000,00	826 570 208,14	923 833 663,85
31	Fonctionnement des Institutions	1 102 052 541,57	3 086 175 617,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77
51	Investissement sur Ressources propres	16 717 000,00	66 868 000,00	605 000 000,00	0,00	0,00	0,00
16	TROISIEME VICE PRIMATURE ou ANCIENNE V P	339 893 067,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Fonctionnement des Institutions	339 893 067,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	ASSEMBLEE NATIONALE	120 329 549 971,61	130 671 408 758,29	168 492 568 000,00	162 295 711 000,00	186 188 223 500,09	208 095 449 920,87
11	Rémunérations	41 007 609 694,31	53 583 303 509,35	51 920 528 000,00	51 920 528 000,00	59 863 559 598,61	66 572 465 579,75
31	Fonctionnement des Institutions	77 773 134 175,64	77 088 105 248,94	108 375 183 000,00	108 375 183 000,00	124 328 698 499,20	138 958 565 705,58
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	338 593 000,00	0,00	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	2 294 412 707,00	2 564 398 635,54
51	Investissement sur Ressources propres	1 009 545 030,16	0,00	6 196 855 000,00	0,00	0,00	0,00
55	Investissement sur Ressources Extérieures	200 868 071,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19	SENAT	48 960 003 400,28	49 735 455 816,05	51 737 263 000,00	47 694 673 000,00	54 716 088 192,17	61 154 077 181,77
11	Rémunérations	18 312 187 277,44	17 967 743 641,05	17 740 021 000,00	17 740 021 000,00	20 351 464 802,40	22 746 242 823,39
31	Fonctionnement des Institutions	30 647 816 122,84	31 767 712 175,00	29 954 652 000,00	29 954 652 000,00	34 364 167 091,25	38 407 834 358,38
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	4 042 590 000,00	0,00	0,00	0,00
20	POUVOIR JUDICIAIRE	42 010 827 019,54	55 834 287 369,76	126 016 752 000,00	114 755 520 940,73	118 416 156 407,49	117 202 534 387,64
11	Rémunérations	33 366 703 603,14	40 171 478 979,12	39 504 293 000,00	39 504 293 000,00	45 318 575 920,08	50 652 377 533,51

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2014		Projection	
		Moyenne Période	2013	Voté	Référence	2015 Projection	2016 Projection
31	Fonctionnement des Institutions	8 644 123 416,40	15 662 808 390,64	75 249 151 000,00	75 249 151 000,00	86 326 304 122,59	96 484 410 074,82
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	11 263 308 000,00	11 263 308 000,00	-13 230 927 246,93	-29 934 253 220,69
21	SECRETARIAT DU GOUVERNEMENT	26 457 918 618,20	29 857 306 091,99	26 452 905 000,00	26 452 905 000,00	30 347 193 761,43	33 917 896 743,98
11	Rémunérations	20 863 631 206,85	24 127 972 491,74	22 571 081 000,00	22 571 081 000,00	25 893 687 528,54	28 940 624 659,49
31	Fonctionnement des Institutions	5 594 287 411,35	5 729 333 600,25	2 215 166 000,00	2 215 166 000,00	2 541 252 509,25	2 840 284 333,94
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 666 658 000,00	1 666 658 000,00	1 912 000 646,71	2 136 987 750,55
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES	34 972 086 598,56	35 120 161 590,95	40 168 780 000,00	40 168 780 000,00	50 701 306 127,42	59 342 131 112,88
11	Rémunérations	8 202 911 510,26	12 870 745 352,18	13 216 752 000,00	13 216 752 000,00	15 162 341 867,02	16 946 510 397,51
32	Fonctionnement des Ministères	26 769 175 088,30	22 249 416 238,77	22 999 995 000,00	22 999 995 000,00	26 385 740 394,44	29 490 577 897,67
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	700 000 000,00	700 000 000,00	803 044 447,45	897 539 522,44
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	3 252 033 000,00	3 252 033 000,00	8 349 795 120,77	12 007 503 295,27
23	COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE	19 428 065 876,96	11 255 956 888,33	19 328 609 000,00	19 328 609 000,00	22 174 087 967,35	24 783 129 273,20
11	Rémunérations	383 677 922,50	787 726 772,00	1 940 609 000,00	1 940 609 000,00	2 226 278 974,46	2 488 247 535,65
32	Fonctionnement des Ministères	19 044 387 954,46	10 488 230 116,33	11 500 000 000,00	11 500 000 000,00	13 192 873 065,24	14 745 292 154,33
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	4 888 000 000,00	4 888 000 000,00	5 607 544 655,90	6 267 350 265,25
24	DÉCENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIÈRES	1 552 075 579,81	693 587 579,00	10 308 298 000,00	4 714 578 000,00	5 408 638 940,39	6 045 028 655,16
11	Rémunérations	66 665 639,25	142 664 676,00	151 524 000,00	151 524 000,00	173 829 295,51	194 283 969,43
32	Fonctionnement des Ministères	335 559 606,66	340 891 703,00	3 700 002 000,00	3 700 002 000,00	4 244 685 802,36	4 744 140 040,14
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	101 067 490,95	0,00	106 300 000,00	106 300 000,00	121 948 035,38	136 297 787,48
42	Subventions aux organismes auxiliaires	67 315 550,00	210 031 200,00	295 514 000,00	295 514 000,00	339 015 538,35	378 907 849,19
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	461 238 000,00	461 238 000,00	529 135 164,08	591 399 048,93
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
55	Investissement sur Ressources Extérieures	981 467 292,96	0,00	5 593 720 000,00	0,00	0,00	0,00
25	INTÉRIEUR ET SÉCURITÉ	41 751 799 459,24	51 556 414 273,41	116 714 614 000,00	67 817 743 000,00	77 801 594 467,00	86 955 863 807,16

Code	Axe et Actions	Historique			Projection			
		2010 - 2013		2 014	2 015		2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Voté	Projection	Projection	Projection	Projection
11	Rémunérations	21 773 412 197,29	26 468 190 226,00	25 648 609 000,00	25 648 609 000,00	29 424 247 203,21	32 866 628 961,50	
32	Fonctionnement des Ministères	13 263 427 130,66	19 679 595 846,54	30 971 605 000,00	30 971 605 000,00	35 530 822 034,06	39 711 770 801,18	
34	Subventions aux Services Déconcentrés	1 564 883 184,13	4 188 866 316,00	7 500 000 000,00	7 500 000 000,00	8 604 047 651,24	9 616 494 883,26	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	74 355 250,00	196 449 648,00	1 862 810 000,00	1 862 810 000,00	2 137 027 467,36	2 388 483 711,13	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	359 271 856,33	332 268 768,00	637 000 000,00	637 000 000,00	730 770 447,18	816 760 965,42	
51	Investissement sur Ressources propres	119 042 391,69	476 169 566,74	1 197 719 000,00	1 197 719 000,00	1 374 030 846,51	1 535 714 484,68	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	4 577 407 449,16	194 873 902,13	48 896 871 000,00	0,00	0,00	0,00	
26	RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES	69 309 629,43	90 233 806,00	350 000 000,00	350 000 000,00	401 525 572,20	448 769 761,22	
11	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
32	Fonctionnement des Ministères	69 309 629,43	90 233 806,00	350 000 000,00	350 000 000,00	401 522 223,72	448 769 761,22	
27	DÉFENSE NATIONALE	289 355 091 114,03	328 161 074 678,96	426 692 915 260,00	422 070 993 260,00	497 984 728 843,40	564 568 402 555,47	
11	Rémunérations	136 622 532 618,89	166 410 663 652,00	183 250 990 000,00	183 250 990 000,00	210 226 700 012,95	234 964 294 358,30	
32	Fonctionnement des Ministères	139 239 662 441,10	161 366 133 930,96	212 469 635 260,00	212 469 635 260,00	243 746 515 495,85	272 428 421 376,78	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	10 000 000 000,00	10 000 000 000,00	11 472 063 534,99	12 821 993 177,68	
51	Investissement sur Ressources propres	560 049 340,61	364 277 096,00	16 350 368 000,00	16 350 368 000,00	32 535 411 814,66	44 343 693 642,71	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	12 744 413 125,02	0,00	4 621 922 000,00	0,00	0,00	0,00	
61	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Internes	168 433 588,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
28	ANCIENS COMBATTANTS	564 085 844,75	138 797 482,00	1 476 519 000,00	1 476 519 000,00	1 683 886 103,83	1 893 191 654,47	
11	Rémunérations	529 989 033,25	123 007 428,00	160 506 000,00	160 506 000,00	184 133 502,97	205 800 665,70	
32	Fonctionnement des Ministères	34 096 811,50	15 790 054,00	800 000 000,00	800 000 000,00	917 765 082,80	1 025 759 454,21	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	516 013 000,00	516 013 000,00	591 973 392,09	661 631 516,56	
29	ÉCONOMIE NATIONALE	2 742 348 784,03	4 264 805 008,61	6 625 391 000,00	6 625 391 000,00	7 600 754 035,23	8 495 071 820,15	
11	Rémunérations	1 795 779 917,81	2 132 107 881,75	2 641 214 000,00	2 641 214 000,00	3 030 017 481,75	3 386 562 786,88	
32	Fonctionnement des Ministères	692 766 294,72	2 132 697 126,86	3 050 000 000,00	3 050 000 000,00	3 496 979 378,17	3 910 707 919,19	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	53 800 571,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		2010 - 2013		2 014	2 015	2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Vote	Référence	Projection	Projection
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	934 177 000,00	934 177 000,00	1 071 693 789,69	1 197 801 112,07
30 FINANCES		685 911 746 127,88	778 852 057 594,33	1 429 238 846 117,00	700 200 779 000,00	800 056 486 802,59	892 324 680 216,19
11	Rémunérations	35 994 292 063,30	41 591 182 428,23	47 591 128 000,00	47 591 128 000,00	54 596 844 411,78	61 021 311 853,41
21	Dette Publique	178 246 309 906,11	220 521 378 764,64	258 382 619 000,00	231 806 650 000,00	234 711 461 199,21	228 591 943 020,85
22	Frais Financiers	139 604 857 158,03	152 396 235 404,49	110 685 171 000,00	104 494 876 000,00	112 605 490 449,74	117 531 443 847,36
32	Fonctionnement des Ministères	71 586 974 900,12	121 883 864 611,70	21 000 000 000,00	21 000 000 000,00	24 091 333 423,48	26 926 185 673,13
33	Financement des Réformes	15 170 117 333,28	58 636 251 259,11	6 000 000 000,00	6 000 000 000,00	6 883 238 120,99	7 693 195 906,61
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	6 378 467 274,72	1 821 644 835,82	7 403 722 000,00	7 403 722 000,00	8 493 596 917,94	9 493 047 297,34
42	Subventions aux organismes auxiliaires	46 147 729,50	88 023 268,00	728 001 000,00	728 001 000,00	835 167 372,55	933 442 385,53
44	Rétrocession aux Régies Financières	151 985 491 587,02	179 309 935 882,99	242 431 873 000,00	242 431 873 000,00	365 690 619 179,19	459 439 847 695,23
47	Déficit BCC	25 732 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	Investissement sur Ressources propres	268 190 447,81	797 514 998,25	4 717 743 000,00	3 169 015 000,00	-11 060 752 594,36	-20 907 755 896,71
53	Contrepartie des projets	5 882 680 700,00	0,00	2 809 250 000,00	2 809 250 000,00	3 222 789 448,57	3 602 018 433,44
55	Investissement sur Ressources Extérieures	55 016 217 027,99	1 806 026 131,10	141 551 519 000,00	0,00	0,00	0,00
61	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Internes	0,00	0,00	585 987 820 117,00	0,00	0,00	0,00
31 BUDGET		99 426 836 332,58	58 524 605 947,85	143 797 152 240,00	68 862 256 240,00	78 999 876 685,18	88 295 137 970,89
11	Rémunérations	20 058 802 604,79	26 156 235 883,17	29 347 692 000,00	29 347 692 000,00	33 667 858 722,93	37 629 590 660,46
32	Fonctionnement des Ministères	31 269 925 904,99	25 546 919 672,88	23 514 563 240,00	23 514 563 240,00	26 976 056 348,68	30 150 356 943,94
33	Financement des Réformes	446 066 346,53	423 134 116,00	9 000 000 000,00	9 000 000 000,00	10 324 857 181,49	11 539 793 859,91
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	130 534 108,46	349 878 152,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77
42	Subventions aux organismes auxiliaires	31 671 050,00	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77
51	Investissement sur Ressources propres	44 643 401 032,37	259 391 936,00	5 000 001 000,00	5 000 001 000,00	5 736 032 914,70	6 410 987 871,04
61	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Internes	1 773 869 857,19	5 789 046 186,00	74 934 896 000,00	0,00	0,00	0,00
62	Reserves et calamités	1 072 565 426,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
32 PLAN		50 887 805 394,89	14 278 199 241,44	46 063 146 400,00	34 114 211 500,00	39 136 366 550,63	43 741 218 711,49

Code	Axe et Actions	Historique		2 014			2 015		2 016		2 017	
		2010 - 2013		Voté	Référence	Projection		Projection		Projection		
		Moyenne Période	2 013									
11	Rémunérations	6 009 517 792,23	5 670 837 839,00	7 736 011 000,00	7 736 011 000,00	7 736 011 000,00	8 874 800 869,94	9 919 108 026,45				
32	Fonctionnement des Ministères	2 201 114 470,12	2 921 071 771,25	5 841 296 500,00	5 841 296 500,00	5 841 296 500,00	6 701 172 457,47	7 489 706 387,18				
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	167 765 386,39	47 800 475,00	7 900 000 000,00	7 900 000 000,00	7 900 000 000,00	9 062 930 192,64	10 129 374 610,37				
42	Subventions aux organismes auxiliaires	676 016 028,00	1 621 155 045,50	1 300 086 000,00	1 300 086 000,00	1 300 086 000,00	1 491 466 919,29	1 666 969 382,24				
51	Investissement sur Ressources propres	431 719 039,44	1 327 323 163,00	5 630 089 900,00	5 630 089 900,00	5 630 089 900,00	3 836 818 000,00	4 919 565 422,00				
53	Contrepartie des projets	2 747 205 002,42	2 690 010 947,69	7 500 000 000,00	7 500 000 000,00	7 500 000 000,00	8 604 047 651,24	9 616 494 883,26				
55	Investissement sur Ressources Extérieures	38 354 467 676,29	0,00	10 155 663 000,00	10 155 663 000,00	10 155 663 000,00	0,00	0,00				
33 RECONSTRUCTION		157 608 781,25	174 118 449,00	472 697 000,00	472 697 000,00	472 697 000,00	542 285 524,01	606 091 770,91				
11	Rémunérations	149 847 747,75	170 408 277,00	222 698 000,00	222 698 000,00	222 698 000,00	255 480 560,51	285 543 223,67				
32	Fonctionnement des Ministères	7 762 033,50	3 710 172,00	249 999 000,00	249 999 000,00	249 999 000,00	286 800 441,17	320 548 547,24				
34 JUSTICE		12 903 973 306,94	15 044 246 710,53	36 230 010 000,00	36 230 010 000,00	36 230 010 000,00	84 549 438 257,72	119 393 859 651,35				
11	Rémunérations	4 687 628 734,00	5 131 810 299,00	5 940 279 000,00	5 940 279 000,00	5 940 279 000,00	6 814 725 810,36	7 616 621 681,15				
32	Fonctionnement des Ministères	7 116 621 252,33	9 491 868 099,53	21 749 999 000,00	21 749 999 000,00	21 749 999 000,00	24 951 737 041,39	27 887 833 879,25				
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	252 837 000,00	252 837 000,00	252 837 000,00	290 056 212,80	324 187 428,91				
42	Subventions aux organismes auxiliaires	66 924 874,00	99 442 496,00	212 600 000,00	212 600 000,00	212 600 000,00	243 896 070,75	272 595 574,96				
51	Investissement sur Ressources propres	197 775 664,18	321 125 816,00	8 074 295 000,00	8 074 295 000,00	8 074 295 000,00	52 248 676 507,18	83 292 621 097,08				
55	Investissement sur Ressources Extérieures	835 122 762,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
35 REFORMES INSTITUTIONNELLES / ADMINISTRATION		70 490 144,00	73 725 312,00	381 079 000,00	381 079 000,00	381 085 280,74	437 179 895,80	488 619 233,82				
11	Rémunérations	57 393 045,25	62 478 917,00	81 079 000,00	81 079 000,00	81 079 000,00	93 014 343,94	103 959 438,49				
32	Fonctionnement des Ministères	13 097 098,75	11 248 395,00	300 000 000,00	300 000 000,00	300 000 000,00	344 161 906,05	384 659 795,33				
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00				
36 RELATIONS AVEC LE PARLEMENT		673 212 872,00	656 861 957,00	1 866 287 000,00	1 866 287 000,00	1 866 317 759,14	2 141 034 159,76	2 392 951 916,16				
11	Rémunérations	390 422 895,75	437 477 541,00	479 287 000,00	479 287 000,00	479 287 000,00	549 841 091,55	614 541 464,42				
32	Fonctionnement des Ministères	282 789 976,25	219 384 416,00	1 387 000 000,00	1 387 000 000,00	1 387 000 000,00	1 591 175 212,30	1 778 410 453,74				
37 SANTE PUBLIQUE		163 170 044 440,79	202 169 509 036,94	515 832 900 000,00	515 832 900 000,00	515 841 401 682,05	591 771 715 235,90	661 400 592 462,27				

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		Moyenne Période	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
11	Rémunérations	97 473 219 814,26	124 710 676 501,00	150 279 283 000,00	150 279 283 000,00	172 401 348 256,85	192 687 984 137,26
32	Fonctionnement des Ministères	12 166 078 137,08	23 419 800 041,10	29 999 994 000,00	29 999 994 000,00	34 416 183 721,73	38 465 971 839,84
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	1 862 708 233,17	5 096 664 740,00	7 784 051 000,00	7 784 051 000,00	8 929 912 763,16	9 980 704 881,67
42	Subventions aux organismes auxiliaires	843 445 692,75	2 451 609 176,00	5 369 304 000,00	5 369 304 000,00	6 159 699 662,67	6 884 517 925,69
43	Subventions aux services ex-BPO	1 163 842 112,19	1 457 087 957,33	1 973 077 000,00	1 973 077 000,00	2 263 526 470,34	2 529 877 983,30
51	Investissement sur Ressources propres	6 289 252 502,14	20 511 500 000,00	1 237 080 000,00	1 237 080 000,00	1 419 186 035,79	1 586 183 132,02
53	Contrepartie des projets	6 468 577 407,87	15 555 612 902,65	8 000 000 000,00	8 000 000 000,00	9 177 650 827,99	10 257 594 542,14
55	Investissement sur Ressources Extérieures	36 832 920 547,33	8 966 557 718,86	311 190 111 000,00	311 190 111 000,00	356 999 272 485,21	399 007 748 020,34
38	ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	298 382 893 430,43	375 351 597 951,30	579 535 245 000,00	579 535 245 000,00	672 848 940 102,24	755 649 076 134,15
11	Rémunérations	272 179 796 447,87	362 553 636 722,46	424 428 834 000,00	424 428 834 000,00	486 907 454 972,90	544 202 361 395,85
32	Fonctionnement des Ministères	11 510 916 629,87	9 256 775 427,22	80 500 000 000,00	80 500 000 000,00	92 350 111 456,66	103 217 045 080,32
33	Financement des Réformes	0,00	0,00	3 400 000 000,00	3 400 000 000,00	3 900 501 601,90	4 359 477 680,41
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	12 196 125,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	Investissement sur Ressources propres	889 453 895,29	0,00	0,00	0,00	7 996 880 504,44	13 569 380 372,66
53	Contrepartie des projets	117 379 000,00	469 516 000,00	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	2 294 412 707,00	2 564 398 635,54
55	Investissement sur Ressources Extérieures	13 673 151 332,40	3 071 669 801,60	69 206 411 000,00	69 206 411 000,00	79 394 034 402,05	88 736 412 969,37
39	COMMISSION NATIONALE POUR L'UNESCO / ADMINISTRATION	459 063 361,63	439 205 495,00	4 368 038 000,00	4 368 109 991,67	5 011 082 735,27	5 600 695 343,58
11	Rémunérations	227 936 881,75	226 221 171,00	239 901 000,00	239 901 000,00	275 215 951,41	307 600 898,53
32	Fonctionnement des Ministères	202 797 899,92	212 984 324,00	599 999 000,00	599 999 000,00	688 322 664,89	769 318 308,46
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	28 328 579,95	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 232 199 317,77
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	595 498 000,00	595 498 000,00	683 159 089,10	763 547 129,33
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	1 932 640 000,00	1 932 640 000,00	2 217 136 887,03	2 478 029 689,49
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	110 512 082 678,39	136 049 767 983,20	179 921 652 000,00	179 921 652 000,00	206 408 983 630,39	230 695 419 446,09
11	Rémunérations	108 751 471 662,33	134 172 726 987,36	160 496 475 000,00	160 496 475 000,00	184 122 575 834,17	205 788 470 749,16
32	Fonctionnement des Ministères	723 474 689,25	661 031 058,80	5 200 007 000,00	5 200 007 000,00	5 965 461 068,64	6 667 445 427,79

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		Moyenne Période	2 013	Voté	Référence	2 015	2 016
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	503 001 381,72	549 149 480,00	3 526 820 000,00	3 526 820 000,00	4 045 990 311,65	4 522 066 197,89
42	Subventions aux organismes auxiliaires	226 561 739,91	447 646 036,00	3 400 000 000,00	3 400 000 000,00	3 900 501 601,90	4 359 477 680,41
46	Bourse d'Études	4 419 959,76	17 679 839,04	2 500 000 000,00	2 500 000 000,00	2 868 015 883,75	3 205 498 294,42
51	Investissement sur Ressources propres	1 035 184 326,53	201 534 582,00	4 798 350 000,00	4 798 350 000,00	5 504 697 606,31	6 152 441 096,41
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE	17 089 621 154,57	20 363 287 229,31	33 377 548 900,00	33 377 548 900,00	38 291 255 487,82	42 796 670 428,35
11	Rémunérations	15 394 959 824,73	17 900 195 675,31	19 691 788 000,00	19 691 788 000,00	22 590 544 305,35	25 248 797 139,23
32	Fonctionnement des Ministères	398 356 290,22	349 943 738,00	2 000 003 000,00	2 000 003 000,00	2 294 416 148,62	2 564 402 482,13
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	499 485 935,84	823 746 094,00	4 387 599 900,00	4 387 599 900,00	5 033 482 481,89	5 625 777 598,42
42	Subventions aux organismes auxiliaires	587 526 715,79	980 501 442,00	4 883 328 000,00	4 883 328 000,00	5 602 184 907,82	6 261 399 830,04
51	Investissement sur Ressources propres	132 057 318,00	0,00	2 276 909 000,00	2 276 909 000,00	2 612 084 471,14	2 919 451 166,42
53	Contrepartie des projets	77 225 070,00	308 900 280,00	128 551 000,00	128 551 000,00	147 474 523,95	164 828 004,50
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	9 370 000,00	9 370 000,00	10 749 323,53	12 014 207,61
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	181 643 193 256,36	60 582 361 198,36	153 636 053 079,00	150 821 093 790,66	173 021 508 307,05	193 379 516 385,81
11	Rémunérations	26 369 700 817,50	32 185 304 606,00	36 764 048 000,00	36 764 048 000,00	42 175 949 445,94	47 138 837 263,99
32	Fonctionnement des Ministères	4 369 798 168,36	7 719 533 786,36	3 707 998 000,00	3 707 998 000,00	4 253 838 864,36	4 754 392 505,88
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	609 161 265,25	362 603 020,00	14 721 287 079,00	14 721 287 079,00	16 988 354 088,71	18 875 624 249,36
42	Subventions aux organismes auxiliaires	610 796 837,72	307 029 752,00	10 022 849 000,00	10 022 849 000,00	11 498 276 052,96	12 851 290 149,89
51	Investissement sur Ressources propres	28 922 467 448,62	15 264 858 178,98	12 284 300 000,00	12 284 300 000,00	14 092 627 008,29	15 750 921 079,26
55	Investissement sur Ressources Extérieures	120 561 268 718,92	4 743 031 855,02	76 135 571 000,00	73 318 126 000,00	84 111 019 973,83	94 008 451 137,23
43	URBANISME ET HABITAT	1 803 429 138,60	1 925 659 320,30	11 296 762 000,00	11 296 762 000,00	12 959 825 217,34	14 484 700 529,39
11	Rémunérations	1 387 632 687,75	1 642 223 040,00	1 984 610 000,00	1 984 610 000,00	2 276 757 201,22	2 544 665 888,04
32	Fonctionnement des Ministères	415 796 451,05	283 436 280,30	4 500 005 000,00	4 500 005 000,00	5 162 434 326,78	5 769 903 340,95
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	3 312 147 000,00	3 312 147 000,00	3 799 716 082,12	4 246 832 623,75
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 720 809 530,25	1 923 298 976,65
44	AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE	44 239 304 142,08	68 911 430 276,54	216 151 224 000,00	84 180 842 000,00	96 573 602 149,73	107 936 618 181,53

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2 014			Projection		
		Moyenne Période	2 013	Voté	Références	2 015 Projection	2 016 Projection	2 017 Projection	
11	Rémunérations	15 216 925 335,00	17 426 359 680,00	20 181 798 000,00	20 181 798 000,00	20 181 798 000,00	23 152 686 890,63	25 677 087 626,83	
32	Fonctionnement des Ministères	2 120 185 077,28	1 720 282 967,66	10 850 000 000,00	10 850 000 000,00	10 850 000 000,00	12 447 188 935,46	13 911 862 597,78	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	999 704 345,00	2 809 944 742,00	1 149 045 000,00	1 149 045 000,00	1 149 045 000,00	1 318 191 724,46	1 473 304 715,08	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	3 801 091 866,19	14 727 455 350,77	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77	
51	Investissement sur ressources propres	7 168 162 217,66	11 758 687 683,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
53	Contrepartie des projets	10 803 416 137,47	19 873 850 087,00	4 499 999 000,00	4 499 999 000,00	4 499 999 000,00	5 162 427 443,54	5 769 895 647,76	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	4 129 818 163,48	594 869 765,37	178 470 382 000,00	46 500 000 000,00	46 500 000 000,00	53 345 095 437,70	59 622 266 276,21	
45 DÉVELOPPEMENT RURAL		18 945 856 453,01	9 168 678 520,00	191 901 854 000,00	77 934 061 000,00	77 935 345 467,52	89 407 195 534,19	99 926 999 845,09	
11	Rémunérations	4 781 085 363,50	6 024 016 293,00	7 317 774 000,00	7 317 774 000,00	7 317 774 000,00	8 394 996 826,27	9 382 844 830,38	
32	Fonctionnement des Ministères	509 170 640,19	595 623 419,00	6 400 000 000,00	6 400 000 000,00	6 400 000 000,00	7 342 120 662,39	8 206 075 633,71	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	454 105 416,66	1 112 464 432,00	5 192 583 000,00	5 192 583 000,00	5 192 583 000,00	5 956 964 208,67	6 657 926 380,05	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	413 607 231,50	1 346 474 376,00	7 000 000 000,00	7 000 000 000,00	7 000 000 000,00	8 030 444 474,49	8 975 395 224,38	
51	Investissement sur Ressources propres	532 944 436,01	90 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
53	Contrepartie des projets	591 793 613,95	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 656,88	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	11 663 149 751,20	0,00	165 491 497 000,00	51 523 704 000,00	51 523 704 000,00	59 108 320 584,59	66 063 658 117,68	
46 INDUSTRIE		2 736 414 656,35	3 157 479 940,00	37 705 586 000,00	37 355 588 000,00	37 356 203 674,83	42 854 925 276,01	47 697 309 448,42	
11	Rémunérations	1 843 585 906,50	1 965 398 463,00	2 282 657 000,00	2 282 657 000,00	2 282 657 000,00	2 618 678 613,26	2 926 821 248,10	
32	Fonctionnement des Ministères	505 255 578,27	621 731 837,00	1 300 000 000,00	1 300 000 000,00	1 300 000 000,00	1 491 368 259,55	1 665 659 113,10	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	173 624 901,25	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 656,88	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	76 997 938,82	124 258 500,00	423 218 000,00	423 218 000,00	423 218 000,00	485 518 378,52	542 649 830,87	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 000 000 000,00	650 000 000,00	650 000 000,00	745 684 129,77	833 429 556,55	
53	Contrepartie des projets	136 950 331,50	446 091 140,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 720 809 530,25	1 923 296 976,65	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	30 699 713 000,00	30 699 713 000,00	30 699 713 000,00	35 218 905 804,19	39 363 151 064,27	
47 COMMERCE EXTÉRIEUR		2 770 506 144,63	1 922 875 247,00	5 166 738 000,00	5 166 823 155,41	5 166 823 155,41	5 927 364 091,04	6 624 787 938,69	
11	Rémunérations	1 559 602 133,75	1 832 998 458,00	2 303 711 000,00	2 303 711 000,00	2 303 711 000,00	2 642 831 895,83	2 953 816 672,53	

Code	Axe et Actions	Historique		2014		Projection	
		2010 - 2013		2015		2016	
		Moyenne Période	2013	Voté	Références	Projection	Projection
32	Fonctionnement des Ministères	142 247 483,48	58 352 169,00	749 996 000,00	749 996 000,00	860 400 176,30	961 644 359,53
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	7 881 155,00	31 524 620,00	170 080 000,00	170 080 000,00	195 116 856,60	218 076 459,97
51	Investissement sur Ressources propres	191 233 005,40	0,00	141 180 000,00	141 180 000,00	161 962 592,99	181 020 899,68
53	Contrepartie des projets	5 672 092,50	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 658,88
55	Investissement sur Ressources Extérieures	863 870 274,50	0,00	1 301 771 000,00	1 301 771 000,00	1 493 399 962,00	1 669 129 898,09
48 MINES		14 656 942 309,37	12 393 840 010,80	47 621 369 000,00	47 622 153 869,94	54 631 992 676,33	61 060 086 842,98
11	Rémunérations	1 799 636 440,25	2 324 971 935,00	2 657 289 000,00	2 657 289 000,00	3 048 458 823,88	3 407 174 142,91
32	Fonctionnement des Ministères	617 980 714,98	808 631 669,33	5 686 089 000,00	5 686 089 000,00	6 523 117 427,36	7 290 699 436,57
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	3 018 829 055,67	0,00	2 500 000 000,00	2 500 000 000,00	2 868 015 883,75	3 205 498 294,42
43	Subventions aux services ex-BPO	8 150 435 894,98	9 260 236 406,47	10 739 965 000,00	10 739 965 000,00	12 320 956 084,36	13 770 775 795,85
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	2 838 776 000,00	2 838 776 000,00	3 256 661 863,36	3 639 876 650,50
55	Investissement sur Ressources Extérieures	1 070 060 203,50	0,00	23 199 250 000,00	23 199 250 000,00	26 614 326 996,41	29 746 062 522,73
49 HYDROCARBURES		1 230 919 108,12	1 461 751 967,00	5 679 211 000,00	5 679 211 000,00	6 515 281 275,50	7 281 880 489,66
11	Rémunérations	141 569 991,25	178 674 006,00	230 739 000,00	230 739 000,00	264 705 246,80	295 853 388,38
32	Fonctionnement des Ministères	678 758 488,37	1 283 077 961,00	2 599 993 000,00	2 599 993 000,00	2 962 728 488,65	3 333 709 250,80
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	410 600 628,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	2 848 479 000,00	2 848 479 000,00	3 267 793 206,61	3 652 317 830,48
50 RESSOURCES HYDRAULIQUES & ELECTRICITE (ENERGIE)		78 450 504 936,33	13 433 208 280,26	375 559 704 080,00	375 559 704 080,00	546 928 659 221,54	678 511 907 877,71
11	Rémunérations	1 575 056 453,95	2 348 309 685,00	2 768 619 000,00	2 768 619 000,00	3 176 177 307,22	3 549 921 392,96
32	Fonctionnement des Ministères	678 231 937,63	1 928 776 393,18	1 450 004 000,00	1 450 004 000,00	1 663 453 801,40	1 859 194 139,56
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	335 245 047,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
43	Subventions aux services ex-BPO	390 869 562,17	651 451 559,00	736 236 000,00	736 236 000,00	844 614 616,87	944 001 296,92
51	Investissement sur Ressources propres	796 344 884,60	1 810 517 089,88	8 064 228 080,00	8 064 228 080,00	125 331 921 264,31	207 309 459 267,70
53	Contrepartie des projets	432 640 092,78	458 543 536,00	6 491 478 000,00	6 491 478 000,00	7 447 064 805,20	8 323 368 662,91
55	Investissement sur Ressources Extérieures	74 242 116 957,46	6 235 810 017,20	356 049 139 000,00	356 049 139 000,00	408 461 834 418,59	456 625 963 117,67

Code	Axe et Actions	Historique		2014			Projection		
		2010 - 2013		Voté	Référence	2015	2016	2017	
		Moyenne Période	2 013						Projection
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION	36 944 468 026,35	81 636 075 732,35	97 839 770 000,00	97 839 770 000,00	97 841 382 542,78	112 243 341 809,31	125 450 086 344,57	
11	Rémunérations	4 744 756 872,66	5 439 067 869,00	6 724 517 000,00	6 724 517 000,00	6 724 517 000,00	7 714 408 626,61	8 622 171 109,72	
32	Fonctionnement des Ministères	9 417 366 435,98	22 710 237 076,60	3 489 999 000,00	3 489 999 000,00	3 489 999 000,00	4 015 221 090,04	4 487 696 329,99	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	9 239 751 395,33	26 058 540 035,61	6 565 916 000,00	6 565 916 000,00	6 565 916 000,00	7 532 460 551,74	8 418 813 015,72	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	424 562 320,35	638 465 789,67	1 400 737 000,00	1 400 737 000,00	1 400 737 000,00	1 606 934 385,98	1 796 024 025,77	
43	Subventions aux services ex-BPO	1 058 841 658,17	1 588 068 474,67	1 765 385 000,00	1 765 385 000,00	1 765 385 000,00	2 025 260 888,37	2 263 575 442,60	
51	Investissement sur Ressources propres	335 427 721,70	1 090 084 636,80	3 652 306 000,00	3 652 306 000,00	3 652 306 000,00	4 169 948 648,12	4 682 984 261,48	
53	Contrepartie des projets	1 649 232 114,50	4 111 611 850,00	25 000 000 000,00	25 000 000 000,00	25 000 000 000,00	28 680 158 837,47	32 054 982 944,20	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	10 074 509 507,66	0,00	49 230 910 000,00	49 230 910 000,00	49 230 910 000,00	56 478 012 740,53	63 123 839 215,10	
52	POSTES, TELECOMM. ET NOUVELLES TECHNO. DE L'INFORM. ET DE LA COMM.	7 989 118 443,05	12 687 268 763,10	76 890 814 000,00	76 890 814 000,00	76 892 081 273,28	88 210 365 966,70	98 589 349 253,42	
11	Rémunérations	707 999 350,50	843 199 377,00	1 058 393 000,00	1 058 393 000,00	1 058 393 000,00	1 214 195 174,10	1 357 070 782,53	
32	Fonctionnement des Ministères	1 194 240 549,41	990 220 079,47	2 699 999 000,00	2 699 999 000,00	2 699 999 000,00	3 097 456 007,24	3 461 936 875,77	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	3 069 968 691,94	3 967 773 754,80	568 767 000,00	568 767 000,00	568 767 000,00	652 483 116,06	729 272 659,37	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	891 523 607,10	3 196 556 328,40	508 505 000,00	508 505 000,00	508 505 000,00	563 360 166,79	652 004 764,08	
43	Subventions aux services ex-BPO	1 493 827 483,66	1 512 559 271,29	1 777 015 000,00	1 777 015 000,00	1 777 015 000,00	2 038 602 898,26	2 278 487 420,66	
51	Investissement sur Ressources propres	557 602 676,94	2 206 960 952,14	1 535 835 000,00	1 535 835 000,00	1 535 835 000,00	1 761 919 669,93	1 969 246 589,20	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	68 742 300 000,00	68 742 300 000,00	68 742 300 000,00	78 861 603 314,12	88 141 330 161,80	
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	16 148 836 797,74	16 801 913 582,86	19 163 444 000,00	19 163 444 000,00	19 163 759 841,64	21 984 608 049,83	24 571 354 822,88	
11	Rémunérations	9 617 479 558,50	13 515 329 181,00	14 390 486 000,00	14 390 486 000,00	14 390 486 000,00	16 508 856 969,14	18 451 471 331,55	
32	Fonctionnement des Ministères	1 708 731 956,13	2 053 106 332,53	2 376 997 000,00	2 376 997 000,00	2 376 997 000,00	2 726 906 060,65	3 047 783 931,74	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	3 813 847 884,73	267 288 494,00	616 618 000,00	616 618 000,00	616 618 000,00	707 388 087,28	790 627 178,92	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	2 065 192 324,00	273 148 858,00	656 378 000,00	656 378 000,00	656 378 000,00	753 001 011,90	841 607 423,80	
43	Subventions aux services ex-BPO	580 310 063,79	713 040 717,33	879 577 000,00	879 577 000,00	879 577 000,00	1 009 056 322,79	1 127 793 029,32	
51	Investissement sur Ressources propres	361 274 990,00	0,00	243 388 000,00	243 388 000,00	243 388 000,00	279 216 259,97	312 071 927,55	
54	DROITS HUMAINS	971 508 069,73	744 232 867,00	1 846 557 000,00	1 846 557 000,00	1 846 567 433,97	2 118 339 588,65	2 367 654 125,62	

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2014		Projection 2015		Projection 2017	
		Moyenne Période	2013	Voté	Référence	Projection	Projection	Projection	Projection
11	Rémunérations	418 768 694,75	419 556 075,00	465 452 000,00	465 452 000,00	465 452 000,00	533 969 491,65	596 802 236,85	
32	Fonctionnement des Ministères	552 739 374,98	324 676 752,00	1 299 996 000,00	1 299 996 000,00	1 299 996 000,00	1 491 363 670,72	1 666 853 984,30	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	81 109 000,00	81 109 000,00	81 109 000,00	93 048 760,13	103 997 904,46	
55	AFFAIRES FONCIERES	2 972 828 270,60	4 363 210 311,17	7 896 236 000,00	7 896 236 000,00	7 896 236 000,00	9 056 687 651,81	10 124 548 412,13	
11	Rémunérations	2 129 207 312,00	2 524 071 921,00	3 152 451 000,00	3 152 451 000,00	3 152 451 000,00	3 616 511 816,29	4 042 070 521,50	
32	Fonctionnement des Ministères	411 156 716,35	990 284 470,17	1 450 001 000,00	1 450 001 000,00	1 450 001 000,00	1 663 450 359,78	1 859 190 292,96	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	95 704 600,00	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 658,88	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	73 982 465,50	174 293 106,00	1 088 784 000,00	1 088 784 000,00	1 088 784 000,00	1 248 059 922,39	1 396 038 102,00	
51	Investissement sur Ressources propres	262 777 176,75	674 560 814,00	1 705 000 000,00	1 705 000 000,00	1 705 000 000,00	1 955 986 832,72	2 186 149 836,79	
56	ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE	18 390 217 726,58	9 010 138 655,92	65 268 326 000,00	65 268 326 000,00	65 268 326 000,00	74 876 862 696,42	83 687 003 069,06	
11	Rémunérations	6 098 884 267,75	6 506 331 075,00	8 510 560 000,00	8 510 560 000,00	8 510 560 000,00	9 763 368 503,83	10 912 234 225,82	
32	Fonctionnement des Ministères	638 683 522,24	952 694 216,25	4 700 002 000,00	4 700 002 000,00	4 700 002 000,00	5 391 872 155,86	6 026 339 357,91	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	146 624 769,50	51 118 644,00	945 313 000,00	945 313 000,00	945 313 000,00	1 084 469 079,65	1 212 079 683,68	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	57 658 080,75	197 961 388,00	1 489 597 000,00	1 489 597 000,00	1 489 597 000,00	1 708 875 142,55	1 909 960 257,15	
43	Subventions aux services ex-BPO	672 537 598,87	1 302 032 726,67	2 079 034 000,00	2 079 034 000,00	2 079 034 000,00	2 385 081 013,94	2 665 735 976,42	
51	Investissement sur Ressources propres	28 828 535,75	0,00	150 500 000,00	150 500 000,00	150 500 000,00	172 654 556,20	192 970 997,32	
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	1 690 798 000,00	1 690 798 000,00	1 690 798 000,00	1 939 694 208,08	2 167 940 042,08	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	10 747 000 951,72	0,00	45 702 522 000,00	45 702 522 000,00	45 702 522 000,00	52 430 223 609,32	58 599 742 528,68	
57	TOURISME	4 467 602 132,97	4 794 119 984,22	7 028 722 000,00	7 028 722 000,00	7 528 586 715,28	9 223 828 281,02	10 981 172 122,90	
11	Rémunérations	2 428 157 548,25	2 731 195 116,00	3 153 537 000,00	3 153 537 000,00	3 153 537 000,00	3 617 757 662,39	4 043 462 989,96	
32	Fonctionnement des Ministères	50 632 464,58	75 432 872,00	599 999 000,00	599 999 000,00	599 999 000,00	666 322 664,89	769 318 308,46	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	0,00	0,00	200 000 000,00	200 000 000,00	200 000 000,00	229 441 270,70	256 439 863,55	
43	Subventions aux services ex-BPO	1 810 520 369,53	1 987 491 966,22	2 908 039 000,00	2 908 039 000,00	2 908 039 000,00	3 336 120 817,02	3 728 685 621,84	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	167 147 000,00	167 147 000,00	167 147 000,00	1 352 118 601,70	2 183 265 339,09	
56	CUL TURE ET ARTS	4 983 485 033,94	6 607 677 333,42	10 705 607 000,00	10 705 607 000,00	10 705 607 000,00	12 281 642 789,81	13 726 721 981,69	

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2 014		Projection			
		Moyenne Période	2 013	Votés	Références	2 015		2 016	
						Projection	Projection	Projection	Projection
11	Rémunérations	2 771 483 386,75	3 511 006 292,00	3 850 870 000,00	3 850 870 000,00	3 850 870 000,00	4 417 742 530,50	4 837 582 886,81	
32	Fonctionnement des Ministères	1 112 753 446,17	1 274 936 051,70	2 180 000 000,00	2 180 000 000,00	2 180 000 000,00	2 500 909 850,63	2 795 194 512,73	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	384 744 935,75	108 162 534,00	1 648 838 000,00	1 648 838 000,00	1 648 838 000,00	1 891 557 429,49	2 114 138 958,71	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	343 115 406,10	886 872 286,00	973 879 000,00	973 879 000,00	973 879 000,00	1 117 240 176,34	1 248 706 989,39	
43	Subventions aux services ex-BPO	215 235 682,92	281 765 744,72	757 520 000,00	757 520 000,00	757 520 000,00	889 031 756,90	971 291 627,20	
51	Investissement sur Ressources propres	166 152 176,25	544 934 425,00	1 294 500 000,00	1 294 500 000,00	1 294 500 000,00	1 485 058 624,60	1 659 807 016,85	
59	JEUNESSE	3 413 690 551,68	4 228 693 453,00	5 399 519 000,00	5 399 519 000,00	5 399 519 000,00	6 194 414 160,24	6 923 259 578,08	
11	Rémunérations	3 071 106 226,00	3 544 739 673,00	4 140 994 000,00	4 140 994 000,00	4 140 994 000,00	4 750 574 626,60	5 309 579 681,68	
32	Fonctionnement des Ministères	334 175 014,18	661 186 534,00	595 952 000,00	595 952 000,00	595 952 000,00	672 207 857,25	751 307 254,64	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	8 409 311,50	22 767 246,00	494 796 000,00	494 796 000,00	494 796 000,00	567 633 114,89	634 427 093,63	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	0,00	0,00	116 930 000,00	116 930 000,00	116 930 000,00	134 142 838,91	149 927 586,23	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	60 847 000,00	60 847 000,00	60 847 000,00	69 804 064,99	78 017 981,89	
60	SPORTS ET LOISIRS	19 420 448 703,36	21 277 805 450,89	16 448 005 000,00	16 448 005 000,00	16 448 005 000,00	18 869 413 197,66	21 089 620 789,64	
11	Rémunérations	2 142 767 251,20	2 011 259 115,75	1 891 337 000,00	1 891 337 000,00	1 891 337 000,00	2 169 755 823,01	2 425 071 011,07	
32	Fonctionnement des Ministères	16 821 888 649,51	18 328 307 075,14	11 323 163 000,00	11 323 163 000,00	11 323 163 000,00	12 990 004 535,30	14 518 551 873,58	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	202 793 297,65	0,00	1 576 605 000,00	1 576 605 000,00	1 576 605 000,00	1 808 691 272,96	2 021 521 855,39	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	136 304 305,00	482 539 260,00	318 900 000,00	318 900 000,00	318 900 000,00	365 844 106,13	408 893 362,44	
51	Investissement sur Ressources propres	2 750 000,00	0,00	1 338 000 000,00	1 338 000 000,00	1 338 000 000,00	1 534 962 100,98	1 715 582 687,17	
53	Contrepartie des projets	113 925 000,00	455 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61	FUNCTION PUBLIQUE	21 440 396 493,64	27 645 363 509,31	143 002 595 000,00	142 419 180 567,94	144 067 704 060,24	166 799 586 800,76	188 171 934 548,94	
11	Rémunérations	19 147 207 779,56	24 078 021 122,31	20 369 323 000,00	20 369 323 000,00	20 369 323 000,00	23 367 816 762,07	26 117 532 054,00	
32	Fonctionnement des Ministères	1 566 965 128,58	1 218 177 193,00	6 975 992 000,00	6 975 992 000,00	6 975 992 000,00	8 002 902 344,36	8 944 612 183,15	
33	Financement des Réformes	680 837 388,50	2 258 244 626,00	15 000 000 000,00	15 000 000 000,00	15 000 000 000,00	17 208 095 302,48	19 232 989 786,52	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	800 000 000,00	800 000 000,00	800 000 000,00	917 765 082,80	1 025 759 454,21	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	45 386 197,00	90 920 568,00	256 549 000,00	256 549 000,00	256 549 000,00	294 314 642,76	328 946 952,77	

Code	Axe et Actions	Historique		Projection				
		2010 - 2013		2014	2015	2016	2017	
		Moyenne Période	2013	Voté	Référence	Projection	Projection	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 235 911 000,00	1 000 000 000,00	2 411 759 052,07	4 425 168 555,99	6 844 357 705,42
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	98 364 820 000,00	98 017 316 567,94	98 017 316 567,94	112 446 088 319,85	125 677 736 432,86
62	EMPLOI ET TRAVAIL	5 597 048 336,31	8 687 416 885,94	15 688 185 000,00	13 148 453 000,00	13 148 669 705,77	15 084 114 612,52	16 858 937 465,30
11	Rémunérations	4 255 610 720,94	5 348 568 838,00	7 676 895 000,00	7 676 895 000,00	7 676 895 000,00	8 806 982 719,14	9 843 309 531,58
32	Fonctionnement des Ministères	784 124 093,91	1 752 701 272,94	2 786 203 000,00	2 786 203 000,00	2 786 203 000,00	3 196 349 783,74	3 572 467 585,76
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	236 525 761,50	692 347 993,00	1 297 555 000,00	1 297 555 000,00	1 297 555 000,00	1 488 563 340,01	1 663 724 135,77
42	Subventions aux organismes auxiliaires	272 762 105,96	773 071 366,00	1 387 800 000,00	1 387 800 000,00	1 387 800 000,00	1 592 092 977,39	1 779 436 213,20
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	2 539 732 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
53	Contrepartie des projets	48 025 654,00	120 727 416,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63	PRÉVOYANCE SOCIALE / ADMINISTRATION	1 483 115 772,83	1 637 973 868,64	5 671 754 000,00	5 571 845 830,67	5 571 845 830,67	6 392 004 894,32	7 144 089 177,57
11	Rémunérations	1 200 617 475,55	1 426 844 787,52	1 956 342 000,00	1 956 342 000,00	1 956 342 000,00	2 244 327 972,02	2 508 420 377,72
32	Fonctionnement des Ministères	81 214 001,26	102 260 743,12	500 002 000,00	500 002 000,00	500 002 000,00	573 605 471,16	641 102 223,28
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	152 516 163,21	18 542 549,00	896 559 000,00	896 559 000,00	896 559 000,00	1 028 538 181,09	1 149 567 338,14
42	Subventions aux organismes auxiliaires	48 068 382,79	90 325 789,00	1 040 001 000,00	1 040 001 000,00	1 040 001 000,00	1 193 095 754,65	1 333 488 572,68
51	Investissement sur Ressources propres	699 750,00	0,00	1 278 850 000,00	1 178 850 000,00	1 178 850 000,00	1 352 384 209,82	1 511 520 665,75
64	AFFAIRES SOCIALES	27 328 789 380,70	37 066 422 549,67	50 013 864 000,00	50 013 864 000,00	50 014 688 301,76	57 376 701 030,23	64 127 742 299,74
11	Rémunérations	18 395 204 184,59	20 011 560 610,46	22 379 806 000,00	22 379 806 000,00	22 379 806 000,00	25 674 255 633,27	28 695 371 984,98
32	Fonctionnement des Ministères	829 384 394,99	704 070 950,00	2 500 000 000,00	2 500 000 000,00	2 500 000 000,00	2 868 015 883,75	3 205 498 294,42
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	168 621 982,75	186 460 587,00	2 639 617 000,00	2 639 617 000,00	2 639 617 000,00	3 028 185 393,20	3 384 515 116,57
42	Subventions aux organismes auxiliaires	280 859 554,38	268 768 314,00	2 939 425 000,00	2 939 425 000,00	2 939 425 000,00	3 372 127 035,63	3 768 928 729,63
51	Investissement sur Ressources propres	3 957 640 527,05	15 830 562 088,21	2 016 833 000,00	2 016 833 000,00	2 016 833 000,00	2 313 723 631,55	2 585 981 896,65
53	Contrepartie des projets	16 250 000,00	65 000 000,00	2 228 628 000,00	2 228 628 000,00	2 228 628 000,00	2 556 696 201,19	2 857 545 301,16
55	Investissement sur Ressources Extérieures	3 680 828 721,94	0,00	15 309 555 000,00	15 309 555 000,00	15 309 555 000,00	17 563 218 765,24	19 629 900 976,33
65	GENRE, FEMME ET ENFANT	3 829 302 859,70	4 228 871 151,99	16 746 934 000,00	9 860 747 000,00	9 860 909 519,56	11 312 405 947,15	12 643 443 076,08
11	Rémunérations	2 062 121 100,75	2 460 573 684,00	2 649 141 000,00	2 649 141 000,00	2 649 141 000,00	3 039 111 386,51	3 396 726 762,87

Code	Axe et Actions	Historique		Projection			
		2010 - 2013		2 014	2 015	2 016	2 017
		Moyenne Période	2 013	Voté	Référence	Projection	Projection
32	Fonctionnement des Ministères	941 735 943,37	1 011 965 765,43	2 100 001 000,00	2 100 001 000,00	2 409 134 489,55	2 692 619 849,51
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	670 971 519,52	702 859 502,56	2 440 195 000,00	2 440 195 000,00	2 799 407 207,78	3 128 816 364,22
42	Subventions aux organismes auxiliaires	150 928 770,25	55 582 200,00	588 015 000,00	588 015 000,00	674 574 543,95	753 952 431,94
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 083 395 000,00	1 083 395 000,00	1 242 877 627,35	1 389 128 329,87
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77
55	Investissement sur Ressources Extérieures	3 546 126,81	0,00	6 886 187 000,00	0,00	0,00	0,00
66	ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	616 746 803,22	1 038 067 509,37	3 561 330 000,00	3 381 350 000,00	3 879 115 808,71	4 335 539 019,15
11	Rémunérations	217 792 259,25	255 669 195,00	335 310 000,00	335 310 000,00	384 669 762,39	429 934 253,24
32	Fonctionnement des Ministères	398 954 549,97	782 398 314,37	2 849 998 000,00	2 849 998 000,00	3 269 535 813,06	3 654 265 491,24
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	396 022 000,00	196 022 000,00	224 877 683,83	251 339 274,87
67	ADMINISTRATION DU SENAT	671 101 997,75	751 116 870,00	2 108 628 000,00	2 108 662 753,28	2 419 051 612,17	2 703 661 383,03
11	Rémunérations	174 252 133,50	263 324 478,00	341 621 000,00	341 621 000,00	391 909 781,69	438 026 213,14
32	Fonctionnement des Ministères	496 849 864,25	487 792 392,00	1 630 000 000,00	1 630 000 000,00	1 869 946 356,20	2 089 984 887,96
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	137 007 000,00	137 007 000,00	157 175 300,87	175 670 281,93
69	COOPERATION REGIONALE	175 799 972,70	354 804 903,00	819 400 000,00	819 413 504,91	940 028 725,32	1 050 634 120,98
11	Rémunérations	149 253 497,70	248 619 003,00	469 400 000,00	469 400 000,00	538 498 662,33	601 864 359,76
32	Fonctionnement des Ministères	26 546 475,00	106 185 900,00	350 000 000,00	350 000 000,00	401 522 223,72	448 769 761,22
70	ACTIONS HUMAINITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE	21 290 288 347,95	2 849 340 997,00	12 097 909 000,00	3 950 909 000,00	4 532 545 705,54	5 065 852 824,36
11	Rémunérations	103 950 387,75	137 941 401,00	251 765 000,00	251 765 000,00	288 826 407,99	322 812 911,24
32	Fonctionnement des Ministères	1 907 914 447,55	2 367 498 604,00	1 800 001 000,00	1 800 001 000,00	2 064 972 583,50	2 307 960 054,18
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	0,00	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 658,88
51	Investissement sur Ressources propres	60 975 248,00	243 800 992,00	1 399 143 000,00	1 399 143 000,00	1 605 105 739,05	1 793 980 200,06
61	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Internes	19 217 448 263,75	100 000 000,00	8 147 000 000,00	0,00	0,00	0,00
74	PORTEFEUILLE	4 863 790 776,58	3 105 286 574,00	15 140 154 000,00	15 140 403 531,92	17 369 025 708,74	19 412 695 129,70
11	Rémunérations	1 399 928 116,50	2 267 633 211,00	3 799 642 000,00	3 799 642 000,00	4 358 973 443,42	4 871 898 380,16

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		Projection			
		Moyenne Période	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017
32	Fonctionnement des Ministères	814 007 553,09	633 722 463,00	1 860 002 000,00	1 860 002 000,00	2 133 806 111,92	2 384 893 295,45
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	114 496 145,25	171 980 650,00	2 310 543 000,00	2 310 543 000,00	2 650 669 609,63	2 962 576 658,27
42	Subventions aux organismes auxiliaires	494 531 442,50	31 940 250,00	106 300 000,00	106 300 000,00	121 948 035,38	136 297 787,48
51	Investissement sur Ressources propres	51 456 294,24	0,00	7 063 667 000,00	7 063 667 000,00	8 103 483 661,40	9 057 029 008,94
55	Investissement sur Ressources Extérieures	1 989 371 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	COUR DES COMPTES	1 701 756 878,27	2 400 989 086,00	4 360 921 000,00	4 360 921 000,00	5 002 917 999,57	5 591 569 931,04
11	Rémunérations	1 099 596 533,75	1 337 566 500,00	1 778 828 000,00	1 778 828 000,00	2 040 682 763,38	2 280 812 048,03
31	Fonctionnement des Institutions	602 160 344,52	1 063 422 586,00	2 383 375 000,00	2 383 375 000,00	2 734 222 942,77	3 065 961 798,99
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	198 718 000,00	198 718 000,00	227 970 552,15	254 796 064,03
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)	114 003 538 021,13	33 199 355 621,40	245 649 561 176,00	244 583 450 139,85	281 090 366 828,03	314 742 016 500,65
11	Rémunérations	5 259 932 321,31	11 166 746 086,00	185 756 000,00	185 756 000,00	213 100 463,40	238 176 216,47
31	Fonctionnement des Institutions	9 142 567 736,35	14 952 889 383,40	20 910 420 000,00	20 910 420 000,00	23 988 566 678,33	26 811 326 258,24
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	6 258 755 176,00	6 258 755 176,00	7 180 083 702,90	8 024 971 616,74
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	4 030 329 000,00	2 530 329 000,00	3 094 056 422,32	3 568 900 428,01
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	18 960 301 000,00	18 960 301 000,00	21 751 377 771,45	24 310 885 006,88
61	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Internes	88 816 522 245,45	7 079 720 152,00	157 500 000 000,00	157 500 000 000,00	180 685 000 676,07	201 946 392 548,45
63	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	10 784 515 718,02	0,00	37 804 000 000,00	37 804 000 000,00	44 175 845 316,34	49 841 364 425,85
80	CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION (CSAC)	2 427 105 510,78	3 582 682 950,00	5 959 321 000,00	5 959 321 000,00	6 636 627 927,01	7 641 037 320,56
11	Rémunérations	1 903 385 645,38	3 087 373 925,00	2 964 210 000,00	2 964 210 000,00	3 400 580 545,10	3 800 708 039,72
31	Fonctionnement des Institutions	523 719 865,41	485 319 025,00	1 073 643 000,00	1 073 643 000,00	1 231 690 070,99	1 376 624 322,13
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	687 545 000,00	687 545 000,00	788 755 992,32	881 569 729,93
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 233 923 000,00	1 233 923 000,00	1 415 564 305,33	1 582 135 228,78
82	FRANCOPHONIE	16 029 970 016,49	6 075 846 990,75	2 498 075 000,00	2 498 116 171,94	2 865 831 410,79	3 203 030 060,73
11	Rémunérations	104 679 816,25	96 715 728,00	498 075 000,00	498 075 000,00	571 394 804,52	638 631 425,20

Code	Axe et Actions	Historique			Projection			
		2010 - 2013		2 014	2 015		2 017	
		Moyenne Période	2 013	Voté	Référence	Projection	Projection	
31	Fonctionnement des Institutions	15 925 290 200,24	5 979 131 262,75	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	2 294 412 707,00	2 564 398 635,54
83	DELEGATION A LA MONUSCO	257 462 164,84	197 987 414,60	362 694 000,00	362 694 000,00	362 699 977,73	416 088 331,10	465 045 999,36
11	Rémunérations	176 929 502,16	151 989 773,60	162 694 000,00	162 694 000,00	162 694 000,00	186 643 590,48	208 006 135,80
31	Fonctionnement des Institutions	80 532 662,68	45 997 641,00	200 000 000,00	200 000 000,00	200 000 000,00	229 441 270,70	256 439 863,55
84	POLICE NATIONALE	100 241 762 329,54	122 069 326 923,54	163 531 073 000,00	160 756 666 000,00	165 098 803 648,86	194 498 437 093,72	223 219 068 052,71
11	Rémunérations	75 566 891 028,73	93 124 251 322,00	101 737 457 000,00	101 737 457 000,00	101 737 457 000,00	116 713 657 059,21	130 447 697 956,85
32	Fonctionnement des Ministères	22 853 469 551,79	24 004 180 625,43	54 499 996 000,00	54 499 996 000,00	54 499 996 000,00	62 522 741 676,86	69 879 857 689,56
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	406 378 573,75	84 814 022,00	300 000 000,00	300 000 000,00	300 000 000,00	344 161 906,05	384 659 795,33
51	Investissement sur Ressources propres	1 324 302 510,53	4 856 080 954,11	4 219 233 000,00	4 219 233 000,00	8 558 701 143,11	14 916 138 480,28	22 506 872 610,97
55	Investissement sur Ressources Extérieures	90 720 634,75	0,00	2 774 387 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
85	DIRECTION GÉNÉRALE DE MIGRATION	9 017 287 654,44	13 321 028 370,00	25 397 910 000,00	25 397 910 000,00	26 620 682 394,83	31 975 069 002,16	37 381 107 682,64
11	Rémunérations	6 250 140 945,51	8 882 025 588,00	10 944 949 000,00	10 944 949 000,00	10 944 949 000,00	12 556 115 031,52	14 033 606 140,81
32	Fonctionnement des Ministères	2 730 489 395,94	4 439 002 782,00	10 800 001 000,00	10 800 001 000,00	10 800 001 000,00	12 389 829 764,99	13 847 153 914,09
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	24 287 159,29	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 363,50	1 282 199 317,77
51	Investissement sur Ressources propres	12 380 184,00	0,00	2 652 960 000,00	2 652 960 000,00	3 875 313 800,06	5 881 674 868,43	8 217 548 309,98
86	AGENCE NATIONALE DES RENSEIGNEMENTS (ANR)	15 613 067 488,34	22 738 498 176,03	31 849 143 667,00	31 849 143 667,00	33 849 143 667,00	41 180 424 243,08	48 714 638 097,60
11	Rémunérations	10 505 620 978,27	13 324 867 679,06	14 686 285 000,00	14 686 285 000,00	14 686 285 000,00	16 848 199 461,29	18 830 744 607,55
31	Fonctionnement des Institutions	4 790 990 425,07	8 228 145 804,95	15 656 890 667,00	15 656 890 667,00	15 656 890 667,00	17 961 684 449,22	20 075 254 531,60
51	Investissement sur Ressources propres	316 476 085,00	1 185 484 692,00	1 505 968 000,00	1 505 968 000,00	3 505 443 079,44	6 370 235 629,42	9 608 638 956,46
87	INSPECTION GENERALE DES FINANCES (IGF)	5 079 279 257,37	6 258 646 061,45	10 613 507 000,00	10 613 507 000,00	10 482 832 589,71	12 100 029 449,77	13 608 631 434,53
11	Rémunérations	4 143 253 208,65	4 920 499 413,00	4 939 827 000,00	4 939 827 000,00	4 939 827 000,00	5 667 000 919,59	6 333 842 809,29
31	Fonctionnement des Institutions	887 126 126,49	1 338 146 646,45	4 517 371 000,00	4 517 371 000,00	4 517 371 000,00	5 182 356 712,31	5 792 170 014,30
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	48 899 922,25	0,00	159 450 000,00	159 450 000,00	159 450 000,00	182 922 053,07	204 446 681,22
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	996 859 000,00	996 859 000,00	996 859 000,00	1 143 602 976,34	1 278 171 929,71
88	PROVINCES (40%)	356 440 143 629,99	428 236 438 574,56	1 095 776 038 000,00	1 095 776 038 000,00	1 053 129 322 651,32	1 250 904 376 460,05	1 394 504 398 680,52

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2 014			Projection			
		Moyenne Période	2 013	Voté	Reference	Projection	2 015	Projection	2 016	Projection
45	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	172 235 511 840,38	199 774 160 077,00	212 400 000 000,00	212 400 000 000,00	241 698 100 000,00	212 400 000 000,00	311 693 864 204,19	387 770 073 835,25	
54	Investissement sur transfert aux provinces et ETD	184 204 631 789,61	228 462 278 497,56	883 376 038 000,00	883 376 038 000,00	851 413 162 656,56	883 376 038 000,00	939 200 028 884,04	1 006 734 324 845,27	
89	BASE LOGISTIQUE CENTRALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)	1 758 581 637,83	2 063 158 444,00	5 702 804 000,00	5 702 804 000,00	5 495 582 438,33	5 702 804 000,00	6 422 052 526,39	7 312 131 398,16	
11	Rémunérations	1 393 792 488,25	1 858 764 344,00	1 817 293 000,00	1 817 293 000,00	1 817 293 000,00	1 817 293 000,00	2 084 810 075,77	2 330 131 844,78	
32	Fonctionnement des Ministères	205 120 870,83	122 951 920,00	1 955 000 000,00	1 955 000 000,00	1 955 000 000,00	1 955 000 000,00	2 242 788 421,09	2 506 699 866,24	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	110 178 474,25	0,00	1 324 211 000,00	1 324 211 000,00	1 324 211 000,00	1 324 211 000,00	1 519 143 272,57	1 697 902 440,78	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	49 489 804,50	71 442 180,00	106 300 000,00	106 300 000,00	106 300 000,00	106 300 000,00	121 948 035,38	136 297 787,48	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	500 000 000,00	500 000 000,00	500 000 000,00	500 000 000,00	573 603 176,75	641 099 658,88	
91	INSPECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL	2 250 397 463,00	2 116 392 088,00	4 762 658 000,00	4 762 658 000,00	4 762 658 485,56	4 762 658 000,00	5 463 797 081,85	6 106 676 838,36	
11	Rémunérations	880 633 657,00	862 657 384,00	862 658 000,00	862 658 000,00	862 658 000,00	862 658 000,00	989 646 738,50	1 106 099 499,07	
32	Fonctionnement des Ministères	1 369 763 806,00	1 253 734 504,00	3 900 000 000,00	3 900 000 000,00	3 900 000 000,00	3 900 000 000,00	4 474 104 776,65	5 000 577 339,30	
92	INSPECTION GENERALE D'AUDIT DE LA POLICE NATIONALE	1 623 545 251,18	2 571 271 527,00	3 556 155 000,00	3 556 155 000,00	3 556 213 610,85	3 556 213 610,85	4 079 677 632,03	4 559 699 514,88	
11	Rémunérations	671 251 562,50	803 400 000,00	956 160 000,00	956 160 000,00	956 160 000,00	956 160 000,00	1 096 912 826,96	1 225 987 699,68	
32	Fonctionnement des Ministères	952 293 688,68	1 767 871 527,00	2 599 895 000,00	2 599 895 000,00	2 599 995 000,00	2 599 995 000,00	2 982 730 783,07	3 333 711 815,20	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93	OPPOSITION POLITIQUE	63 413 910,00	253 655 640,00	531 500 000,00	531 500 000,00	531 508 759,90	531 500 000,00	609 745 261,79	661 488 937,39	
31	Fonctionnement des Institutions	63 413 910,00	253 655 640,00	531 500 000,00	531 500 000,00	531 500 000,00	531 500 000,00	609 740 176,88	661 488 937,39	
94	COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU CINQUANTEAIRE	2 845 692 387,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
95	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)	172 301 697,13	307 735 851,35	1 834 462 000,00	1 834 462 000,00	1 834 462 234,62	1 834 462 000,00	2 104 524 012,09	2 352 145 924,87	
11	Rémunérations	109 083 639,13	146 915 838,35	150 312 000,00	150 312 000,00	150 312 000,00	150 312 000,00	172 438 881,41	192 729 943,85	
32	Fonctionnement des Ministères	55 218 058,00	128 820 015,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 500 000 000,00	1 720 809 530,25	1 923 298 976,65	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques	8 000 000,00	32 000 000,00	184 150 000,00	184 150 000,00	184 150 000,00	184 150 000,00	211 258 050,00	236 117 004,37	
96	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL	0,00	0,00	3 312 000 000,00	3 312 000 000,00	3 312 054 586,81	3 312 000 000,00	3 799 579 128,94	4 246 644 140,45	
11	Rémunérations	0,00	0,00	612 000 000,00	612 000 000,00	612 000 000,00	612 000 000,00	702 090 288,34	784 705 982,47	

Code	Axe et Actions	Historique 2010 - 2013		2 014			Projection		
		Moyenne Période	2 013	Voté	Références	2 015 Projection	2 016 Projection	2 017 Projection	
32	Fonctionnement des Ministères	0,00	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	700 000 000,00	700 000 000,00	700 000 000,00	803 044 447,45	897 539 522,44	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1 147 206 353,50	1 282 199 317,77	
97	DÉPENSES SUR RESSOURCES PROPRES DES PROVINCES	8 765 883 846,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	TOTAL DES PLAFONDS INDICATIFS	3 539 856 812 037,55	3 683 285 554 885,05	7 449 004 345 919,00	6 289 959 252 469,94	6 364 419 363 435,49	7 388 770 089 179,35	8 358 345 213 112,88	
II. MARGES DES MANOEUVRES POUR LA PRECAUTION									
30	FINANCES	0,00	0,00	585 997 820 117,00	585 997 820 117,00	645 732 994 328,27	795 193 469 883,46	831 715 290 717,46	
31	BUDGET	0,00	0,00	83 081 896 000,00	83 081 896 000,00	39 000 000 000,00	43 838 625 251,89	49 119 652 472,66	
62	Reserves et calamités	0,00	0,00	83 081 896 000,00	83 081 896 000,00	39 000 000 000,00	43 838 625 251,9	49 119 652 472,7	
	TOTAL DES MARGES 1	0,00	0,00	669 079 716 117,00	585 997 820 117,00	684 732 994 328,27	779 032 094 935,35	880 834 943 190,12	
III. MARGES DES MANOEUVRES POUR LES ABATAGES LORS DE CONFÉRENCES BUDGETAIRES									
00	MARGES A DISTRIBUER	0,00	0,00	122 912 069 900,00	0,00	266 443 124 391,35	161 302 991 812,00	183 433 643 292,89	
11	Rémunérations	0,00	0,00	78 743 268 000,00	0,00	165 134 640 000,00	93 456 061 565,2	100 502 409 461,5	
31	Fonctionnement des Institutions	0,00	0,00	1 815 770 333,00	0,00	1 815 770 333,00	0,00	0,00	
41	Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifique	0,00	0,00	0,00	0,00	3 852 612 054,00	0,00	0,00	
42	Subventions aux organismes auxiliaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
43	Subventions aux services ex-BPO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
51	Investissement sur Ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00	84 921 577 622,5	0,00	0,00	
53	Contrepartie des projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
55	Investissement sur Ressources Extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	TOTAL DES MARGES 2	0,00	0,00	122 912 069 900,00	0,00	266 443 124 391,35	161 302 991 812,00	183 433 643 292,89	
	TOTAL GENERAL	3 539 856 812 037,55	3 683 285 554 885,05	8 240 996 131 936,00	6 875 957 072 586,94	7 315 596 482 155,11	8 329 105 175 926,71	9 422 613 799 595,89	